

La Banque mondiale iconoclaste

FAIRE progresser la démocratie n'est pas le seul et unique grand dessein des années 90. La lutte contre la pauvreté, à laquelle la Banque mondiale a choisi de consacrer son troisième rapport annuel sur le développement dans le monde, doit plus que jamais dépasser le stade de l'incantation. Elle doit enfin devenir une vraie priorité, afin d'arracher au sous-développement quatre cents millions d'êtres humains d'ici à l'an 2000.

Parce qu'elle lie l'obtention de prêts et d'aides à la mise en place de politiques d'adaptation toujours douloureuses, la Banque mondiale a souvent mauvaise réputation dans les pays du tiers-monde. Ce rapport lui permet d'affirmer, exemplaire à l'appui, que la rigueur économique est aussi une condition du recul de la pauvreté. Ainsi, des « améliorations spectaculaires » sont perceptibles en Asie, où l'aspiration de vie et les progrès de l'éducation ont fortement progressé, même si les revenus ont stagné.

ALORS que la situation est catastrophique en Amérique du Sud et en Afrique sub-saharienne, la Banque mondiale prône une « stratégie de ravalo ». Il convient « de savoir l'utilisation productive de la ressource qui est la plus abondante chez les pauvres : la force de travail », tout en assurant aux populations les plus défavorisées les services sociaux de base (santé, planning familial, nutrition, enseignement primaire).

Cette approche est moins théorique qu'il n'y paraît. Le vrai débat, affirme le rapport, est social. Il ne s'agit pas de sacrifier la croissance économique à la réduction de la pauvreté, mais de prendre conscience que toute politique efficace suppose un arbitrage entre les intérêts des pauvres et ceux des non-pauvres.

Cette analyse a des conséquences iconoclastes. Elle met en cause les réformes agraires qui, de même que les lois sur le salaire minimum ou la sécurité de l'emploi, ont été le plus souvent inefficaces. En outre, les pays en voie de développement consacrent 70 % à 85 % de leurs dépenses de santé au traitement des maladies - dont les bénéficiaires ne sont généralement pas les plus pauvres - en négligeant trop les actions préventives. Enfin, les gouvernements ont eu trop tendance à développer les formations de niveau supérieur alors que l'enseignement primaire devrait être leur priorité absolue.

La Banque mondiale va jusqu'à dire que le but de son raisonnement - selon elle, l'aide fournie par les pays industrialisés doit non seulement augmenter (si elle n'est respectée, la norme de 0,7 % du PNB, acceptée par l'Assemblée générale des Nations unies depuis trente ans, devrait se traduire par une aide de 144 milliards de dollars dans dix ans contre 51 milliards en 1988), mais elle doit aussi être plus étroitement liée à la qualité des engagements pris par les bénéficiaires.

« A ceux qui ne font pas d'efforts sérieux de lutte contre la pauvreté, « seul un minimum d'aide devrait être offert », estime la Banque mondiale, qui demande ainsi que la justice sociale devienne un critère de choix, tandis que les dirigeants occidentaux, et M. Mitterrand encore récemment, fient de plus en plus les aides au respect de principes démocratiques. Ces principes, élémentaires, n'ont pas été trop longtemps négligés ».

Lire nos informations page 18

Rapprochement sur le statut militaire de l'Allemagne

Bonn et Moscou vont négocier un nouveau traité

L'Ukraine a proclamé sa souveraineté

Le chancelier Helmut Kohl, en visite en URSS, a proposé le dimanche 15 juillet à M. Mikhaïl Gorbatchev la négociation d'un nouveau traité qui engloberait l'ensemble des relations germano-soviétiques. Concernant le statut militaire de la future Allemagne, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a dit s'attendre qu'un accord soit trouvé, alors que jusqu'à maintenant Moscou s'opposait à l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN. D'autre part, l'Ukraine a proclamé sa souveraineté et la primauté de ses lois sur celle de la fédération (lire page 26).

STAVROPOL

de notre envoyé spécial

La place Lénine de Stavropol est un monument d'architecture provinciale. Elle est dominée par un énorme bunker rectangulaire qui héberge à la fois le comité du parti et le conseil régional de ce territoire du sud de la république de Russie. L'immensité de cette place Lénine, théâtre habituel des parades communistes, fait apparaître le peu d'intérêt que manifestent les Stavropoliens pour la présence dans leurs murs de deux

hommes qui pourtant mobilisent l'attention du monde entier : M. Mikhaïl Gorbatchev et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl.

Il n'est pas un petit millier, policiers compris, à attendre l'arrivée du cortège officiel ce dimanche vers 17 heures. Parmi eux, peu de vrais Stavropoliens : les visages basanés et les cheveux noirs corbeaux des Géorgiens de passage sont relativement nombreux.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 5



Lire nos informations page 5

« Ordre moral » islamique en Algérie

Les nouveaux élus intégristes ont commencé à imposer leurs vues

ALGER

de notre correspondant

Aux lendemains de leur victoire aux élections locales, en juin, les militants du Front islamique du salut (FIS) avaient fait serment d'instaurer la mixité, la prostitution, la vente et la consommation d'alcool. Petit à petit, le FIS est en train de mettre en œuvre son programme. Plusieurs villes ou régions ont d'abord engagé le combat contre l'alcool,

puis la municipalité islamiste de Tipaza a interdit le port du short à l'intérieur de la commune (le Monde du 12 juillet).

La musique n'a déjà plus droit de cité à Oran. Et, le 12 juillet, premier à prendre cette mesure, l'Assemblée de la wilaya de Constantine, où les islamistes sont majoritaires, a voté la suppression de la mixité dans les écoles. Une telle décision est en réalité de la seule compétence de l'Etat, mais,

sur le terrain, les islamistes ont déjà pratiquement gagné.

A l'école comme dans d'autres domaines de la vie sociale, la séparation des sexes est désormais soumise à la règle, conséquence logique d'une époque durant laquelle le FLN a fait voter plusieurs lois, dont le code de la famille, qui n'ont pas peu contribué à la prééminence de l'homme sur la femme.

GEORGES MARION
Lire la suite page 3

Dix mois de service en 1992

M. Mitterrand paraît plus pressé que son ministre

L'échéance électorale de 1993 approchant et dictant l'annonce de mesures populaires, M. Mitterrand paraît plus pressé de réduire - dès 1992 - de deux mois la durée du service militaire que ne semble l'avoir été, la semaine dernière, le ministre de la Défense, M. Chevènement s'était déclaré partisan d'assortir cette initiative « lourde à prendre » d'une série de conditions concernant, notamment, un volontariat accru pour un service de plus

longue durée. Non seulement, le chef de l'Etat n'a pas rappelé, le 14 juillet, lors de son entretien télévisé, les préalables avancés par son ministre, qui aboutissaient à renvoyer le projet aux calendes grecques. Mais encore, il a donné l'impression de considérer cette réduction de douze à dix mois de la durée du service comme une étape.

JACQUES ISNARD
Lire la suite page 6

L'été du « Monde »

Frissons fin de siècle

un feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

Nous entrons dans la dernière ligne droite de notre siècle, avec des espoirs mitigés et des perplexités évidentes : de quoi sera fait l'avenir, le nôtre et celui de nos enfants ? Quel sera le visage de la France et celui de l'Europe ? Jusqu'où nous conduira le progrès technique ? Quelles seront les nouvelles frontières de la morale ?

Jean-Pierre Rioux s'est tourné vers nos parents, grands-parents ou arrière-grands-parents pour voir avec quels enthousiasmes et quelles inquiétudes ils avaient, eux, vécu leur fin de siècle et passé le cap. Nous commençons aujourd'hui la publication de son feuilleton en trente-cinq épisodes, *Frissons fin de siècle*.

C'est une navigation thématique, de 1888 à 1900, dans ces années névrosées et optimistes à la fois où l'on invente l'adjectif « fin-de-siècle », dans un mélange d'archaïsme et de modernité. Une République corrompue, menacée par l'extrême

droite, guettée par le terrorisme des « anars », qui trouve pourtant les moyens du sursaut et qui, cahin caha, inscrit dans la vie de tous les jours et expose aux enfants des écoles une démocratie de liberté et de fraternité un peu moins rude.

Une société violente, avec ses exclus et ses grévistes, ses étrangers hais et ses antisémites ramassés, ses berceaux vides, ses vérolés honteux et ses fonctionnaires courtelinesques, où pourtant on trouve le temps d'inventer la presse pour tous, la science des foules, le tourisme, le sport de masse et le café-concert.

Une France qui s'ouvre au monde, s'allie à la Russie, bâtit un empire colonial. Le temps des églantines et du bas de laine, du progrès massif et des doutes individuels, des danses religieuses et des frotteurs. Avec l'espoir de vivre bientôt, enfin, une Belle Époque...

Lire page 2 le premier épisode
« La phare de la tour Eiffel »

L'URSS SANS CLICHÉS

Les changements en Union soviétique sont peut-être le... feuilleton de notre fin de siècle. L'Histoire évaluera, plus tard, l'ampleur exacte des bouleversements. En attendant, nous avons demandé à des photographes soviétiques de nous donner, chaque jour, une vision instantanée d'une société complexe et traversée de contradictions. Notre correspondant à Moscou, Bernard Guetta, commente chacun de ces clichés.

Lire page 5

CARTES POSTALES

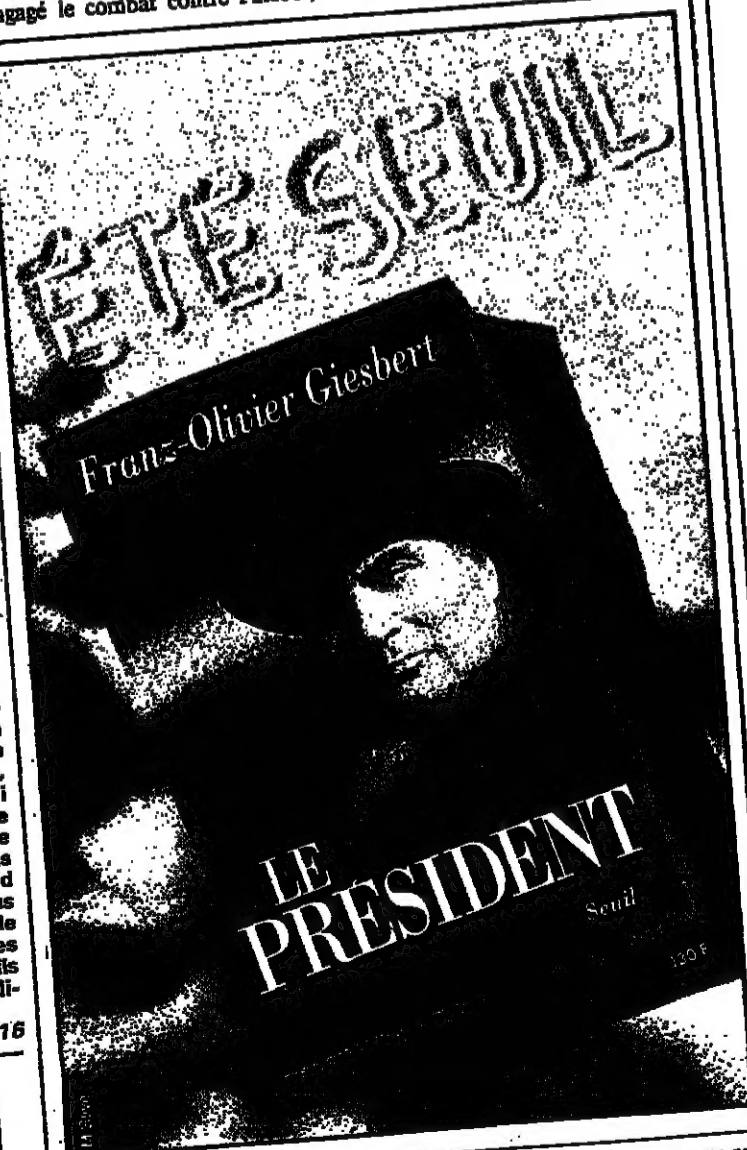
Du Nord au Sud, du cap Gris-Nez aux Pyrénées, une promenade estivale à l'intérieur de la France. Paysages oubliés, musées inconnus, centrale nucléaire, messe dans une abbaye bénédictine, derniers saumons de la Loire... Une visite guidée hors des lieux communs.

Lire page 26

AVIGNON 90

Si les festivals se multiplient en France depuis quelque temps, celui d'Avignon - le quarante-quatrième - reste l'un des rendez-vous les plus courus de l'été. A côté du théâtre, la Cité des papes accueille de plus en plus la danse, la musique, les arts plastiques et même le cinéma. Et rend un hommage solennel à René Clair.

Lire page 9



A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.R., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (other), 2 \$.

M 0147 - 7170 - 5,00 F



سكن من الاجل

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

1. Le phare de la tour Eiffel

C'est la plus intense, la plus prodigieuse accumulation de lumière électrique que le génie industriel ait jamais convoquée. Des millions de badauds s'émerveillent, tandis que des plumes rageuses dénoncent ce « suppositoire solitaire et criblé de trous ».

Il était une fois un vieux pays, la France, aux reins pleins d'ardeurs nouvelles. Frissonnant, piaffant à l'entrée de la ligne droite d'une fin de siècle prometteuse. Sonnant clair comme un sou neuf. Tous muscles bandés pour franchir les obstacles. Et découvrant au terme du voyage une jolie petite plage qu'on baptisera plus tard avec nostalgie, après la grande tuerie de 14-18, la « Belle Époque ». Cette histoire passionnée commence, comme il se doit, au printemps. Très exactement le lundi 6 mai 1889.

« Un ciel mauve, où les lueurs des illuminations mettent comme le reflet d'un immense incendie, un bruissement de pas furtifs, l'effet de l'écoulement de grandes eaux, la foule toute noire, de ce noir un peu papier brûlé, un peu roux, qui est le caractère des foules modernes, une espèce d'ivresse sur la figure des femmes, dont beaucoup font que à la porte des water-closets, la ressemblance à la place de la Concorde : une apothéose de lumière blanche, au milieu de laquelle l'obélisque apparaît avec la couleur rosée d'un sorbet au champagne, la tour Eiffel faisait l'effet d'un phare laissé sur la terre par une génération disparue, une génération de dix couleuvres ». Edmond de Goncourt lui-même, l'esprit fort à la verve caustique, s'est laissé prendre par les couleurs apéritives du soir en ce jour d'inauguration de l'Exposition « universelle internationale ». « Une génération de dix couleuvres » : l'hommage n'est pas mince dans le *Journal* d'un pessimiste. Et un phare est proprement planté au milieu du décor.

Ce phare de la tour Eiffel éclaire, on l'a compris, un avenir triomphal, tout en signifiant les deuils du malheur des temps. Les guides de l'Expo, crachés par millions des notatives de presse ou distribués dorechaf aux enfants méritants des écoles en épais volumes rouges dorés sur tranche, sont intarissables dans leur exaltation de cet épiphane des lendemains qui chanteront. Car, si la tour fut d'abord bannement délaissée au gaz de ville à tous les étages, sa crête où flottait une immense flamme tricolore, elle, ne pouvait qu'être couronnée par l'énergie des temps nouveaux qui renversait la vapeur du vieux âge charbonnier, par la jeune merveille de la science, l'électricité.

L'effet, recherché avec persévérance par Eiffel et ses ingénieurs, fut à la hauteur : des trois cents mètres de la tour jusqu'aux plus infimes grouillements de l'Exposition allongée à ses pieds, ce fut la plus prodigieuse, la plus intense accumulation de lumière électrique que le génie industriel eût jamais convoquée. Et comme il s'agissait de se distraire en s'instruisant, rien n'a interdit de fouiller la description du dispositif. Au-dessus de la plate-forme du troisième étage, précise donc M. Louis Rousslet dans son *Exposition universelle de 1889* publiée par Hachette dans la « Bibliothèque des écoles et des familles », sont installés deux projecteurs de marine « portés par un petit chariot que l'on fait rouler sur une voie Decauville établie autour de la terrasse, et l'on peut ainsi les transporter facilement d'un point à un autre, de façon à promener en quelque sorte leur faisceau lumineux suivant un cercle dont la tour occupe le centre. [...] On peut faire varier dans tous les sens la direction des rayons lumineux, et éclairer, après quelques tâtonnements, un monument ou un point quelconque de Paris ou des environs [...] ». Le joyer lumineux de chacun de ces appareils est une lampe électrique à arc, d'un pouvoir éclairant de 10 000 carcelles.

Plus haut encore, après cette terrasse, voici le phare lui-même : « L'étoile, alternativement bleue, blanche, rouge, brille chaque soir au sommet, visible déjà à plus

de 60 kilomètres, pour les localités qui ne sont pas situées sensiblement au-dessus du niveau de la mer, et à des distances beaucoup plus considérables pour les points plus élevés. Le rayon lumineux partant d'un point situé à 300 mètres d'altitude devient en effet tangent à la sphère terrestre à une distance qui peut être évaluée à 67 kilomètres : au-delà de cette distance on ne peut donc plus percevoir le point lumineux du phare, à moins que l'observateur ne soit lui-même placé à une certaine hauteur au-dessus du niveau de la mer, et c'est ainsi que le phare de l'Exposition a été vu à 115 kilomètres, du haut de la cathédrale d'Orléans. »

La suite de la visite est à l'avenant. Vingt-cinq millions de badauds enthousiastes – Christophe en croqua quatre, venus de Saint-Rémy-sur-Deule, dans le *Petit Français illustré* : la famille Fenouillard est née, et avec elle la bande dessinée – ont défilé devant la Fontaine du Progrès de Formigé et Coutan ou le groupe de Saint Vidal tiré *La Nuit* essayant d'arrêter le génie de la Lumière qui s'efforce d'éclairer la Vérité, qui furent les deux grosses commandes officielles aux artistes. Des foules ont applaudi le pont roulant du palais des Machines, sauté de joie face aux fontaines lumineuses impeccablement actionnées par un chef machiniste en cabine vitrée, frémi dans le chuintement des ascenseurs, suivi docilement les rudes conférences-promenades thématiques organisées par la Société internationale des électriciens. Tous ont suffoqué sous un déluge d'appareils euphorisants et de promesses à haute technicité, dynamos, accumulateurs, alter-nateurs, sonnettes, compteurs, théatrophones, horloges et autres plumes électriques. Le héros du jour, décoré par la Ville de Paris et visité humblement par l'Académie des sciences au grand complet, celui qui rivalise avec Buffalo Bill tirant à la carabine sur les bords de Seine ou avec Eiffel recevant le Tout-Paris lâ-haut dans son bureau capitonné, c'est Thomas Edison, le père *yankee* du phonographe, dont l'invention si prise, dans un plaisant paradoxe, dédaigne ce courant qui vivifie le télégraphe Morse ou le téléphone Bell, mais dont le stand d'entrepreneur avisé est un délice : « Le petit par-terre gazonné qui précède le pavillon est entouré d'un gros fil métallique fixé sur des pieux et formant ceinture. Or une dérivation faisait souvent passer dans le fil un petit courant d'une centaine de volts. Quand les visiteurs mettaient la main sur le fil, ils ressentait une légère secousse ; c'était à qui se ferait ainsi électriser. D'où des rires, des boucassades qui ont rendu ce petit coin populaire. »

CETTE ferveur électrisée est bien dans la logique d'un siècle fou de science et de progrès, qui a célébré les noces du savoir, de la technique et de l'industrie dès 1851 à Londres, pour la première des grandes expositions. Depuis quarante ans bientôt, ingénieurs et hommes d'affaires, politiques et pédagogues, savants et rêveurs se sont coalisés pour dresser à date fixe l'inventaire du génie humain dans un lieu clos, pour y classer à perdre haleine, y exhiber avec méthode tout ce que le comte de Saint-Simon avait couché dans son *Catechisme des industriels*. Cette fois, pourtant, ce phare de la tour, ces fils si souples qui enlacent Paris, ces dizaines de milliers d'étoiles et ces millions de volts chassant la nuit, ont sans doute été guettés comme le bouquet d'artifice qui clot le bal, mais aussi, déjà, comme la promesse chatoyante d'un grand basculement qui demain redoublera le frisson.



Symbole du rayonnement de l'Exposition universelle, la lumière du phare est visible jusqu'à Orléans.

Cette commotion d'avenir, enregistrée par une avalanche humaine – comment imaginer 175 000 personnes en moyenne piétinant chaque jour avec application, pendant six mois sans une interruption, ces 843 530 mètres carrés où se pressent 61 722 exposants ? – a ridiculisé les esprits chagrins qui n'avaient pas senti le vent tourner. Des croisés catholiques ont en effet dénoncé « Babel-Eiffel », le monument de la vanité humaine, la tour sans croix érigée par les mains impies des francs-maçons. Edouard Drumont s'est déchaîné contre ce « témoignage [...] bête comme la vie moderne », ce « contre-sens artistique qui fera le bonheur de l'industriel juif, fournisseur de fer ». Huysmans, lui, a dit sa haine du « grillage infundibuliforme », du « suppositoire solitaire et criblé de trous » qui « séduira les rasta-quouères », du symbole, au choix, de l'impuissance, de la stérilité, de la décadence ou la fin d'un monde. Quelques artistes, et parmi eux Gounod, Bougureau, Leconte de Lisle et Maupassant, ont même pétitionné dans le *Temps* pour signaler aux autorités combien leur sens de la beauté allait souffrir face à « l'odieuse colonne de tôle boulonnée, [...] la noire et gigantesque cheminée d'usine écrasant de sa masse barbare [...], tous nos monuments humiliés, toutes nos architectures rapetissées, qui disparaîtront dans ce rêve stupéfiant ». Le ministre du commerce, grand patron de l'Exposition, Edouard Lockroy, qui ne manquait pas d'humour, fit afficher ce morceau d'anthologie bien à la vue des visiteurs : « Une si belle et si noble prose signée de noms connus dans le monde entier, dit-il, ne pourra manquer d'attirer la foule et, peut-être, de l'étonner ». Ce qui fut fait, sous les fiers d'a peu près deux millions d'amateurs d'autres beautés qui prirent d'assaut la tour. La « masse barbare », décidément, donnait dans l'esprit fin de siècle.

« Nous déploierons le drapeau tricolore [...] / Pour saluer cette nouvelle aurore ! Illuminons la nuit de nos flambeaux ! Que l'étranger acclame notre fête ! Nos ennemis devant notre succès ! Courbant le front, connaîtront leur défaite ! En saluant la fête du Progrès » : cette strophe de *Fétons le centenaire*, le chant patriotique de l'heure, signale à quel point d'incandescence le succès de l'Expo porta la commémoration des heures glorieuses de

1789. Au vrai, tout fut mêlé, et tout au long, dans les préparatifs comme dans les fêtes, hymne au progrès et mélodie des droits de l'homme, révérence à la liberté et fièvre industrielle. Le 5 mai, les corps constitués avaient rendu à Versailles l'hommage obligé aux Etats généraux, mais ils regagnèrent bien vite le Champ-de-Mars et les abords de la tour. Dès lors, les cérémonies républicaines se succédèrent à un rythme soutenu, sur fond de féerie électrique et dans de grands concours de peuple. Si le 14 juillet fut pluvieux, le président Sadi Carnot eut l'intime satisfaction d'arborer sa belle barbe noire le 4 août à la panthéonisation de son grand-père Lazare, l'organisateur de la victoire en l'an II. Le lendemain furent inaugurés des bâtiments de la nouvelle Sorbonne, ce temple du haut savoir laïque. Le 13 août, 13 000 maires de la France profonde banquetèrent à la santé du peuple au palais de l'Industrie. Le 11 septembre, sous la même verrière, M^{me} Augusta Holmès chanta avec conviction l'*Ode triomphale* à la République, au milieu d'un chœur viril de soldats et de marins et dans l'indispensable profusion de palmes, de rameaux d'olivier et d'épis murs.

LA République, il est vrai, avait grand besoin de s'échauffer ainsi les sangs. Un César populaire, le brave général Boulanger, avait été à deux doigts de la violenter en janvier, après une triomphale élection parisienne : le breteur s'effondra à l'automne, mais l'alerte avait été chaude. La grogne tourmentait les bas-fonds ouvriers, et ce n'est pas un hasard si l'Exposition détaillait avec frénésie les charmes de l'éducation et de l'hygiène pour tous, de l'économie sociale, des œuvres philanthropiques et du travail consciencieux. Les puissances mondiales, en boudant l'Exposition, avaient tenu à marquer l'isolement diplomatique de la République : Bismarck détestait la foire parisienne, la perfide Albion n'admettait pas d'être dépossédée du monopole de l'industrie, l'Autriche-Hongrie faisait la morte ; seuls répondirent à l'invite des Russes en ordre dispersé, de méthodiques citoyens des Etats-Unis et des Latino-Américains en liesse. La seule revanche de la France fut d'offrir une visite pittoresque de ses espoirs coloniaux ravivés par Jules Ferry : l'exotisme délaissant son secours, de farouches Touaregs en-

plaisantes Cambodgiennes, avec de folles évasions du côté des plaines orientales chantées par Borodine et des sonorités javanaises qui séduisirent aussitôt Debussy et Ravel.

« Dans l'aurore de 1889, nous saluons l'espérance d'une période décisive pour une République pacifique, libérale, s'occupant sans relâche de l'amélioration morale et matérielle de la nation, combattant l'ignorance, la misère et le mal sous toutes ses formes, servant partout et à toute heure la cause du bien et de la justice » : le vœu du *Petit Parisien* du 3 janvier fut aussi celui des édiles et des élus qui inaugurèrent le 21 septembre, place de la Nation, une statue de Dalou opportunément consacrée au *Triomphe de la République*. Le monument, hélas, était en plâtre. Il faudra attendre dix ans encore avant de le couler dans le bronze du progrès.

Prochain épisode Le spectre de la décadence

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

• Lundi 16 juillet : Le phare de la tour Eiffel
• Mardi 17 juillet : Le spectre de la décadence.

Pour en savoir plus

► 1889. *Un état du discours social*, de Marc Angenot, Québec, Éditions du Préambule, 1989.
► Le Centenaire de la Révolution de 1789. La Documentation française, 1989.
► La Tour de Monsieur Eiffel, de Bertrand Lemoine, Gallimard, 1989.
► « Mise en scène et vulgarisation. L'Exposition universelle de 1889 », numéro spécial du *Mouvement social*, octobre-décembre 1989, sous la direction de Madeleine Rabéroux.
► 1889. *L'Expo universelle*, de Pascal Ory, Complexe, 1989.
► *Century's End. A Cultural History of the Fin de Siècle, from the 1890s through the 1990s*, de Hillel Schwartz, New-York, Doubleday, 1990.
► *Fin de siècle. La France à la fin du XIX^e siècle*, d'Eugen Weber, Fayard, 1986.

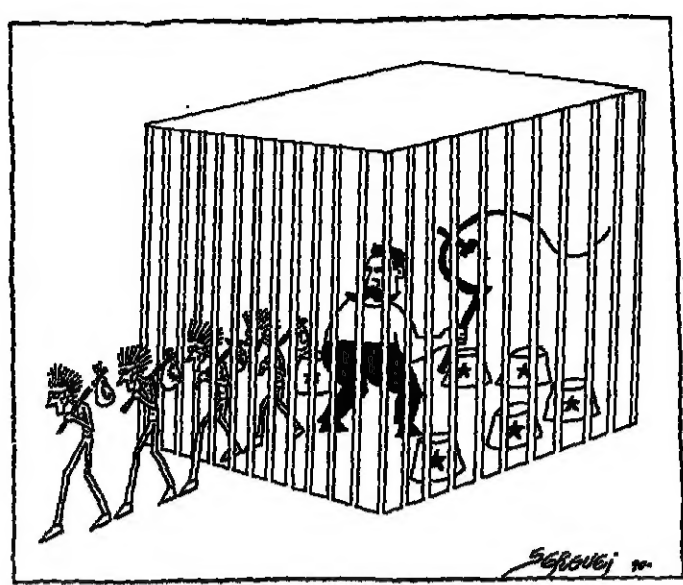
ÉTRANGER

ALBANIE : après l'arrivée des réfugiés en Europe occidentale

Les quelque 4 500 Albanais réfugiés dans les ambassades de Tirane étaient tous arrivés à bon port lundi 16 juillet. De petits groupes de transfuges ont ainsi été accueillis à Sofia, Belgrade, Ankara, Budapest et Varsovie. Les 2 000 personnes qui s'étaient réfugiées à l'ambassade de RFA, arrivées en trains spéciaux en République fédérale, vont être réparties dans différents Länder. Ceux qui avaient choisi l'ambassade d'Italie

sont restés à Brindisi, alors que les 500 réfugiés de l'ambassade de France, débarqués à Marseille dimanche après-midi, ont pris le train pour Reims où ils sont arrivés lundi matin, avant d'être, nous rapporte notre correspondant, conduits en autobus dans trois centres d'accueil installés dans la Marne, les Yvelines et l'Oise. Quelques-uns d'entre eux ont été directement amenés en Dordogne. Si l'on en croit l'ambassadeur de Grèce à

Tirane, de retour à Athènes, la situation serait calme dans le pays. « C'est l'Albanie placide que je connaissais », a déclaré le diplomate, qui a toutefois ajouté que l'ambiance, dans la capitale, était « lourde ». Selon d'autres observateurs, des troubles perturberaient depuis une dizaine de jours la ville ouvrière de Kavalla, où la répression des manifestations aurait fait deux ou trois morts.



« En France, nous espérons devenir de vrais hommes »

MARSEILLE
de notre correspondant régional

« Rofi France! Rofi France! » (« Vive la France! »), L'Orient Star, qui arborait les couleurs françaises et le pavillon bleu de l'ONU, avait à peine franchi la passe du port de la Joliette que les réfugiés albanais, massés sur les ponts supérieurs du car-ferry, ont laissé éclater leur joie. Les bras levés en signe de victoire, certains agitant des étoffes, ils ont continué à s'écrouler, au milieu des coups de sirène et du bourdonnement d'un hélicoptère survolant le port, jusqu'à ce que le bateau accoste le quai du Maroc. Puis, une fois, deux fois, ils ont entonné la Marseillaise apprises pendant la traversée et scandée encore, à perdre haleine, France! France! tandis qu'à terre, leur répondaient les ovations d'une vingtaine d'Albanais de la diaspora française et belge.

avec ses couleurs, les réfugiés sur son sol. leur a-t-on fait savoir. Des larmes mouillaient ses abondantes moustaches. « Je ne les connais pas, dit-il, mais ce sont mes enfants. » Il ne pourra s'empêcher de leur crier, avec ceux qui l'entourent sur le quai, « Liri ne Skopini! » (« Liberté pour l'Albanie! »), obtenant, en réponse, de nouveaux et vibrants « France! France! »

« Tout s'est bien passé »

Les transfuges albanais sont, pour la plupart, très jeunes. Selon le décompte officiel, ils sont quatre cent trois hommes, quatre-vingt-six femmes et cinquante-neuf enfants de moins de onze ans. En majorité des gens simples, ouvriers et artisans. A 17 h 30, la porte du car-ferry est abaissée et la première vague de réfugiés descend rapidement. L'un d'eux embrasse la terre française. D'autres se signent. Certains envoient des baisers. Non rassés, les traits tirés, ils sont pour la plupart simplement vêtus de survêtements multicolores ou de T-shirts et de bermudas. La plupart n'ont aucun bagage sinon quelques sacs en plastique contenant une maigre viatique. Ceux, rares, qui parlent français sont autorisés à un bref contact avec les journalistes, maintenant derrière des barrières en face du ponton de débarquement.

La traversée a été longue, mais tout s'est bien passé. « En France, confie Sokol Murati, un

instituteur de vingt-trois ans, nous avons la liberté. Nous pensons devenir de vrais hommes... » Si la France le « lui permet », il espère continuer ses études. En Albanie, il ne sait pas « ce qui va se passer », mais il espère que « tout va changer ». « Personne ne doit avoir peur », assure, après lui, un ingénieur en mécanique de trente-huit ans qui, pourtant, refuse même de donner son prénom. « Mais vous êtes en France. Vous êtes libres! » lui fait-on remarquer. « Moi, je suis libre, ma femme et mon enfant sont libres, répond-il, mais ma sœur et mon frère sont encore en Albanie ». Sa crainte pourrait bien être justifiée par la présence, parmi les réfugiés, de quelques membres de la police politique, la Sigurimi.

« Aucune tradition démocratique »

Arian, un ingénieur géologue de vingt-cinq ans qui enseigne, comme assistant, à la faculté de géologie et des mines de Tirane, explique les raisons de son départ : « L'absence de toute liberté individuelle et des conditions sociales très difficiles. En Albanie, il a pu se procurer « secrètement » des journaux français, le Monde, le Figaro, le Point, Paris-Match. Que va-t-il se passer là bas? Je pense que cela va bouger. Mais lentement, car il n'existe aucune tradition démocratique. Les gens ne connaissent pas ce mot. » Selon lui, « la population des villes soutient le mouvement des ambassadeurs, celle des campagnes, non ». « La Sigurimi,

ajoute-t-il, est bien pire que la Securitate de Ceausescu. » Il conteste vivement, par ailleurs, la distinction faite par la presse occidentale entre les durs et les modérés au sein du bureau politique du PC albanais. « Ils sont tous les mêmes. Ils ont tous plongé leurs mains dans le sang! »

Après avoir été accueillis et réconfortés par une centaine de bénévoles des comités locaux de la Croix-Rouge de Marseille et des Bouches-du-Rhône, les réfugiés albanais ont quitté Marseille, à destination de Reims peu après 18 h 30. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire a indiqué qu'une initiation aux français leur serait dispensée dans les centres d'accueil. « Il est encore difficile de savoir, a-t-il déclaré, combien veulent rester en France et combien veulent aller dans d'autres pays. » Beaucoup, cependant, auraient d'ores et déjà émis le désir de se rendre aux Etats-Unis et certains de s'installer en Belgique, où vit une communauté albanaise relativement importante.

Les représentants des quelques centaines de réfugiés albanais déjà installés en France (en particulier dans la région parisienne, à Montargis, dans le Loiret et à Digne et Manosque, dans les Alpes-de-Haute-Provence) qui avaient fait le déplacement à Marseille, se sont déclarés satisfaits, pour leur part, à « tout faire » pour faciliter leur insertion et leur apprendre la liberté.

GUY PORTE

Les témoignages à Brindisi

« Notre pays est un trou noir »

BRINDISI
de notre envoyé spécial

A peine débarqués d'un pays qu'ils qualifient de camp de prisonniers, les réfugiés albanais arrivés vendredi 13 juillet en Italie se sont retrouvés de nouveau enfermés, cette fois-ci dans leur centre d'accueil. Ils devront en effet rester dans l'enceinte du camp, sauf s'ils obtiennent une dispense préfectorale pour visiter un parent hospitalisé. Un jeune couple, invité par un journaliste à dîner en ville, a appris qu'il ne pourrait quitter le camp qu'avec l'accord soit du ministre des affaires étrangères soit du premier ministre lui-même.

Les témoignages des réfugiés permettent toutefois de se faire une idée un peu plus précise de la vie quotidienne derrière le dernier pan du rideau de fer.

L'ouvrier albanais travaille six jours par semaine pour 5 000 liras par mois (environ quinze dollars au marché noir). Le salaire d'une jour-

née représente le prix d'un kilo de sucre, de trois paquets de cigarettes ou de trois kilos de pain, lorsqu'il y en a. L'Albanie, pays exportateur de produits agricoles, limite en effet sévèrement la consommation de ses habitants. La plupart des vivres sont rationnés et les fruits et légumes demeurent quasiment introuvables.

« Une fois que les cochons du gouvernement sont nourris, le reste est exporté », affirme un des réfugiés. Une famille albanaise recevrait par semaine cinq cents grammes de fromage, deux cents grammes de beurre, un poulet ou un kilo de viande, cinq cents grammes de saucisson sec et, par mois, deux kilos de sucre, un demi-litre d'huile d'olive et deux cents grammes de café. Les pâtes sont disponibles à volonté mais il est impossible de trouver des œufs.

Un petit marché noir, organisé par des camionneurs, approvisionne la population en montres, cassettes de musique et blue-jeans à des prix faramineux. Une montre de mauvaise qualité vaut deux mois de salaire.

Une police omniprésente

Genta vivait avec son fiancé dans un « appartement » standard, c'est à dire une pièce de 4 mètres sur 3, avec pour faire la cuisine un réchaud à alcool d'un seul brûleur et une baignoire d'eau froide qui sert de réfrigérateur. L'eau courante ne fonctionne que deux fois par jour et l'Albanie, pays exportateur d'électricité, subit de fréquentes coupures de courant.

La surveillance de la police secrète, la Sigurimi, est quasi permanente. Un jeune homme raconte qu'il a fait trois ans de prison ferme - travail forcé dans les mines - pour s'être exprimé sur ses conditions de vie. Aussi sévère que la Securitate roumaine, la Sigurimi donne des récompenses allant jusqu'à 2000 liras à ceux qui dénoncent leurs voisins et plus personne ne sait qui surveille qui. « Le système détruit l'âme du peuple, il est capable de tout », explique le jeune homme. Le contrôle de l'Etat est omniprésent : ne risquez-vous pas d'être matraqué pour porter simplement les cheveux longs ou la barbe?

Les réfugiés ne se font pas d'illusions. « Nous savons que ce sera difficile, avoue l'un d'entre eux, mais nous sommes des réfugiés politiques. Si les conditions changent en Albanie, on est prêt à y retourner ». Adrien, ancien prisonnier politique, avoue qu'il est pessimiste sur les chances de voir de réels changements intervenir dans son pays. « Il nous faudrait des dissidents pour ça démarer, dit-il, mais tous les dissidents sont en prison, les autres veulent de quitter le pays ».

Les Albanais, explique Adrien, sont trop corrompus et compromis par le régime pour savoir et même vouloir lancer une révolution. « Culturellement, économiquement et politiquement, l'Albanie est un trou noir », dit-il.

PETER GREEN

■ YUGOSLAVIE : Les communistes serbes vont former un Parti socialiste. - Lors d'un congrès extraordinaire à Belgrade, les communistes serbes devaient former lundi 15 juillet un Parti socialiste. La Ligue des communistes serbes doit fusionner avec l'Alliance socialiste, organisation regroupant plusieurs mouvements et dirigée par les communistes. Le parti sera probablement dirigé par le président de la République de Serbie, M. Slobodan Milosevic. - (Reuters.)

AFRIQUE

« Ordre moral » islamique en Algérie

Suite de la première page

Aussi, aujourd'hui, la mixité apparaît partout comme un vestige des premières années du « socialisme algérien » et l'on ne voit pas qui saurait mobiliser les foules pour la défendre.

D'autant que les islamistes ne manquent pas d'habileté. En même temps qu'ils parlaient de supprimer la mixité, ils décidaient une distribution « équitable » de l'eau potable, manière de souligner que, jusqu'à présent, elle ne l'était pas. Pour le consommateur des cités populaires, victime privilégiée des pénuries chroniques, voilà une décision qui sera perçue comme autrement plus importante que la précédente.

Sur le front de l'alcool, le combat est plus délicat, mais il est, lui aussi, largement engagé à l'avantage des islamistes. Comme la consommation individuelle est difficile à contrôler, le FIS fait désormais porter l'essentiel de ses efforts sur les marchands de vins, dont il demande qu'ils ferment boutique. Des exigences qui ne sont pas nouvelles : depuis de nombreux mois, déjà, des « délégations » de citoyens se sont efforcées de faire comprendre aux commerçants où était leur devoir de musulman.

De « bons conseils » en pressions bienveillantes, de menaces voilées en intimidations brutales, plusieurs villes, se sont reconverties dans d'autres activités, parfois après avoir été indemnisées par les islamistes. Effet pervers de cette prohibition : il y a quelques semaines, près de vingt personnes sont mortes après avoir ingéré un produit hautement toxique, fabriqué clandestinement avec du méthanol.

Aujourd'hui, l'heure n'est plus aux bonheurs mais à la persuasion. Dans plusieurs quartiers d'Alger, les islamistes se livrent au porte-à-porte, incitant les habitants à signer une pétition pour arracher à l'administration préfectorale la fermeture des débits d'alcool. A quelques rares exceptions près, tout le

monde signe, y compris les plus intempérants. La pression sociale est trop forte et personne ne veut prendre le risque d'être désigné comme un mauvais musulman auprès de ses voisins.

Car, il ne faut pas s'y tromper, c'est toute la société qui, peu à peu, rentre dans le rang. Rares sont les mesures prises sous l'effet de la seule brutalité. La contrainte est plus subtile : les « frères » parlent et leurs interlocuteurs se conforment à leur avis, par conviction ou par peur. C'est cela, la véritable victoire du FIS. Sous l'influence de la crise, les mœurs ont évolué vers plus de rigueur et une majorité de la population n'a aucun état d'âme, bien au contraire, à l'égard des interdits agités par le FIS. Même les docteurs qui n'ont pas voté pour lui ne savent comment résister.

Plages pour hommes

Rares ont ainsi été les protestations contre l'arrêté municipal interdisant, dans la ville de Tipaza, le port du short et du maillot de bain. Pourtant, l'année dernière, à Dellys, petite cité balnéaire à l'est d'Alger, des fondamentalistes avaient été condamnés pour avoir placé sur les murs des affiches interdisant le short. L'un de ces condamnés, M. Ahmed Khider, vient d'être élu maire de Dellys sur une liste du FIS. Comme il l'a déclaré à l'hebdomadaire *Algérie actualités*, il ne prendra pas cette année un arrêté d'interdiction. Le short, a-t-il constaté, n'est tout simplement plus porté par ses administrés.

Les plages, des communes contrôlées par le FIS sont dépeintes par les femmes. Le phénomène, là non plus, n'est pas nouveau, mais il a atteint une ampleur inégalée, touchant même les plages des environs d'Alger majoritairement fréquentées par la bourgeoisie et la capitale. Nul besoin pour cela d'interdire à quiconque l'accès des lieux, ce qui serait d'ailleurs illégal.

En quelques endroits, la municipalité a seulement indiqué que ses faibles moyens, affectés en priorité à la satisfaction des besoins des plus démunis, ne lui permettaient pas de procéder au nettoyage des plages fréquentées par des baigneurs privilégiés.

Sur d'autres rivages, on a fortement déconseillé aux femmes le port du maillot deux-pièces. L'air du temps a fait le reste : de nombreuses plages sont désormais pratiquement réservées aux mâles. La présence presque exclusive, au bord de l'eau, de milliers d'hommes jeunes, dont beaucoup sortent de bermuda couvrant les genoux, suffirait d'ailleurs à dissuader celles qui seraient tentées de passer outre. Pour ne pas les pénaliser tout en garantissant la moralité, certains responsables proposent maintenant d'ouvrir des plages qui leur seraient réservées.

Sans doute ce climat explique-

t-il, en partie, la relative désaffection des immigrés à l'égard de leur pays d'origine. Comme en témoigne la suppression, après les élections, d'une dizaine de voix d'Air France vers l'Algérie, ils ont, cette année, moins nombreux à rentrer pour les vacances. Et ce n'est pas la suppression, à Oran, d'un festival de musique raï - qui, selon le nouveau maire islamiste, n'a jamais été programmé, et cela au moment où était annoncé le premier festival de « musique patriotique islamique » - qui a pu convaincre les Algériens expatriés de leur erreur.

Une première bérée?

L'interdiction, ont expliqué les islamistes, est dictée par un souci d'économie et d'équité, afin de réserver les rares moyens de la municipalité aux pauvres. A Boufer, commune voisine d'Oran, la

municipalité contrôlée par le FIS a, pour sa part, interdit une manifestation musicale de chansons modernes, forme d'expression « en contradiction avec le livre sacré de Dieu et la sunna de son prophète ».

Le FIS qui bénéficie d'un large et traditionnel soutien parmi la jeunesse déshéritée des villes, qui aime le raï et la musique rock, a peut-être commis là sa première véritable bévue. Elle a été aussitôt exploitée par les élus de la wilaya de Tizi Ouzou où domine le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Parti ostensiblement laïque, le RCD, qui avait déjà protesté contre des velléités de supprimer la mixité dans les établissements scolaires, vient d'annoncer que sa région était toute disposée à accueillir un festival de musique raï.

GEORGES MARION

Intégrisme ou pas?

Aux yeux de M. Mitterrand, le FIS n'équivaut pas à l'« intégrisme ». Observant samedi 14 juillet, dans son entretien télévisé, qu'il y avait en Algérie une « très grande somme de mécontentements », le président n'est pas sûr que ceux-ci « aient pris une forme idéologique ou religieuse exacerbée ». Pour sa faire une opinion, il attend « la suite des événements ».

On comprend le souci du chef de l'Etat de ne pas s'engager dans les affaires d'un pays si sensible à tout jugement émis à Paris. Après tout, on ne peut pas - cohérence oblige - à la fois souhaiter la démocratie en Afrique et déplorer le verdict des premières élections libres en Algérie. On comprend aussi son désir de ne rien dire ni faire, du moins publiquement, qui puisse contribuer à affaiblir l'autorité d'un président Cheddi, dont il a le passage salué le « très grand sang-froid », en oubliant d'ailleurs un peu vite que

son armée avait tué plusieurs centaines de jeunes lors des émeutes d'octobre 1988. Autant de scrupules légitimes.

Mais tout de même : il ne faudrait pas que cette retenue devienne de l'aveuglement. Seul à jouer sur les mots, on ne peut ignorer la dimension idéologique et religieuse du phénomène islamiste et de ses consignes fondamentalistes. Pas plus qu'on ne pourra longtemps faire à Paris l'économie d'une analyse sérieuse sur le réel, dans une Algérie où le FIS est au seuil du pouvoir, et des éventuelles répercussions d'une future victoire islamiste, en matière d'immigration et de coopération.

Bref, s'agissant d'« intégrisme », M. Mitterrand accorde au FIS le bénéfice du doute. Mais sur le terrain, de Tipaza à Constantine, les islamistes algériens commencent à lui fournir un début de réponse.

J.-P. L.

50 من الاجل

EUROPE

URSS : le remaniement à la tête du PC.

Un bureau politique à géométrie variable

Le bureau politique du PC soviétique n'était déjà plus ce qu'il était, il le sera encore moins après ce 28^e congrès, à la fois dans son fonctionnement et sa composition. Instance suprême de direction non seulement du parti, mais aussi du gouvernement et du pays, le Politburo était aussi la seule instance qui rassemblait vaguement à un parlement, toutes les autres institutions étant condamnées au rôle de chambre d'enregistrement.

C'est au Politburo que, chaque jeudi, se retrouvaient les chefs de l'appareil comme des grandes administrations gouvernementales, c'est devant ses portes que les hauts fonctionnaires faisaient antichambre pendant des heures, c'est là que l'on décidait, par exemple, de la composition des délégations à envoyer à l'étranger, voire à l'aéroport pour accueillir les personnalités de passage. Aujourd'hui, tous les ministres en sont exclus, à commencer par le chef du gouvernement, les patrons de l'armée et de la

police. Chacun vaquera de son côté à ses occupations et le bureau politique, ramené à la condition d'état-major d'un parti presque comme les autres, va perdre encore plus de sa solennité. Il ne s'agira d'ailleurs plus une fois par semaine, mais « une fois par mois environ », a précisé M. Ivachko, le nouveau numéro deux du parti.

Créé en 1919 pour diriger le travail du parti entre les congrès et les sessions du comité central, le bureau politique ne comptait à l'origine que cinq membres (Lénine, Staline, Trotski, Kamenev et Krestinski) et trois suppléants (Zinoviev, Kalinine, Boukharine). Son effectif a presque constamment été strictement limité : toujours cinq membres titulaires à la mort de Lénine, dix en 1931, neuf en 1939, douze à la mort de Brejnev, dix seulement à la mort de Tchernomir, après les ravages de la « gérontocratie ». Le renforcement actuel de ses rangs a toutefois un précédent : en octobre 1952, Staline, qui méditait sa prochaine purge, avait « noyé » son Politburo traditionnel, qu'il avait d'ailleurs baptisé « présidium », comme M. Gorbatchev souhaitait le faire aujourd'hui - sous un afflux de nouveaux

promus : de onze, on était passé soudain à vingt-cinq titulaires. A la mort du dictateur quelques mois plus tard, la première décision qu'avait prise ses principaux héritiers avait été de se débarrasser au plus vite de ces « jeunes ». Parmi les éliminés de cette époque figuraient Mikhaïl Sousslov (titulaire) et un certain Leonid Brejnev (suppléant).

Plus vite que Staline

Au total, et sans compter les promus d'aujourd'hui, le bureau politique aura vu passer sur ses bancs 133 personnes en soixante-dix ans d'existence, dont seulement 87 comme membres titulaires. Malgré les purges, les records de longévité ont été battus pendant la période stalinienne : le dictateur y siégea lui-même trente-quatre ans, mais il fut battu de quelques mois par son fidèle lieutenant Vorochilov, suivi par Mikoyan avec trente et un ans de mandat - et même quarante si l'on ajoute les neuf années antérieures où il siégea comme suppléant. Mikhaïl Sousslov, avec ses vingt-sept ans de séjour au Politburo, et à fortiori M. Gorbatchev (dix ans) pour prescrire pâle figure au côté de ces dinosaures.

M. Gorbatchev aura tout de même battu un autre record. De toute l'histoire du PC soviétique, il est celui qui se sera débarrassé le plus vite de ses pairs : Vitali Vorotnikov, le dernier membre de l'équipe dirigeante d'avant 1985, vient de quitter le bureau politique, alors que Staline avait mis six ans pour se débarrasser du dernier membre du Politburo léninien (Tomski, chassé en décembre 1930). Khrouchtchev, lui, mit sept ans pour se débarrasser du dernier « stalinien », Vorochilov, et encore il garda auprès de lui son allié Mikoyan. Quant à Brejnev, il fut encore plus patient, puisque le dernier de ses « gènes », Kossyguine, quitta le bureau politique à la seizième année de son règne et qu'il conserva Sousslov et Kirilenko pratiquement jusqu'à la fin.

Dans toute l'histoire du bureau politique, celui-ci n'avait jamais compté qu'une seule femme, Ekaterina Founseva, qui y siégea de 1957 à 1961. M. Gorbatchev avait déjà cherché à remédier à cette insuffisance en faisant nommer M^{me} Alexandra Birioukova comme suppléante en 1986, mais il a fait mieux cette fois, puisque M^{me} Semonova est titulaire. Il est vrai qu'elle est toujours la seule et que,

pour la première fois depuis la création de l'institution, il n'y a plus de membres suppléants (sans droit de vote), pas plus qu'il n'y en a au comité central. En revanche, la qualité de « membre du secrétariat » s'ajoutant à celle de « secrétaire », rappelle vaguement l'institution des « secrétaires adjoints » qui existèrent dans les années 20 et jusqu'en 1934.

Quant aux minorités nationales, traditionnellement sous-représentées dans les instances dirigeantes et tout particulièrement avec M. Gorbatchev (parmi les titulaires, seul le Géorgien Chevardnadze représentait les « non-Slaves »), elles font une entrée en force au bureau politique, puisque les chefs de parti des quinze Républiques deviennent membres de droit et que tous (c'est encore une nouveauté) ont maintenant la nationalité de leur république. On notera toutefois que le « noyau moscovite » du bureau politique, tout comme le nouveau secrétariat, ne compte qu'un non-Slave parmi ses membres : l'Ossète Dzasokhov, qui prend il est vrai la direction de l'important secteur « idéologique ». Du moins de ce qu'il en reste.

MICHEL TATU

La direction du parti

LE BUREAU POLITIQUE : vingt-quatre membres :

1) Deux membres de droit, élus par le 28^e Congrès (et les seuls qui appartiennent au bureau politique sortant) :

- Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général, russe, 59 ans, élu pour la première fois en octobre 1980.

- Vladimir Ivachko, secrétaire général adjoint, ukrainien, 58 ans, élu en décembre 1989.

2) Sept membres élus par le comité central :

- Iouri Prokofiev, russe, 51 ans. Membre de l'appareil du parti à Moscou depuis 1968, il a été notamment chef des cadres au comité urbain de Moscou en 1985 et 1986, mais est passé à la mairie de Moscou, dont il est devenu secrétaire, pendant les années où Boris Eltsine dirigeait le parti dans la capitale. En septembre 1988, il revenait au comité du parti, dont il est devenu second secrétaire, puis premier secrétaire en novembre 1989, succédant à M. Zaïkov.

- Gueannadi Ianaev, russe, 53 ans. Originaire de Gorki, il a travaillé dans les Jeunesses communistes de cette ville avant de presider, de 1968 à 1980, le comité des organisations de jeunesse de l'URSS. Vice-président de l'Union des sociétés d'amitié avec l'étranger après cette date, il est entré en 1986 au conseil central des syndicats de l'URSS, dont il a pris la présidence en avril 1990.

- Igor Stroev, russe, 53 ans. Fils d'un président de kolchoze, ingénieur agronome, il a été responsable de l'agriculture au comité régional du parti de la région d'Orel pendant près de dix ans, avant de prendre la direction de ce comité en juin 1985. En septembre 1989, il avait été nommé secrétaire du comité central, chargé des affaires agraires aux côtés de M. Ligatchev.

- Ivan Frolov, russe, 61 ans. Diplômé en 1953 de l'université de Moscou et membre de l'Académie des sciences, il a été de 1963 à 1968 conseiller de Petr Demitchev, alors secrétaire du parti, puis rédacteur en chef des revues *Questions de philosophie* (1968-1977) et *Kommunist* (1986-1987) avant d'entrer au cabinet de M. Gorbatchev comme conseiller. En octobre 1989, il prenait la direction de la *Pravda* et deux mois plus tard, entrant au secrétariat du Parti.

- Oleg Chenine, russe, 55 ans. Après avoir travaillé pendant vingt ans comme ingénieur dans une usine d'aluminium de Krasnoïarsk, il est entré en 1974 dans l'appareil du parti de cette région sibérienne, dont il a pris la direction en octobre 1987. Il a aussi combattu en Afghanistan jusqu'en 1982. En

décembre dernier, il avait été désigné - tout comme M. Prokofiev - membre du bureau du parti pour la fédération de Russie, créé sous la présidence de M. Gorbatchev.

- Alexandre Dzasokhov, ossète, 56 ans. Le seul « non-Slave » du bureau politique en dehors des premiers secrétaires de républiques a commencé sa carrière en 1957 comme chef des Jeunesses communistes de sa république autonome d'Ossète du Nord. Il a été ensuite chef du groupe des spécialistes soviétiques à Cuba, avant de travailler pendant près de vingt ans au comité soviétique de solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique et de devenir ambassadeur en Syrie en 1986. Fin 1988, il regagnait l'Ossète du Nord pour y diriger l'organisation du parti. Elu député en mars 1989, il avait pris en février dernier la présidence du comité des affaires étrangères du Soviet suprême de l'URSS.

- Galina Semionova, russe, 53 ans. Ancienne élève de l'université de Lvov en Ukraine, la seule femme du bureau politique dirige depuis plusieurs années la revue *Khrestianka* (la Paysanne). Elle est aussi membre du présidium du comité des femmes soviétiques, sur la liste de laquelle elle avait été élue députée de l'URSS en mars 1989.

3) Quinze membres de droit, premiers secrétaires des républiques fédérées (le nom de la république est porté entre parenthèses, suivi de la date d'élection à la fonction de premier secrétaire).

- Mikolaus Buruklavitchius (Lituanie, avril 1990, 63 ans). Historien, il a pris la tête du parti fidèle à Moscou, minoritaire, qui s'est séparé au début de 1990 du PC indépendantiste, que dirige M. Brazauskas.

- Gaili Goumaridze (Géorgie, avril 1989, 45 ans). Il a dirigé le parti à Tbilissi, puis le KGB de la république pendant quelques mois au début de 1989.

- Stanislav Gourenko (Ukraine, juin 1990, 54 ans). Il a été notamment vice-président du gouvernement ukrainien de 1980 à 1987, puis deuxième secrétaire du PC ukrainien sous la direction de M. Ivachko.

- Islam Karimov (Ouzbékistan, juin 1989, 52 ans). Il a été ministre des finances de sa république, puis de 1986 à 1989, premier secrétaire d'une région ouzbèke.

- Piotr Loutchinski (Moldavie, novembre 1989, 50 ans). Après avoir dirigé sous Brejnev les Jeunesses communistes de Moldavie, il a travaillé pendant huit ans au service de la propagande à Moscou. De 1986 à 1989, il était le numéro deux du parti au Tadjikistan.

- Kakhar Makhsamov (Tadjikistan, décembre 1985, 58 ans). Après avoir été sous Brejnev maire de la ville de Leninsk, puis président du comité d'Etat au plan, il a présidé le gouvernement de sa république à partir de 1982.

- Absamat Masaliev (Kirghizie, novembre 1985, 57 ans). Fonctionnaire de l'appareil du parti depuis 1961, il a été notamment secrétaire du parti kirghize à partir de 1974.

- Ayaz Moutalibov (Azerbaïdjan, janvier 1990, 52 ans). Cet ancien directeur d'une usine de Bakou a dirigé le comité d'Etat au plan, puis le gouvernement de l'Azerbaïdjan.

- Vladimir Morsian (Arménie, avril 1990). Responsable des questions agricoles en Arménie depuis 1982, il était jusqu'à cette année premier vice-président du gouvernement arménien.

- Noursoultan Nazarbayev (Kazakhstan, juin 1989, 50 ans). Dans l'appareil du parti depuis 1971, il a été notamment secrétaire du parti kazakh de 1979 à 1984, puis chef du gouvernement de cette république.

- Saparmourad Niazov (Turkménistan, décembre 1985, 50 ans). Après avoir dirigé l'organisation du parti dans la capitale, Achkhabad, jusqu'en 1984, puis séjourné à la section des cadres à Moscou, il a présidé jusqu'en 1986 le gouvernement turkmène.

- Ivan Polozkov (Russie, juin 1990, 55 ans). Principal héros du congrès constitutif du PC de Russie cette année, ce conservateur semble avoir modéré récemment ses prises de position et s'être rapproché de M. Gorbatchev. Il a dirigé ces cinq dernières années l'organisation du parti à Krasnodar, dans le sud de la Russie. Le *Monde* a publié son portrait dans ses éditions du 24 juin.

- Alfred Roubikis (Lettonie, avril 1990, 55 ans). Cet ingénieur a travaillé dans les Jeunesses communistes en Lettonie pendant les années 60, puis dans l'appareil du parti à Riga. Depuis 1984, il était maire de cette ville.

- Efrem Sokolov (Biélorussie, février 1987, 64 ans). Membre de l'appareil du Parti pratiquement sans interruption depuis 1958, il a été pendant dix ans, à partir de 1977, premier secrétaire de la région de Brest, à la frontière polonaise.

- Enn-Arno Sillari (Estonie, avril 1990, 46 ans). Ancien premier secrétaire des villes de Tartu, puis de Tallin, puis président du Soviet suprême d'Estonie, il partage la direction du parti de cette république avec son prédécesseur Vaino Vialias, qui est devenu « président du parti », le seul cas du genre en URSS. Bien que plus indépendantiste que M. Vialias, c'est M. Sillari qui, après de « longues discussions », selon un porte-parole du PCUS, a été préféré pour siéger au bureau politique à Moscou.

LE SECRÉTARIAT : dix-huit membres : Une distinction nouvelle apparaît entre les « secrétaires du comité central », chargés chacun, comme autrefois, d'un domaine de compétence, et les « membres du secrétariat », recrutés « à la base » et apparemment sans compétences particulières. Il faut ajouter à la liste MM. Gorbatchev et Ivachko, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint.

Onze secrétaires : - Oleg Baklanov : industrie militaire, secrétaire sortant. Cet Ukrainien âgé de 58 ans a dirigé une usine militaire à Kharkov, avant de travailler au ministère des constructions mécaniques générales (chargé de la production des missiles), dont il avait pris la tête de 1983 à 1988.

- Boris Guidaspov : chef du parti à Leningrad. Cet ingénieur russe de 57 ans n'avait eu que des activités scientifiques et industrielles lorsqu'il fut appelé à prendre la direction du parti à Leningrad en juillet 1989, au lendemain de la

défaite électorale subie par l'ancienne équipe. De tendance conservatrice, il a été l'un des initiateurs de la Constitution du PC de Russie, mais il s'est rapproché de M. Gorbatchev à l'occasion du 28^e Congrès.

- Andreï Guïrenko, politique nationale, secrétaire sortant. Agé de 54 ans, Ukrainien, il a dirigé les Jeunesses communistes de Dnepropetrovsk, puis de toute l'Ukraine, avant de devenir premier secrétaire du parti à Kherson (1980), puis en Crimée (1987).

- Alexandre Dzasokhov **: idéologie.

- Valentin Kouptsov : organisations sociales. Premier secrétaire à Volodga depuis 1985, après une longue carrière dans l'appareil du parti de cette région, ce Russe de 53 ans avait été nommé en avril dernier chef d'un nouveau service du comité central chargé des relations avec les « organisations sociales et politiques ». Il devrait être le « gestionnaire du pluralisme » dans le nouveau secrétariat.

- Youri Mananov : Russie, secrétaire sortant. Promu en décembre dernier membre du bureau du comité central pour la fédération de Russie - en fait son principal membre après M. Gorbatchev, président - ce Russe de 54 ans aura pour tâche d'assurer la liaison avec les institutions du tout nouveau PC russe, que dirige M. Polozkov. A l'exception d'une courte période en 1981 et 1982, où il a exercé des fonctions non précises en Afghanistan, M. Mananov a fait toute sa carrière dans l'appareil du parti de la région de Tambov, où il a été premier secrétaire de 1984 à 1989.

- Galina Semionova **: problèmes de la femme.

- Igor Stroev **: politique agraire.

- Valentin Faline : affaires internationales. Idéologue, journaliste et diplomate, ce Russe de 64 ans a séjourné dès les années 50 en Autriche et en Allemagne, et a été ambassadeur à Bonn de 1970 à 1978. Après avoir dirigé l'agence de presse Novosti, il avait été nommé en octobre 1988 chef du service international du parti, le secteur que supervisait M. Alexandre Iakovlev. Elu différemment, il avait été membre du comité central (plus d'un quart des délégués ont voté contre lui) et « repêché » par M. Gorbatchev, il devra exercer au secrétariat les mêmes fonctions que par le passé, sous la direction de M. Ianaev.

- Oleg Chenine **: organisation et cadres.

- Gueannadi Ianaev **: affaires internationales.

Cinq membres :

- Viktor Aniskina, kolchozien.

- Valentin Galvoronski, ouvrier.

- Ivan Melnikov, secrétaire du parti de l'université de Moscou.

- Alexandre Tepelenchev, secrétaire du parti d'une usine métallurgique dans la région de Lipetsk.

- Goultekhara Tourgounova, ouvrière en Ouzbékistan.

Enfin M. Boris Pougov, qui présidait le comité de contrôle du parti, est reconduit à la tête de la Commission centrale de contrôle, nouveau nom donné à l'institution.

* : une étoile signale les personnalités du bureau politique qui sont en même temps chef d'Etat de leur république.

** : deux étoiles signalent les membres du secrétariat qui sont en même temps membres du bureau politique.

Les anciennes instances dirigeantes

La composition des instances dirigeantes était la suivante à la veille du 28^e congrès (la date d'élection est indiquée entre parenthèses). A l'exception de MM. Gorbatchev et Ivachko, aucun membre du bureau politique sortant ne se retrouve dans le nouveau, ni aucun suppléant. En revanche, cinq secrétaires ont été reconduits.

LE BUREAU POLITIQUE

1) Douze membres titulaires :

- Edouard Chevardnadze (juillet 1985), ministre des affaires étrangères.

- Mikhaïl Gorbatchev (octobre 1980), secrétaire général du parti et président de l'URSS.

- Alexandre Iakovlev (juin 1987), secrétaire du parti, chargé des relations internationales.

- Vladimir Ivachko (décembre 1989), président du Soviet suprême d'Ukraine.

- Vladimir Krioutchkov (septembre 1989), président du KGB.

- Egor Ligatchev (avril 1985), secrétaire du parti, responsable des questions agraires.

- Iouri Maslounkov (septembre 1989), président du plan.

- Vadim Medvedev (septembre 1988), secrétaire du parti, responsable de l'idéologie.

- Nikolaï Rykov (avril 1985), chef du gouvernement de l'URSS.

- Nikolaï Siloukov (juin 1987), secrétaire du parti, chargé de l'économie.

- Vitali Vorotnikov (décembre 1983), président de la Fédération de Russie jusqu'en mai 1990.

- Lev Zaïkov (mars 1986), secrétaire du parti, responsable des questions de défense.

2) Sept suppléants :

- Dmitri Iazov (septembre 1987), ministre de la défense.

- Anatoli Loukianov (septembre 1988), président du Soviet suprême de l'URSS.

- Boris Pougov (septembre 1989), président du comité de contrôle du parti.

- Evgueni Primakov (septembre 1989), président du Soviet de l'Union.

- Gueorgui Razoumovski (février 1988), secrétaire du parti, chargé des cadres.

- Alexandre Vlasov (septembre 1988), chef du gouvernement de la République russe jusqu'en juin 1990.

- Alexandra Birioukova (septembre 1988), vice-présidente du gouvernement de l'URSS, chargée des questions sociales.

LE SECRÉTARIAT

Treize membres :

- Mikhaïl Gorbatchev : secrétaire général depuis mars 1985, secrétaire depuis 1978.

- Oleg Baklanov (février 1988) : industrie militaire.

- Ivan Frolov (décembre 1989) : rédacteur en chef de la *Pravda*.

- Andreï Guïrenko (septembre 1989) : politique nationale.

- Alexandre Iakovlev (mars 1986) : politique internationale.

- Egor Ligatchev (décembre 1983) : politique agraire.

- Iouri Mananov (septembre 1989) : Russie.

- Vadim Medvedev (mars 1986) : idéologie.

- Gueorgui Razoumovski (septembre 1989) : économie.

- Gueorgui Razoumovski (mars 1986) : politique des cadres.

- Nikolaï Siloukov (janvier 1987) : réforme économique.

- Egor Stroev (septembre 1989) : politique agraire.

- Lev Zaïkov (juillet 1985) : affaires de défense.

La présidence de l'Etat

Le pouvoir s'étant déplacé vers l'Etat, c'est dans les institutions de la présidence que l'on retrouve plusieurs des personnalités de l'ancienne direction du parti.

LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL

Seize membres :

Présidé par M. Gorbatchev, président de l'URSS, ce conseil est entièrement nommé par lui, à l'exception du chef du gouvernement, qui en fait partie *ex officio*. En outre, le président du Soviet suprême (M. Loukianov) « peut participer » aux réunions du conseil.

- Tchinguiz Aïmatov, écrivain kirgize, 62 ans.

- Vadim Bakatine, ministre de l'Intérieur, russe, 53 ans.

- Valeri Boldine : était jusqu'à présent chef du département général du comité central du PC, ancien conseiller de M. Gorbatchev, russe, 55 ans.

- Stanislav Chataline, économiste, membre de l'Académie des sciences, russe, 56 ans.

- Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, Géorgien, 62 ans.

- Alexandre Iakovlev : jusqu'à présent secrétaire et membre du bureau politique du PC, russe, 67 ans.

- Veniamine Iarine, ouvrier à Sverdlovsk, russe, 50 ans.

- Dmitri Iazov, ministre de la défense, russe, 67 ans.

- Albert Kauls, président de kolchoze, letton, 52 ans.

- Vladimir Krioutchkov, président du KGB, russe, 66 ans.

- Iouri Maslounkov, président du comité d'Etat au plan (Gosplan), russe, 53 ans.

- Iouri Oïpian, physicien, vice-président de l'Académie des sciences, arménien, 59 ans.

- Evgueni Primakov, ancien président du Soviet de l'Union, russe, 61 ans.

- Valentin Rasputine, écrivain russe, 53 ans (le seul membre de l'institution qui n'appartienne pas au PC).

- Grigori Revenko, ancien chef du parti à Kiev, ukrainien, 54 ans.

- Nikolaï Rykov, président du conseil des ministres, russe, 61 ans.

Par ailleurs, un conseil de la Fédération regroupe *ex officio* les principaux dirigeants des quinze Républiques soviétiques.

Nos lecteurs pourront consulter des biographies plus complètes des personnalités ci-dessus, en même temps que 33 000 autres biographies soviétiques, sur le service SOVT, en ligne sur Minitel (3613) ou sur tout PC équipé d'un modem, moyennant un code d'utilisateur. S'adresser à l'Européenne de données (tél : 46-05-29-29) ou au Monde (46-65-26-91) pour tout renseignement.

هكذا من الاجل

POLITIQUE

L'intervention télévisée

M. Mitterrand : « Pour l'instant, le problème posé »

Après avoir assisté au défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées, M. François Mitterrand a répondu, pendant une cinquantaine de minutes, en direct des jardins de l'Élysée où était organisée la traditionnelle garden-party, aux questions de Patrick Poivre d'Arvor (TF1) et de Christine Ockrent (Antenne 2).

• REMANIEMENT

« Il y a un premier ministre en place, il est au gouvernement de la France, il travaille bien, je veille de mon côté à faciliter sa tâche et à assurer sa durée (...). Il n'a jamais été prévu de remaniement à cette époque. Bien entendu, il y a des ministres qui s'en vont, il faut les remplacer. Il y en a un qui vient de partir, il faut le remplacer. M. Rausch, ministre du commerce extérieur, a bien voulu assurer l'intérim, mais il va falloir l'installer d'une manière plus définitive. Et puis, dans quelque temps, on verra bien s'il faut un peu redistribuer les cartes, non pas politiques, mais administratives. »

• SERVICE NATIONAL

« Je pense que le service militaire doit passer inévitablement de dix à dix mois, c'est une première phase qui me paraît indispensable et prochaine. Cela pour-

rait être applicable dès qu'on aura le temps de se retourner, on peut dire en 1992, puisqu'on discute pour l'instant du budget 1991 (...). Il y a le choix entre la conscription, qui veut que les jeunes Français en âge et en état de servir puissent le faire au service de la nation, et il y a l'autre façon d'agir, qui est l'armée professionnelle. Entre les deux (...), il semble que, dans la tradition républicaine, la conscription, l'appel à tous les jeunes Français, correspond davantage aux besoins du pays. »

• BUDGET DE LA DÉFENSE

« Pour l'instant, le problème posé n'est pas de réduire le budget militaire, il est de savoir de combien de points on l'augmente pour suivre l'évolution des prix. Il y a la loi de programmation militaire. On a fixé pour un certain nombre d'années les principaux choix, et ces principaux choix entraînent un certain nombre de coûts. Tout cela est constamment révisé. Les charges et les missions de l'armée ne sont pas les mêmes. La situation internationale a changé, les tensions ont diminué (...). Il ne s'agit pas de réduire le budget militaire. Il s'agit de savoir de combien, pour suivre la loi de programmation, on l'augmente, afin de ne pas se trouver décalé par rapport, par exemple, à l'augmentation des prix. »

• DISSUASION NUCLÉAIRE

« Notre défense repose sur ce que l'on appelle la dissuasion

nucléaire, [que] je ne veux absolument pas réduire, d'autant plus qu'en dépit de propositions très intéressantes et très constructives, qui sont à l'heure actuelle débattues sur le plan international, il n'y a pas de réelle diminution du potentiel nucléaire ni des États-Unis d'Amérique ni de l'Union soviétique. »

« Quand ils auront véritablement commencé de le faire, je ne refuserai absolument pas d'examiner de quelle façon les crédits militaires français pourraient être diminués. »

• MISSILES HADES

« Les Hades étaient prévus, il y a déjà de nombreuses années, en grand nombre : j'ai réduit ce nombre considérablement, mais j'estime que la force nucléaire française ne peut pas se passer de cette arme d'ultime avertissement qui a été définie il y a déjà bien longtemps, c'était par le général de Gaulle, comme l'un des éléments nécessaires de notre dissuasion globale. Mais pour faire un avertissement, on n'a pas besoin d'avoir des dizaines et des dizaines d'armes de cette sorte, d'autant plus qu'elles représentent cet évident inconvénient, en raison des changements considérables intervenus en Europe, avec ces 380 kilomètres ou 400 kilomètres, de ne pas pouvoir atteindre aujourd'hui un territoire au-delà des nouvelles démocraties qui viennent de s'affirmer en Europe. Mais il ne s'agit pas non plus de faire la guerre : l'arme nucléaire, la dissuasion, n'a pour intérêt que d'empêcher la guerre et pas de la gagner. »

• RETRAIT DES FORCES FRANÇAISES D'ALLEMAGNE

« Moi, comme je considère que c'est une évolution fatale et que ce n'est pas parce que nous ne serions pas en Allemagne que nous cessions d'être dans l'alliance et nous pourrions assurer la sécurité de l'Europe, la sécurité de l'Allemagne, la sécurité de la France et la sécurité de l'alliance, je dis que nous devons déjà prévoir le moment où les forces françaises en Allemagne devront être rapatriées dans nos garnisons françaises. »

« Cela me paraît une réflexion de bon sens, mais bien entendu, cela suppose d'abord que l'on sache ce que font les Soviétiques. Que vont-ils faire dans le territoire de l'Allemagne de l'Est qui demain sera unifiée avec l'Allemagne de l'Ouest ? »

« D'autre part, nous faisons partie d'une alliance, nous n'allons pas prendre de décisions sans consulter les autres et même sans consulter les Allemands. »

• ALLEMAGNE FORTE FRANCE FAIBLE

« Observons tout de même qu'en face de cette énorme puissance économique de l'Allemagne nous sommes les moins bien armés, cette année, l'année prochaine, sera égale à celle de l'Allemagne. La baisse de l'inflation, baisse de l'augmentation des prix, qui était une plaie nationale depuis 1973, est aujourd'hui et sera à partir de 1991 plus forte que celle de l'Allemagne. »

« Nous rétablirons l'équilibre sur des points importants, nous avons une très grande vitalité, je

voudrais que notre industrie, je sais qu'elle fait déjà de grands efforts, qu'elle a déjà de grandes réussites, fasse plus et fasse mieux pour que nous vendions davantage. Mais si nous ne vendons pas davantage de matériels enrichissants pour la France, c'est parce que nous équipons et que pour cela nous achetons beaucoup à l'étranger, ce qui provoque une difficulté de notre commerce extérieur. »

« Mais tout cela ce sont des signes de bonne santé. »

• LES RELATIONS AVEC L'EUROPE DE L'EST

« J'ai redéployé la diplomatie française depuis maintenant cinq ans en direction des pays de l'Est, je suis allé dans tous ces pays, j'ai des relations amicales avec la plupart des dirigeants de ces pays. J'ai connu Vaclav Havel, le président tchèque, alors qu'il était en prison, car, lorsque je suis allé à Paris en 1983, quel concert d'imprécations générales, mais est-ce que ce n'était pas nécessaire ? Il est toujours président de la République et à la tête d'un pays dont le gouvernement est un gouvernement démocratique, et M. Mazowiecki, l'actuel chef du gouvernement, est venu récemment à deux reprises me voir à Paris. »

« Il en est de même en Hongrie avec M. Antal, le nouveau chef du gouvernement que je connaissais, avec lequel j'avais des relations amicales avant... Je vous dis cela, parce que la France est terriblement présente, et parce que je voudrais en finir avec ce faux procès qui n'est d'ailleurs pas ressenti profondément par les Français. »

• UN DESSIN

« Mon dessin, il est d'abord de faire de l'Europe tout entière un seul espace. »

« Maintenant, les barrières et les murs sont tombés, l'orage n'est pas terminé, vous le voyez bien, mais on y va, un seul espace, un vrai et grand marché et qu'en même temps s'établissent des rapports constants et structurels entre tous les pays de l'Europe. C'est pourquoi j'ai parlé de Confédération. »

« A l'intérieur de cette Europe, je souhaite, mais je ne suis pas le seul à le souhaiter, j'y travaille, que la communauté des Douze recherche elle son identité économique, monétaire et politique. C'est-à-dire à l'intérieur de cet espace européen qu'il y ait un noyau fort et capable de prendre des décisions politiques en commun : c'est la communauté, et à l'intérieur de la communauté de l'Europe je voudrais bien que la France soit un modèle de développement économique et de cohésion sociale. On y travaille, et ce n'est pas commode. »

• INSTITUTIONS EUROPÉENNES

« Il faut que l'Europe, dans ses institutions dirigeantes, se démocratise davantage. Il n'y a pas de risques. On n'est composé que de pays très démocratiques, mais il faut éviter de tomber dans de la technocratie, d'une part, et, d'autre

part, il faut que le Parlement européen dispose d'une confiance populaire réelle. »

« La question : « Verriez-vous, M. Giscard d'Estaing, prochain président de ce Parlement européen ? », M. Mitterrand répond : « S'il devait être élu, je serais ravi qu'un Français pût occuper cette fonction. »

• LE CHANGEMENT EN UNION SOVIÉTIQUE

« Nous voulons encourager le changement en Union soviétique. »

« Pour aider, parce que cette évolution est passionnante et nécessaire, parce qu'elle modifie toutes les données de l'équilibre mondial et de l'équilibre européen, eh bien, il faut intervenir au bon moment, pendant qu'il est encore temps et pas après qu'elle aura échoué ! »

« Si elle devait échouer, ce que je ne souhaite pas (...), naturellement, on aurait des cartes de rechange... La Russie continuerait d'exister, peut-être l'Union soviétique aussi, je n'en sais rien... Mais, pour l'instant, il est difficile de penser qu'un homme d'un si grand poids et de tant d'audace intellectuelle et politique viendrait se substituer à M. Gorbatchev qui, depuis cinq ans, a fait ses preuves. »

• LA CONFIANCE

« Les Français n'en manquent pas (...). Il y a des signes, par exemple, l'épargne. Savez-vous qu'à l'heure actuelle la France est le deuxième pays du monde indus-

triel pour l'épargne, après le Japon mais avant tous les autres, loin devant les États-Unis d'Amérique ? On n'épargne pas quand on n'a pas confiance ! (...) L'investissement : c'est reparti favorablement. La France est en très bonne situation. On n'investit pas si on ne croit pas en l'avenir. Et la démographie, le taux de natalité en France. Nous sommes l'un des deux pays d'Europe au taux le plus élevé. »

• LE DROIT DE VOTE POUR LES IMMIGRÉS

« Je n'ai pas abandonné ce projet ! Il faut une réforme constitutionnelle, il n'en fallait pas pour la suppression de la peine de mort, il en faut une pour la modification du statut des étrangers. A partir de là, il est évident qu'il n'y a pas de majorité en France, tout le démontre, pour cette réforme. Eh bien ! les réformes, cela se gagne d'abord par la conviction et par l'explication et, si les Français ne nous écoutent pas, c'est qu'on s'est mal expliqué. Il y a encore du travail à faire. »

• LE SCRUTIN PROPORTIONNEL

« Les modes de scrutin, c'est une question de circonstance, dès lors qu'ils sont démocratiques. La République est passée du majoritaire au proportionnel plusieurs fois dans son histoire. (...) Pour l'instant, je n'ai pas l'intention de changer le mode de scrutin. »

• ÉCOLOGIE

« Le mérite des écologistes, c'est d'avoir pressenti avant les autres

Dix mois de service en 1992

Suite de la première page

Une étape jugée proche et indispensable, sur la voie d'un service encore raccourci, vers, peut-être, les six mois que M. Mitterrand avait suggérés pendant sa campagne présidentielle avant l'élection de 1981.

Par sa déclaration du 14 juillet, le président de la République a achevé les propos de M. Chevènement sur le « format » nouveau de l'armée de terre française dans les quatre ou cinq ans à venir, si ce délai n'est pas précipité par les événements en Europe. Voilà donc une armée de terre désormais avertie de la manière dont elle devra dégonfler ses effectifs estimés théoriques par ses adversaires à l'heure où certaines des armées alliées ont déjà commencé de dégraisser.

Les orientations sont données : une capacité de choc et d'arrêt réduite et allégée (avec davantage d'hélicoptères et de blindés légers que de chars lourds) et une capacité de projection à longue distance plus « musclée » (une force d'action rapide accompagnée de moyens accrus de transport et de logistique). Le tout devrait tourner autour des 250 000 hommes, au lieu des 290 000 qu'on dénombre actuellement.

Dans cette organisation-là, un large noyau central des forces sera constitué par du personnel volontaire, qu'il soit de métier ou contractuel. Pour deux raisons essentielles. D'abord, parce que la baisse des effectifs - à hauteur de 70 % des départs prévus - devrait concerner la corporation des appelés du contingent. Ensuite, parce que plus un service militaire est courté à missions restées inchangées et plus les emplois de spécialistes sont tenus par des volontaires.

C'est cette double constatation qui a incité le ministre de la Défense à imaginer de recruter davantage de volontaires pour un service allongé, entre dix-huit et vingt-quatre mois, dans l'espoir de pallier le déficit prévisible des appelés. Ce déficit est lié à l'imminence d'un service plus bref tout autant qu'à la diminution progressive des ressources démographiques à partir du milieu de la décennie. Dans le contexte actuel, le nombre de ces volontaires pour un service long est de 20 000, quand les besoins sont évalués à 30 000. M. Chevènement voudrait en avoir 50 000 auxquels il promet de doubler la solde mensuelle.

Après 1992, le gouvernement devra veiller au fait qu'une réduction de la durée du service n'ait pas pour corollaire une accentuation des inégalités des jeunes Français devant la conscription. Un service réduit et une baisse des effectifs sous les drapeaux, c'est-à-dire davantage de sélection, se conjuguent généralement avec des



possibilités accrues d'évasion de ceux qui voudraient échapper à la loi. D'autant que, dans le même temps, rien n'est organisé pour canaliser les bonnes volontés vers des formes civiles du service.

M. Mitterrand n'a pas soufflé mot de cette perspective. Il est vrai que les administrations les plus désireuses de bénéficier d'une telle formule sont aussi celles qui n'ont guère les moyens d'encadrer, d'instruire et de payer les candidats à un service civil. Ceci explique peut-être cela.

JACQUES ISNARD

Une panoplie nucléaire préstratégique révisée à la baisse

Évoquant la diminution prévisible de l'arsenal nucléaire pré-stratégique, M. Mitterrand a, pour la première fois, confirmé officiellement - même de façon assez discrète - ce qui était déjà contenu en filigrane dans la programmation militaire 1990-1993 approuvée par le Parlement à la fin de l'an dernier : la France réajuste insensiblement à la baisse le nombre de ses vecteurs - avions et missiles - capables de missions nucléaires dites de l'ultime avertissement. Ce qui ne veut pas dire nécessairement une diminution à l'identique du nombre des armes susceptibles d'être emportées par ces vecteurs, dont certains peuvent être rechargés au cas où.

A ce jour, le gouvernement avait hésité à crier sur les toits qu'il pratiquait ainsi, souvent pour des considérations financières, un certain désarmement nucléaire si, par cette expression, on entend que les systèmes d'armes périmés ne

sont pas remplacés nombre pour nombre par autant de systèmes d'armes plus modernes. Mais, au travers des rapports parlementaires et, notamment, à la lecture de ceux de M. Xavier de Villepin, sénateur (centriste) représentant les Français de l'étranger, cette tendance vers un réajustement à la baisse du volume de l'arsenal nucléaire préstratégique était perceptible dès le 16 décembre 1988.

Dans l'armée de l'air, d'abord : même si il est question d'augmenter de quinze à dix-huit le nombre des avions de combat dans les escadrons de l'ensemble de la force aérienne française, trois escadrons de Mirage 2000-N (équipés du missile nucléaire préstratégique ASMP) devraient remplacer cinq escadrons de Mirage III et de Jaguar actuellement en service pour une telle mission. Dans la marine, ensuite : un seul porte-

avions, sur les deux que compte aujourd'hui l'aéronavale navale, a été aménagé pour pouvoir embarquer une flottille de Super-Éclaircie armés du missile ASMP. Dans l'armée de terre, enfin : seulement deux régiments d'artillerie dotés du missile Hades ont été, pour l'instant, programmés pour se substituer, à partir de 1992, aux cinq régiments d'artillerie armés de missiles Pluton depuis quinze ans.

Ce qu'on a appelé la « trêve » préstratégique, c'est-à-dire des armes nucléaires dans l'aviation, la marine et l'armée de terre, a été maintenu : la diversité de l'arsenal en question est aussi un gage de sa crédibilité face à un adversaire potentiel qui devra se prémunir contre différentes menaces.

Mais cet armement de l'ultime avertissement (avant l'emploi éventuel de la panoplie nucléaire stratégique ou « apocalypique ») comme la qualifie M. Chevènement) aura un volume de vecteurs plus réduit : de l'ordre de quelques dizaines, « juste

ce qu'il faut », ainsi que le ministre de la Défense aime à se l'entendre dire, au lieu de plusieurs milliers de têtes pour chacune des deux grandes puissances.

Par rapport au passé, ce stock français d'armes nucléaires préstratégiques a une particularité : celle d'être, à la fois, des systèmes d'armes relevant de la dissuasion - à la différence de la doctrine américaine qui continue d'en faire des armes du champ de bataille même si elles sont utilisées « en dernier ressort », pour reprendre une expression nouvelle débattue à l'OTAN - et capables d'avoir leur efficacité militaire propre. En clair, la géométrie de ces armes a été dessinée pour offrir à la décision politique, le moment venu, des puissances de destruction et des trajectoires de tir variables selon l'effet militaire qu'on attend d'elles.

J. I.

Les réactions

L'ironie des Verts et le scepticisme de M. Chirac

La proposition de M. Mitterrand en faveur d'une réduction du service national à dix mois, a été accueillie avec prudence par le président du RPR, M. Jacques Chirac. Invité, dimanche 15 juillet, au Forum RMC-Libération, M. Chirac s'est déclaré « favorable » au principe d'une telle initiative, mais il a indiqué qu'il fallait « voir quelles en seront les conséquences et ne pas donner un signe supplémentaire de démobilisation qui serait dangereux. »

C'est surtout vrai pour notre effort de défense qui a déjà été diminué de 10 % l'an dernier et dont on parle de nouveau. Enumérant « les dangers persistants : l'URSS surarmée et qui ne réduit en rien son effort de défense, la démographie galopante du tiers-monde, l'intégrisme qui se développe et la prolifération très dangereuse des armes bactériologiques et chimiques », M. Chirac a observé que « M. Gorbatchev a un peu trop tendance à remplacer la planche à billets par le pacifisme. »

Le général Marcel Bigeard s'est, pour sa part, montré franchement hostile à une réduction de la durée du service militaire, en affirmant que « ce n'est pas le moment d'aller trop vite et de débrayer » car « on vit dans une zone de turbulence où il faut accrocher sa ceinture. »

Pour M. Bruno Mégret, député général du Front national, M. Mitterrand est apparu comme « un président non voyant, passé maître dans l'occultation des problèmes ». M. Mégret a notamment indiqué que « face à la montée en puissance de l'Allemagne, il [le président de la République] n'a cherché qu'à nier la réalité de la faiblesse française et à masquer la réduction des forces armées de notre pays. »

C'est également avec un scepticisme prudent que les associations ou les mouvements de défense de l'environnement ont réagi aux déclarations de M. Mitterrand sur les écologistes. Dans un communiqué publié dimanche 15 juillet, les Verts estiment qu'il « a fallu qu'ils franchissent la barre des 10 % aux élections européennes, pour qu'on s'aperçoive en haut lieu qu'il existe des problèmes d'environnement ». Pour M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, ce ne sont « que de bonnes paroles et de bonnes intentions ». « Si le président de la République souhaite que les écologistes continuent à jouer un rôle déterminant dans le pays, a indiqué M. Waechter, encore faudrait-il qu'il donne à cette sensibilité la possibilité de se faire entendre au Parlement » par l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel.

Seul M. Noël Mamère, animateur du mouvement Génération-Écologie, a exprimé sa « satisfaction » après l'hommage rendu aux écologistes par le président de la République, en estimant que ces propos étaient « attendus avec une certaine impatience par tous ceux qui se battent sans relâche et depuis longtemps pour éveiller et aiguillonner la représentation politique ». Tout en affirmant que « l'environnement doit sans aucun doute être prioritaire », M. Chirac s'est lui-même déclaré « surpris » par l'écologie présidentielle aux écologistes. Pour le président du RPR, qui a renouvelé son hostilité au retour à un système électoral proportionnel, M. Mitterrand « donne dans une sorte de bucolisme électoral excessif ».

(Publicité)
Étudiants et professionnels concernés par l'enseignement des Villes, l'INSTITUT D'URBANISME DE PARIS vous offre une formation de 3 cycles, assurée par des enseignants-chercheurs et des praticiens :
- Diplôme de l'Institut d'Urbanisme de Paris (I.U.P.)
- Diplôme Universitaire « Gestion et exploitation des transports publics de voyageurs »
- Diplôme « Études Approfondies » en Politiques Urbaines, Aménagement et Gestion de l'Espace
INSCRIPTIONS POUR LA SESSION DE SEPTEMBRE
RÉSERVATIONS ET DEMANDES À RETOURNER À LA SCOLARITÉ
AVANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1990
I.U.P. Université Paris-VI-de-Montparnasse
Av. du Général de Gaulle, 94010 CRETEIL Cedex
Tél. : 48.93.14.14 - Poste 2261

POLITIQUE

du président de la République n'est pas de réduire le budget militaire»

que les problèmes de l'équilibre de la nature, de la relation entre l'homme et la nature, de la protection de l'environnement étaient une donnée majeure de l'époque industrielle qui est la nôtre. C'est leur mérite, on ne peut pas le leur retirer et le devoir des autres c'est non pas de suivre, mais c'est de réinventer leurs propres conceptions, sur ce point comme sur d'autres.

• DÉFENSEUR DES SITES

« Les arbres, ils n'ont pas le moyen de se défendre ! Ils ne voient pas ! Ils ne protestent pas, sauf qu'ils gémissent un peu quand on les coupe. Eh bien ! moi, je veux être leur défenseur et j'ai demandé au ministre, qui a bien voulu me suivre, ainsi qu'au premier ministre, d'annuler cette décision si il n'y avait pas d'échangeur à Saint-Germain (1).

« J'ai fait la même chose avec M. Delebarre, ministre compétent en la matière, ministre de l'équipement, pour la forêt d'Orléans où un tracé coupait cette forêt d'une façon qui me paraissait dangereuse pour l'équilibre de la nature. Alors c'est changé.

« Et j'étais encore hier avec M. Fournier, président de la SNCF, pour lui dire : « Et votre tracé, là-bas, à partir de Valenciennes, pour aller jusqu'à Valenciennes vers Fréjus (une ligne vers Fréjus et l'autre vers Marseille), ne va-t-il pas couper un peu trop de vignes, dans ces magnifiques vignobles des côtes du Rhône ? » (...) Bon, cela m'intéresse, cela m'occupe.

« Je pense que la même sollicitude doit s'exercer sur la qualité de l'eau, sur la qualité de l'air.

« Alors, je rends hommage aux écologistes, ils ont vu juste. Maintenant, dans la pratique des choses,

moi, je suis là pour aider tous ceux qui se battent pour la sauvegarde de la nature. »

• LE FILS DU PRÉSIDENT

« Il y a trois personnes qui s'occupent de l'Afrique. Il n'y a pas de « Monsieur Afrique ». Le « Monsieur Afrique », c'est le ministre de la coopération, à la limite le premier ministre et, de temps en temps, lorsqu'il s'agit d'une grande décision, moi. Il n'y a pas d'autre « Monsieur Afrique ».

« Alors, faudrait-il un texte de loi disant qu'il est possible de travailler avec le président de la République, sauf lorsque l'on est son fils ?

« L'Elysée ne dispose d'aucun budget, il ne décide rien. Il ne décide pas, par exemple, un crédit pour telle ou telle opération, un barrage, une raffinerie, des adducteurs d'eau... Non, il ne décide pas. C'est le ministre qui décide, et ce sont des commissions ultra-strictes et scrupuleuses, émanant du ministère des finances (vous pouvez m'en croire), qui surveillent chaque projet, ce sont ces instances-là qui décident : « Oui, on fait », ou « non, on ne fait pas ». Les propositions viennent d'un peu partout, notamment de l'Elysée, mais cela s'arrête là, nous ne gérons aucun budget.

« Alors, quand on a dit cela, on regarde avec un peu plus de philo-

sophie les campagnes qui, ici et là, s'emparent de vouloir nuire à l'honorabilité des gens. »

• L'ALGÉRIE

« Je ne dirais pas que le Front islamique, ce soit l'intégrisme. De plus, je pense que les élections algériennes sont du ressort des Algériens. On a un peu trop tendance à se mettre à leur place ! Ce sont eux qui décident, ce n'est pas nous, les Français, et de ce point de vue-là, je demande qu'on observe un peu plus de décence. Ce sont les Algériens qui se sont décidés, dans des élections libres, peut-être les premières élections libres en Algérie ! (Lire page 3.)

« Il y avait quand même une très grande somme de mécontentements là-bas. Ces mécontentements se sont additionnés. Est-ce qu'ils ont pris une forme idéologique ou religieuse exacerbée ? Je n'en suis pas sûr et j'attends de voir la suite des événements pour faire mon opinion. Mais j'observe que le président Châdli a gardé dans cette affaire un très grand sang-froid. »

• LES INÉGALITÉS

« J'insiste à tout moment, et en très bon accord avec le gouvernement, contrairement à ce que l'on dit, pour qu'on « pousse les feux » afin de réduire au maximum ces inégalités (...)

« On va à vive allure. Les crédits de formation, comme les crédits de l'éducation, n'ont pas connu un bon développement depuis un demi-siècle. On finira par s'y retrouver. Le chômage diminue (...)

« Je dis que la société française, dans son ensemble, marche mieux. Les résultats sont probants. Je dis que le partage n'est pas assez juste et qu'il convient d'y travailler. Mais il y a progrès. »

• L'USAGE DES INSTITUTIONS

« Je me souviens d'avoir dit : « Les institutions actuelles – contre lesquelles j'ai voté – elles étaient dangereuses avant moi et elles pourraient le redevenir après moi. » C'était peut-être un peu injuste. Mais ce que je veux dire par là, c'est que l'usage que j'en fais, croyez-moi, il a d'abord pour axe le scrupule de la démocratie, et j'entends pratiquer les institutions – qui ont servi à bien d'autres choses en certaines circonstances – d'une façon qui soit strictement républicaine.

« L'avantage de cette Constitution – il faut que je le rende aussi un hommage – c'est qu'elle est souple, donc elle permet plusieurs usages. »

(1) Le lundi 9 juillet, lors de la réunion du conseil municipal de Conflans-Sainte-Honorine, dont il est le maire, M. Michel Rocard avait évoqué l'opposition de M. Mitterrand à la réalisation de cet échangeur, en affirmant : « Le président de la République, autorisé suprême, a revu des maîtres extérieurs à sa propre majorité. Ce ne m'a pas personnellement arrangé, mais c'est avec Michel Péricard (maire RPR de Saint-Germain-en-Laye), qui a changé d'avis au cours de cette affaire sous la pression écologiste, et non avec le président que j'aurais à discuter. » Le premier ministre avait ajouté : « Cette autorité pose une question de problèmes d'environnement et il n'est pas douteux que l'échangeur masquerait un bout de la forêt de Saint-Germain. » Il avait conclu : « Devant cette décision, l'ami de la forêt que je suis a dû mal à pleurer. »

Autosatisfaction

par Anne Chaussebourg

« confiance ». A qui s'étonnerait de cette assurance, M. Mitterrand énumère les preuves, à ses yeux irréfutables : les Français dorénavant, l'investissement est « très formidablement », la taxe de natalité est élevée. Les inégalités seraient-elles accentuées ? Certes, le rapport du CERC qui explique que le travail est moins bien rémunéré que le capital est « très sérieux », mais M. Mitterrand y décèle des lacunes dans les méthodes de calcul. Ce n'est pas le malade qui a la fièvre, c'est le thermomètre qui n'est pas fiable. La société française marche « mieux », tout au plus le partage mériterait-il d'être plus juste.

Le rayonnement de la France serait-il contesté ? M. Mitterrand a là aussi une réponse. Une seule, censée balayer toute équivoque : « la politique économique du monde entier » est déterminée par six organismes dont cinq ont à

leur tête des Français. Du jamais vu qu'on ne reverra pas. La diplomatie française aurait-elle été prise de court par les changements en Europe de l'Est ? Encore une idée fautive. M. Mitterrand se félicite que la frontière orientale de l'Allemagne unifiée soit garantie ainsi qu'il l'avait demandé. Il rappelle non sans immobilité que depuis cinq ans, « il » a « redéployé la diplomatie française en direction des pays de l'Est » et qu'il a des « relations amicales avec les principaux dirigeants de ces pays ».

La France aurait-elle tort de soutenir à ce point M. Gorbatchev ? M. Mitterrand s'insurge qu'on puisse envisager de « donner un coup de main au changement après que le changement ait échoué ». Manquerait-il un grand chef à la France ? M. Mitterrand en a un pour elle : « l'Europe tout entière a un seul espace. »

Les socialistes auraient-ils négligé l'écologie ? Point du tout. M. Mitterrand, en tout cas, s'est occupé personnellement des arbres, des vignobles, des échangeurs d'autoroutes et de l'Antarctique.

Vraiment, que pourrait-on reprocher au président de la République française, élu en 1981, réélu sept ans plus tard ? Si effectivement il y avait déprime des Français, il serait là pour y parer. Comme il n'y en a pas, à ses yeux, pourquoi s'en préoccuperait-il ? Le raisonnement est effectivement impeccable... même si le constat de départ est douteux.

M. Mitterrand agit comme si sa propre sérénité devait être contagieuse. Il s'irrite pourtant des critiques et y oppose un bien positif. Ce système défensif le pousse tout simplement à l'autosatisfaction.

Après plus d'un an d'exil volontaire

M. Yann Céline Uregei de retour en Nouvelle-Calédonie

Le fondateur du FULK (Front uni de libération kanak), M. Yann Céline Uregei, qui avait quitté la Nouvelle-Calédonie en avril 1989 pour s'installer à Paris, crainte de représailles à son encontre depuis son refus de condamner, en mai 1989, l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné, a fait sa réapparition sur le territoire, dimanche matin 15 juillet, à l'aéroport de Nouméa. A peine débarqué d'un avion en provenance du Vanuatu, il a été conduit au palais de justice où il a été entendu par le juge d'instruction en charge de l'enquête sur les circonstances de ce double crime, M^{me} Fabienne Pous. Il a été laissé en liberté au terme de cette audition.

Adversaire résolu des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, partisan de l'indépendance immédiate du territoire, M. Yann Céline Uregei, ancien président de l'Assemblée territoriale, avait appelé à boycotter les élections provinciales de juin 1989 mais son mot d'ordre avait été peu suivi, sauf, sur l'île d'Ouvéa, par les sympathisants de Djibouty.

Wéa, le meurtrier des deux chefs du FLNKS, lui-même abattu par le garde du corps de Jean-Marie Tjibaou. Les autres composantes du FLNKS avaient alors considéré que le FULK s'était exclu de facto de la coalition indépendantiste mais certaines formations minoritaires, et notamment le PALIKA (Parti de libération kanak) souhaitent aujourd'hui le voir réintégrer celle-ci. Au cours de son exil volontaire, M. Yann Céline Uregei a publiquement réaffirmé, à l'occasion de divers entretiens avec la presse, ses sympathies pour le régime lybien qui l'a soutenu diplomatiquement et financièrement durant son absence de Nouvelle-Calédonie.

Dans les Nouvelles Calédoniennes du 11 mai dernier, M. Uregei déclarait notamment : « Le FULK est membre permanent de la Manaba. Il s'agit d'une organisation de lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, l'apartheid, le sionisme et le racisme. Son siège est à Tripoli. Elle regroupe quatre cents partis, pays progressistes, organisations progressistes et mouvements de libération. »

Des « X » à moustaches...

Le défilé militaire du 14 juillet donne parfois lieu, loin des gros plans des caméras et de la tribune d'honneur, à certaines facéties. Cette année, c'est la nouvelle promotion de l'Ecole Polytechnique qui s'est distinguée par un brin d'humour dans la désobéissance à l'ordre d'échappé à la foule qui bordait les Champs-Élysées mais pas aux détachements qui suivaient les « X ». Sous leurs bicorne, les Polytechniciens affichaient tous, en effort, de superbes moustaches postiches dignes de la maréchalesse d'antan. Et si les détachements qui les suivaient s'en aperçurent les premiers, c'est tout simplement parce que, au fur et à mesure que les « X » descendaient les Champs-Élysées, leurs belles moustaches, décollées par la chaleur, avaient tendance à glisser sur la chaussée... Les filles de la promotion, plus prévoyantes, avaient noué de beaux noeuds autour de leurs cheveux.

Une élection cantonale partielle

DROME : canton de Romans-sur-Isère (2^e tour).

Inscr., 11 371 ; vot., 3 472 ; abst., 69,46 % ; suff. expr., 3 390. MM. Gérard Chaumontet, PS, deuxième adjoint au maire (1988), 2 075 voix (61,20 %), ELU ; Louis-Paul Bossan, UDF-PR, 1 313 (38,79 %).

[M. Gérard Chaumontet (PS) succède à Etienne-Jean Lapasset, conseiller général socialiste depuis 1971, décédé le 16 juin dernier, et qui avait, en avril dernier, conduit au succès la liste qu'il menait face à deux listes, l'une d'union de la droite, l'autre du FN au second tour d'une partielle organisée à la suite de l'annulation du scrutin municipal de mars 1989.

Né le 13 mai 1950 à Tala-Pfennig (Drome), M. Chaumontet, professeur d'histoire et de géographie, est conseiller municipal de Romans depuis 1983 et deuxième adjoint chargé des affaires économiques depuis 1989. Son succès est plus simple que celui obtenu en 1988 par son prédécesseur en pourcentage (+ 1,41 point) mais il enregistre une baisse de suffrages (- 996 voix). Il fait progresser le score obtenu par la gauche au premier tour dans tous les bureaux de vote à l'exception de celui de Gémisieux (- 1,72 point) et il arrive en tête dans quinze des dix-huit bureaux de vote du canton. Il est devant qu'à Trions, Saint-Bonnet-de-Valcérienx et Gémisieux, dont le maire UDF, M. Paul-Louis Bossan, était son adversaire.

As premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 11 371 ; vot., 3 496 ; abst., 69,34 % ; suff. expr., 3 435 ; MM. Chaumontet, 1 705 voix (49,63 %), Bossan, 954 (27,77 %), Bernard Pissot, FN, 558 (16,24 %), M^{me} Françoise Marie, PC, 218 (6,34 %).

En 1988, Etienne-Jean Lapasset avait été réélu au second tour avec 3 061 voix (59,79 %) contre 2 658 (40,20 %) à M. François Dubernet de Boec, div. d.]

La protection de la montagne

L'amendement contesté par les Verts a été soumis au Conseil constitutionnel

Le mouvement des Verts, qui s'est adressé au président du Conseil constitutionnel pour protester contre un amendement introduit à la sauvegarde, dans la réforme de la fiscalité locale, à l'initiative du Sénat, et modifiant la loi de 1985 sur la protection de la montagne afin de permettre la construction d'unités touristiques nouvelles au bord des lacs d'altitude (le Monde des 6, 12 et 13 juillet), n'aura pas besoin de solliciter les soixante signatures nécessaires pour saisir officiellement les « sages » du Palais-Royal. C'est déjà fait, pour une tout autre raison, il est vrai.

Les sénateurs RPR et Républicains indépendants n'avaient pas du tout apprécié, en effet, la principale réforme apportée par ce projet de loi : la transformation de la part départementale de la taxe d'habitation en impôt sur le revenu. Ils ont donc saisi, de leur côté, le Conseil constitutionnel. Et quand une loi lui est ainsi déférée, celui-ci se prononce sur la constitutionnalité de l'ensemble et pas simplement sur celle de la partie contestée par ceux qui l'ont introduite. Il a donc tout pouvoir pour examiner la totalité du texte qui lui est soumis.

Curieusement, l'argument avancé par les sénateurs est le même que celui des protecteurs de la montagne : la transformation de la part départementale de la taxe d'habitation résulte elle aussi d'un amendement, mais introduit, cette fois, par les députés socialistes. Or, si le droit d'amendement est consubstantiel à la démocratie parlementaire, le Conseil constitutionnel a estimé qu'il ne devait pas permettre de tourner les procé-

dures particulières prévues par la Constitution pour la mise en discussion des projets (d'origine gouvernementale) et des propositions (d'origine parlementaire).

L'apparition de cette jurisprudence avait même fait un certain bruit. Le président de la République ayant refusé de signer une ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, le gouvernement de M. Jacques Chirac avait, en décembre 1986, repris son projet sous forme d'amendement à un texte portant diverses mesures d'ordre social et le 23 janvier 1987 le Conseil constitutionnel avait annulé cette partie de la loi en estimant que les amendements apportés à un texte en discussion ne pouvaient « ni être sans lien avec ce dernier, ni dépasser, par leur objet et leur portée, les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement ». Depuis, le Conseil a, à plusieurs reprises, rappelé cette règle qui condamne, en fait les « cavaliers » législatifs.


C'est sur celle-ci que s'appuient les sénateurs, en estimant que la transformation de la part départementale de la taxe d'habitation est « un lien direct » avec le texte initial qui fixait les conditions d'une révision générale des évaluations des impositions servant au calcul des bases des impôts locaux. Le lien est encore plus ténu, c'est le moins qu'on puisse dire, avec la modification de la « loi montagne » contestée par les écologistes. Il ne reste donc plus aux Verts qu'à attendre la décision du Conseil constitutionnel. Saisie le 29 juin, l'Assemblée du Palais-Royal devra se prononcer avant la fin du mois de juillet.

THIERRY BRÉNIER

Un dia d'extrême droite inculpé après l'incendie de la voiture de M. Queyranne. — Un conseiller municipal de Bron (Rhône), M. Jacky Codvelle, qui dirigeait la liste du Front national en mars 1989, a été inculpé d'incendie volontaire et de dégradation d'objets mobiliers par l'effet d'une substance incendiaire, dimanche 15 juillet, par M. Gilles Ragin, magistrat à Lyon. Cette inculpation fait suite à l'incendie, vendredi 13 juillet vers minuit, de la voiture de M. Jean-Jack Queyranne, maire de Bron et porte-parole du Parti socialiste. M. Cod-

velle, qui a quitté le FN, appartient à la Fédération nationale des indépendants dont le président est M. Philippe Malaud. Il a été interpellé à son domicile de Bron, distant d'une centaine de mètres de celui de M. Queyranne, devant lequel a brûlé la voiture. M. Renaud Rouillé, militant du Parti des forces nouvelles (PFN), a lui aussi été inculpé. Il aurait avoué avoir participé à l'incendie en compagnie de M. Codvelle. Ce dernier aurait nié les faits. Les deux hommes ont été laissés en liberté.

L'HERMÈS
Éditeur
la Collection
« L'ESSENTIEL SUR »
prépare aux B.T.S.
du secteur tertiaire
Fiches de révision
Aides-mémoire
Diffusion: MEDILIS S.A.
9 rue Séguier 75006 PARIS
Tél. 46 34 07 70



MINI TEL 3615 NEUBAUER

PRIX RÉDUITS
sur les derniers modèles 90
en livraison immédiate

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

سكنا من الاموال

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Taux de réussite record au baccalauréat

359 847 bacheliers en 1990

Pour la quatrième année consécutive, le baccalauréat bat ses propres records. Lors de la session de juin 1990, le pourcentage de candidats admis a en effet atteint 73,4 % contre 72,9 % en 1989, 71,9 % en 1988 et 66,7 % en 1987 pour l'ensemble des séries générales (A, B, C, D, E) et technologiques (F, G, H).

Si elle est moins spectaculaire que les années précédentes, cette légère amélioration des résultats confirme que le taux de succès au baccalauréat a franchi de façon durable un palier plus élevé. Situé autour de 60 % dans les années 1960, le taux de réussite s'était stabilisé autour de 66 % entre 1970 et 1986. Aujourd'hui, ce sont près de trois candidats sur quatre qui décrochent leur bac.

Pour une fois cependant, cette progression globale n'est pas due aux résultats des baccalauréats généraux, dont le taux d'admission baisse légèrement (73,2 % contre 73,6 % l'an dernier). En revanche, 68,9 % des candidats aux séries technologiques ont été reçus cette année, contre 67,9 % l'an dernier. Entre bacs généraux et bacs technologiques, l'écart se resserre peu à peu.

L'amélioration des performances, ajoutée à l'augmentation très sensible du nombre de candidats (plus de 300 000) explique la

forte progression du nombre de bacheliers du cru 1990 : ils sont 359 847, soit près de 30 000 de plus qu'il y a un an et deux fois plus qu'il y a vingt ans. Encore les chiffres de cette année ne comptabilisent-ils pour l'instant que les résultats des séries générales et technologiques. Lorsque le ministère de l'Éducation nationale y aura ajouté ceux des bacs professionnels (33 000 candidats), on dépassera, à coup sûr, les 380 000 lauréats.

Paris sous pression

Plus des deux tiers des bacheliers relèvent des séries générales (246 870). Mais parmi eux, l'évolution la plus spectaculaire est celle des bacheliers C, la série noble, fondée sur les mathématiques et la physique et qui sert de vivier privilégié pour les classes préparatoires aux grandes écoles. Non seulement le nombre de candidats a fortement progressé pour la troisième année consécutive, mais leur taux de réussite atteint cette année 85,3 % (contre 84,9 % l'an dernier). Ils sont donc 56 397 à avoir obtenu un bac C, soit près de 9 000 de plus qu'en 1989 et 20 000 de plus qu'en 1987. Au total, la série C, longtemps considérée comme élitiste et malthusienne, fait pratiquement jeu égal, désormais, avec les autres séries générales (63 650 bacheliers en A, 60 000 en B et 57 185 en D).

Cette tendance à l'homogénéisation entre les séries du bac général, comme entre bacs généraux et bacs technologiques, se retrouve sur le plan géographique. L'académie de Strasbourg reste la plus performante de France, avec 82 % de réussite au bac général (contre 84,2 % l'an dernier). Mais elle est la seule, cette année, à dépasser le cap des 80 % d'admis. Besançon, Grenoble, Lyon et Nancy sont repassées sous cette barre. En revanche les académies les moins performantes améliorent leurs résultats : ainsi, Amiens progresse de près de cinq points (70,4 % d'admis contre 65,9 % l'an dernier) et abandonne la lanterne rouge à Lille qui progresse pourtant de plus d'un point cette année. Entre Strasbourg et Lille, l'écart de taux de réussite est de treize points alors qu'il était de plus de dix-huit points l'an dernier entre Strasbourg et Amiens.

Enfin si les résultats de l'ensemble de la province sont stables, ceux de la région parisienne (académie de Paris, Versailles et Créteil) progressent de plus d'un point par rapport à 1989, avec un taux de réussite de 72,1 %. On compte cette année 69 041 bacheliers en Ile-de-France contre 61 800 un an plus tôt. Ces 7 240 bacheliers supplémentaires expliquent, en partie, les tensions constatées il y a quelques jours au moment des inscriptions universitaires.

GÉRARD COURTOIS

SCIENCES

Baisse de prestige pour les conquérants de l'espace

La Maison Blanche met la Nasa sous surveillance

Rien ne va plus à la NASA. La Maison Blanche serait en effet sur le point de mettre en place, comme l'a révélé, dimanche 15 juillet, le réseau de télévision CBS, une commission d'experts chargée de passer au crible le fonctionnement de l'agence spatiale américaine.

La NASA vacille. A peine se remet-elle d'une audition devant le Congrès américain (le Monde daté 15-16 juillet) et des attaques d'une commission d'experts, qu'elle se voit imposer une fois encore sous un nouveau coup de boutoir.

En effet, personne aujourd'hui ne peut pardonner à l'administration spatiale américaine ses derniers échecs : l'explosion en vol de la navette Challenger et la découverte trop tardive de la « myopie » du télescope Hubble. Car la NASA se doit d'être la vitrine des États-Unis, le symbole d'une réussite qui va de la conquête de la Lune à l'exploration en direct, et d'une manière plus spectaculaire que le meilleur des « shows télévisés du prime time », de l'ensemble du système solaire.

Personne ne peut pardonner, et surtout pas le premier des Américains, le président George Bush, qui, dans un élan très kéennédien avait offert à la nation en juillet 1989 un nouveau défi spatial : la conquête de la planète Mars en

2020. Comment la NASA pourrait-elle aujourd'hui concrétiser un tel rêve, empêtrée qu'elle est dans une bureaucratie qui n'a cessé depuis une quinzaine d'années de produire de nouvelles couches de bureaucraties ?

Pourtant les ingénieurs et les techniciens de qualité existent dans cette administration. Ils viennent de le montrer en trouvant l'origine des fuites de carburant des navettes Atlantis et Columbia (une valve et un joint défectueux). Pourtant la nouvelle direction de la NASA s'emploie à corriger le tir, mais, comme chaque fois en pareil cas, il faut bien un bouc émissaire, et elle risque de payer pour des fautes qui ne lui sont pas imputables.

Les hésitations du Congrès

La NASA ne fait plus recette. Au point que le Wall Street Journal ironise sur son sort dans son édition du lundi 16 juillet. « Savez-vous, demande-t-il, combien il faut à la NASA d'ingénieurs pour visser une ampoule électrique ? Personne ne le sait. Mais il faut dépenser 400 milliards de dollars et aller jusqu'à la planète Mars pour le découvrir. »

Boutade ? Non, ironie amère, car on n'entend pas sans hésiter une administration qui fut longtemps faite de la même étoffe que celle de ses héros. Seulement voilà, le

temps n'est plus où l'Amérique était riche et pouvait dépenser sans compter pour aller sur la Lune.

« Les jours sont finis », souligne le président de la sous-commission spatiale de la Chambre des représentants, M. Bob Traxler, où l'on pouvait faire approuver un projet important par les parlementaires, en sous-estimant le coût, puis le mettre en œuvre jusqu'à ce que tout l'argent ait été dépensé pour qu'il puisse être interrompu. »

Aussi ne faut-il guère s'étonner de ce que les élus américains rechignent aujourd'hui à approuver une augmentation de 25 % du budget de la NASA et s'interrogent sur le lancement de projets spatiaux dont l'ensemble représenterait 300 milliards de dollars pour les trois prochaines décennies.

Première visée par ces critiques, la station spatiale habillée Freedom (30 milliards de dollars), qui, selon certains, est superflue comme laboratoire scientifique et ne saurait être, faute d'une réévaluation profonde, une bonne base de départ pour aller vers Mars. Que faire alors, lorsque les Soviétiques, confrontés eux aussi à des difficultés techniques et budgétaires, multiplient quand même, sans faire de bruit, les missions à bord de leur complexe spatial Mir de 90 tonnes ?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

RELIGIONS

Le pape implore la Vierge de la pluie

Alors que l'Italie tout entière est victime de la sécheresse, Jean-Paul II s'est rendu, dimanche 15 juillet, au pied du sanctuaire de la Vierge de la pluie en Val d'Aoste. « J'adois, les pèlerins implorant le don de la pluie de la Vierge du bon secours, a-t-il expliqué. Ils étaient certains d'être exaucés. Nous aussi, aujourd'hui, nous partageons la même confiance. » Le pape, en vacances depuis mercredi dernier, a célébré la messe au sanctuaire de Barnas, à 2000 mètres d'altitude, en présence de 5000 montagnards, pèlerins et vacanciers.

Actuellement, les villages de la côte ligure, près de Gênes, se disputent les réserves des bassins. Des entreprises des Abruzzes ont fermé plus tôt que prévu. Des paysans ont pris d'assaut la mairie de Ribera, près d'Agrigente, en Sicile, réclamant de l'eau pour leur plantation d'agrumes desséchées. Mais le pape a ajouté : « La pluie qui restaure la terre ne suffit pas, il nous faut l'eau surnaturelle, sans laquelle le cœur de l'homme devient aride comme un désert. » — (AFP.)

EN BREF

□ Polémique autour de la fermeture d'un dispensaire de la Croix-Rouge à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). — La fermeture du centre de santé de la Croix-Rouge française à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), le 13 juillet, a entraîné la constitution d'un comité de défense par des usagers. « C'est une décision prise par la municipalité de Levallois-Perret, le 19 décembre 1985, d'exproprier le dispensaire qui a motivé sa fermeture par la Croix-Rouge », signale l'organisation humanitaire en précisant que les activités de prévention maternelle et infantile pourront continuer dans des locaux prêtés par la municipalité. L'indemnité d'expropriation de quatre millions de francs versée par la mairie à la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine sera consacrée à la modernisation d'un centre de santé à Villeneuve-la-Garenne et à la création d'un centre de soins pour personnes âgées dépendantes à Antony.

□ Deux alpinistes tués dans le massif du Mont-Blanc. — Deux alpinistes italiens dont les identités n'ont pas été communiquées ont trouvé la mort, samedi 14 juillet, dans le massif du Mont-Blanc, l'un au pied de l'aiguille Verte, l'autre, près de l'aiguille du Midi.

MÉDECINE

Après la publication d'une étude dans « The Lancet »

Une controverse se développe sur les risques de transmission à l'homme de la maladie des « vaches folles »

L'épidémie dite des « vaches folles » qui sévit en Grande-Bretagne est-elle ou non transmissible à l'homme ? Un rapport parlementaire britannique vient de conclure que, si aucune preuve ne permet d'affirmer que la viande de bœuf peut présenter un danger pour la santé humaine, on ne dispose encore d'aucune certitude. Les parlementaires souhaitent par ailleurs que l'on interdise toute utilisation d'abats bovins dans la fabrication d'aliments pour les animaux domestiques. En outre, une étude publiée dans le dernier numéro de l'hébdomadaire médical The Lancet (daté du 7 juillet) relance la controverse en laissant entendre que la transmission entre l'animal et l'homme de cette maladie nerveuse dégénérative est possible, et sous-estimée.

L'étude du Lancet fait grand bruit chez les spécialistes de la maladie des « vaches folles » ou « BSE » (encéphalopathie spongiforme bovine). L'hypothèse selon laquelle cette maladie serait transmissible à l'homme n'a, a priori, rien d'extraordinaire, et doit impérativement être envisagée. On connaît en effet depuis longtemps déjà les grandes similitudes existant entre différentes maladies nerveuses dégénératives humaines et animales. Il s'agit, notamment, pour l'espèce humaine de la maladie dite de « Creutzfeldt-Jakob » (une démence survenant entre quarante et soixante-cinq ans, avec troubles neurologiques graves et d'issue toujours fatale) et du Kuru (affection observée en Papouasie-Nouvelle-Guinée, caractérisée par l'installation d'une incapacité motrice complète et une mort survenant en l'espace d'un an), dont l'origine est peut-être liée à la consommation de chair humaine (et plus particulièrement des tissus nerveux) lors de certains rituels funéraires.

Les observations anatomopathologiques sur des victimes de ces deux affections sont en tout point comparables à celles observées chez les animaux atteints de tremblante (mouton), d'encéphalopathie transmissible (vison), de cachexie chronique (cerf, mulet) ou, dernièrement, de BSE.

Une série d'arguments complémentaires laisse penser que ces affections transmissibles ont une origine commune, la nature exacte de l'agent infectieux (virus « lent » ou « non conventionnel » autrement dit prion) étant encore discutée (1).

L'étude du Lancet a été menée à partir d'une famille dans laquelle de nombreux cas de démence pré-sénile avaient été observés. Les chercheurs annoncent avoir mis en évidence une anomalie spécifique au niveau d'un gène (anomalie entraînant l'accumulation de protéines de structure anormale, prion — au niveau des tissus cérébraux), et suggèrent le développement du dépistage génétique de cette anomalie. Ils considèrent que la fréquence de ces affections — que l'on devrait, selon eux, désigner sous le terme de « maladie à prion » — est largement sous-estimée.

Postulats et extrapolations

Enfin, compte tenu des similitudes anatomopathologiques entre ces affections et la BSE (où le rôle du prion est fortement suspecté), du caractère transmissible entre les espèces de ces affections, les auteurs britanniques soulignent que leurs observations confortent l'hypothèse selon laquelle la BSE peut être transmise à l'homme à partir de la consommation de viande bovine infectée.

S'agit-il d'un argument solide autant qu'inquiétant ou d'une extrapolation d'actualité en Grande-Bretagne, où l'épidémie de BSE a déjà touché quatorze mille bovins et devrait, selon toute vraisemblance, continuer sa progression (le Monde du 30 mai) ? « Aux yeux de nombreux scientifiques compétents, ces conclusions n'ont guère de valeur », explique le professeur Marc Sèvey (École nationale vétérinaire d'Alfort). Il apparaît même curieux qu'une revue aussi prestigieuse que The Lancet ait accepté la publication. En fait, ces conclusions procèdent d'une série de postulats et d'extrapolations qui, scientifiquement, ne peuvent pas ne pas choquer. Sur le fond, cette publication ne fera que compliquer les choses, dans la mesure où elle n'apporte aucun éclairage particulier quant aux liens existant entre la BSE et les formes d'encéphalopathie spongiforme de l'espèce humaine. Le prion n'est que l'une des hypothèses envisageables, et se limiter à celle-ci est par trop restrictif (2).

Il y a peu, la célèbre revue britannique Nature (datée du 23 juin) ouvrait sur ce thème ses colonnes à

M. Richard H. Kimberlin (Edimbourg), grand spécialiste international de ces questions, qui soulignait que la décision de certaines autorités sanitaires britanniques d'interdire la consommation de viande de bœuf dans les collectivités devait être revue. M. Kimberlin précisait toutefois que les abats provenant des animaux contaminés pouvaient représenter un risque infectieux potentiel. Les conclusions des parlementaires britanniques, rendues publiques jeudi 12 juillet, vont dans le même sens. Il apparaît donc plus que jamais nécessaire que des recherches médicales et scientifiques soient rapidement développées, afin d'éclairer ce domaine encore trop mal connu des maladies nerveuses dégénératives, pour lesquelles on reste sans réponse, qu'il s'agisse de leur étiologie et de leur mode de transmission, ou, corollaire, de leur prévention et de leur traitement.

JEAN-YVES NAU

(1) Sur ce thème, on se reportera à l'ouvrage *Zoonoses et maladies transmissibles communes à l'homme et aux animaux*, de Pedro M. Acha et Boris Szyfres, publié par l'Office international des épizooties.

(2) Une réunion internationale groupant les différents spécialistes internationaux de cette question est prévue du 13 au 15 novembre prochain, à Bruxelles.

Le spectacle de Jean-Michel Jarre à La Défense

Paris, ville-laser

Passagers d'un jour ou résidents de toujours, les Parisiens sont d'incorrigibles badauds. Capables de passer trois heures d'attente, puis encore autant à regagner leur domicile, pour assister à un spectacle d'une heure et demie...

Trois heures d'attente. Les supporters avaient proclamé que le spectacle de Jean-Michel Jarre, samedi 14 juillet en fin de soirée, rassemblerait deux millions de personnes, l'équivalent de la population de Paris intra-muros, tous bébés et vieillards confondus. Il y en a un peu moins, mais ce fut, du parvis de la Défense jusqu'à l'arc de triomphe de l'Étoile, la foule des grands jours.

La fermeture annoncée de plusieurs stations de métro et de RER et l'arrêt des rames à 0 h 30 avaient encouragé les spectateurs à venir en voiture. Ce qui, au milieu du revers-y des petits bals de la veille, sur les places de Bellevue et aux portes de la capitale, déclencha une belle course d'obstacles après la fête et mit plus d'un spectateur dans son lit presque au jour levé.

Mais, entre les deux, il y avait eu le spectacle. Avec toujours ce même regret depuis les fêtes du Bicentenaire l'an dernier : tous les spectateurs étaient appelés mais les élus autorisés à entendre et à voir ne furent pas légion. En dépit des douze écrans disposés de l'Étoile au pont de Neuilly, tout au long de l'avenue de la Grande-Ar-

mée et de l'avenue Charles-de-Gaulle.

Ce fut tout de même un grand spectacle, à la mesure du site, sur cet axe historique entre Louvre et Saint-Germain-en-Laye, de l'Arc-de-Triomphe à la Grande Arche. Un immense opéra-laser, un gigantesque concerto pour canons-DCA et steel-drums de Trinidad (le Monde du 14 juillet). Un kaléidoscope d'images géométriques, de tournois éblouissants et de visages vénéralisés. Un ruissellement de notes synthétiques et d'éclatantes jallies des tours. Une scène-pyramide ourlée d'or au bas de la colline de la Défense, tandis que l'Arche, au loin, tour à tour palissade d'étonnement ou roisselle de béatitude. Musiques et lumières indémêlables.

Les mots naïfs et gauches de Jean-Michel Jarre, qui voulut aussi parler à ses hôtes, n'y purent rien changer. Ses thèmes musicaux répétitifs et confus non plus. La poésie réussit à trouver son chemin dans le sillage des gros poissons barbelés ou des papillons échappés de la toile frémissante sur la tour GAN et qui semblaient un moment s'échapper par la façade du Novotel.

La ville n'était pas vraiment en concert, comme l'avait souhaité le maître de cérémonie. Mais le feu d'artifice du 14 juillet prenait, ce soir, des allures de lumière, cosmopolites et pacifiques.

CHARLES VIAL

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

Les phoques d'Afrique du Sud sont sauvés

L'homme d'affaires de Taiwan auquel les autorités d'Afrique du Sud avaient concédé l'abattage de 30 000 phoques dans les eaux littorales de la province du Cap vient de renoncer à exécuter son contrat. A la suite de la campagne déclenchée par les amis des animaux — dont Brigitte Bardot — le gouvernement d'Afrique du Sud avait déjà décidé, il y a quelques jours, de suspendre l'abattage qui devait commencer le 15 mi-juillet. — (Reuters.)

Greenpeace lance une campagne contre les filets dérivants

Le navire Rainbow Warrior-2 de Greenpeace est parti lundi 18 juillet de Hawaï pour mener une campagne dans le Pacifique-Nord contre les

pêcheurs asiatiques qui utilisent les filets dérivants, a annoncé un communiqué de l'organisation écologiste. Greenpeace souligne qu'elle cherche à obtenir l'interdiction totale de cette technique de pêche, qui, estime-t-elle « détruit particulièrement l'écosystème marin ». « Ces engins sont de véritables murs de la mort qui capturent et tuent toutes les espèces qui s'y aventurent, thons, dauphins, phoques, oiseaux... » estime l'organisation écologiste. — (AFP.)

Projet de reboisement de la forêt amazonienne

Un programme de reboisement de la forêt amazonienne portant sur un million d'hectares vient d'être lancé par le président brésilien Fernando Collor de Mello. Les investissements, d'un montant de plus de 1 milliard de dollars (5,6 milliards de francs), seront assurés par des compagnies privées. Des entreprises japonaises, finan-

daises et ouest-allemandes sont déjà sur les rangs. Les arbres plantés seront d'abord des eucalyptus, considérés comme rentables, mais qui modifient complètement l'écosystème traditionnel. — (AFP.)

TERRORISME

Plasticage de l'office du tourisme de Cambo (Pyr.-Atl.)

Le syndicat d'initiative de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques) a été partiellement détruit par l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 juillet. L'attentat, qui n'a fait aucun blessé, n'a pas été revendiqué mais les enquêteurs orientent leurs recherches vers les indépendantistes du groupe Iparratarrak, dissous en juillet 1987. Le dernier attentat de cette organisation remonte au 1^{er} janvier 1990. Une bombe avait alors explosé devant les locaux des services de l'Équipement de Pau.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

C. G.

SYLVIE DE NUSSAC
es Carmes, 22 h jus-
illet. Relâche le 18.

□ Le mode qui vient de l'Est. — n'est pas tout ce que irois pièces de Naclav Havel soient jouées dans l'off, et que Jean-Pierre Vince doive en lire une quatrième. Ce n'est pas tout que, après la Comédie-Française, le festival ait accueilli des lectures de pièces hongroises en programme d'artistes roumains. On attendait une délégation d'artistes roumains invités sur l'initiative de l'Association française d'action artistique Georges Bana, et de Gérard Desarte, qui au mois de mars participait à l'opération « Printemps de la liberté », en Roumanie.

OLIVIER SCHMITT

Ajax, avant de se jeter sur le glaive qu'il a planté à l'envers, pointe en haut, dira encore : « *Tu Soleil, qui cours là-haut, au moment où la terre de mon pays*

« Chaque jour retarde notre mort », dit paradoxalement Sophocle. Il aime ces paradoxes-écritures, qui indiquent où cheminer le chemin. « On ne doit pas haïr son ennemi qu'avec l'intention de l'aimer plus tard. » Quand la parole n'est plus possible, Sophocle admet. Devant le désespoir d'un héros et sa décision de se tuer, il ne peut dire : *Je ne puis ni le défendre ni le punir*. Il se contente de lui permettre de dire ce que lui se jure. La tragédie se termine par l'arrivée de l'homme qu'Aïax a toujours haï. Et c'est toujours haï Aïax : l'ennemi. Et c'est l'ennemi qui, sans le passer, rend l'homme un grand combattant, interdit à l'égard de son corps *aux oiseaux et à la glèbe*.

Ajax, œuvre élevée et sans ce poignante comme toutes celles Sophocle, n'est, sait-on pourqu presque jamais jouée. Au Festi d'Avignon, dans un beau et mys rieux lieu nouvellement « conqu par Alain Crombecque, l'anc

réervoir d'eau, des comédiens de Grenoble, conduits par le metteur en scène Bruno Meyssat, présentent *Ajax*. C'est une présentation muette. Le décor a un peu l'aspect d'une piscine, c'est d'une grande cuve rectangulaire bordée d'une allée, mais la cuve, au lieu d'eau, contient un magma de tuiles anciennes, plus ou moins écaillées, qui font de sons clairs de cristal lorsque les acteurs marchent dessus. Allusion à la tragédie : une glaive est planté là dedans, la pointe vers le ciel. Il y a des gouttes d'inhumation.

Ce n'est pas ennuyeux, à regarder. Les comédiens, Philippe Coussy, Marie-Estève Edelstein, Yves Neuf, Eric Rondepierre, sont intéressants, voir faire. Le spectateur peut prendre cela comme un mystère minuscule, illuminé par une méditation absente. Il faut tout de même. Ajax ensuite, pour mieux apprécier cette mise en scène, et surtout pour que la dimension éternelle de Sophocle et des Grecs tient essentiellement au radioactivité de leur parole.

MICHEL COURNOT

► Réservoir du Rocher des Doma
à 21 h 30. Jusqu'au 28 juillet
Relâche les 20 et 26.

Gymnase Aubanel, 21 h 30
jusqu'au 25 juillet.

a La véritable histoire de France.
- La création de la troupe toulou-
saine Royal de Luxe, aura bien
lieu, aux dates fixées - du 18 au
22 juillet, mais pas à l'endroit
prévu, la caserne des Passagers. A
cause des fumigènes et autres fa-
taisies du spectacle, il se passera
en plein air, sur la place du Pala-
des papes, devant la façade du
musée. Il faut dire que Royal
de Luxe s'est fait connaître comme
le plus grand

theatre de l'asi

mettre en scène un monologue. Vous êtes aussitôt confronté à de petits défis. Le plus difficile, et d'autant plus excitant, est que le théâtre produit des signes très immédiats des signes corporels, vocaux, visuels. Ce qui compte avant tout au cinéma est l'image; que le théâtre offre à la caméra. Le théâtre est plus corporel, plus charnel. Dans l'espace donné, inaltérable, on a un travail poétique et lyrique, une chance que l'on a au théâtre et qui n'est pas la répétition. Au cinéma on répète sur le lieu même où de suite, on va tourner telle ou

ISTH INSTITUT PRIVÉ
DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES

DEPUIS 1954

Pour vous aider à réu

DECIF - DESCIF : UV

• Session intensive 5 semaines

• Enseignements semestriels
711 - 42 24 10 72 - 45.85.

Tél.: 42.24.10.32 - 10.33

1. $\frac{1}{2}$ 2. $\frac{1}{3}$ 3. $\frac{1}{4}$ 4. $\frac{1}{5}$ 5. $\frac{1}{6}$ 6. $\frac{1}{7}$ 7. $\frac{1}{8}$ 8. $\frac{1}{9}$ 9. $\frac{1}{10}$ 10. $\frac{1}{11}$ 11. $\frac{1}{12}$ 12. $\frac{1}{13}$ 13. $\frac{1}{14}$ 14. $\frac{1}{15}$ 15. $\frac{1}{16}$ 16. $\frac{1}{17}$ 17. $\frac{1}{18}$ 18. $\frac{1}{19}$ 19. $\frac{1}{20}$ 20. $\frac{1}{21}$ 21. $\frac{1}{22}$ 22. $\frac{1}{23}$ 23. $\frac{1}{24}$ 24. $\frac{1}{25}$ 25. $\frac{1}{26}$ 26. $\frac{1}{27}$ 27. $\frac{1}{28}$ 28. $\frac{1}{29}$ 29. $\frac{1}{30}$ 30. $\frac{1}{31}$ 31. $\frac{1}{32}$ 32. $\frac{1}{33}$ 33. $\frac{1}{34}$ 34. $\frac{1}{35}$ 35. $\frac{1}{36}$ 36. $\frac{1}{37}$ 37. $\frac{1}{38}$ 38. $\frac{1}{39}$ 39. $\frac{1}{40}$ 40. $\frac{1}{41}$ 41. $\frac{1}{42}$ 42. $\frac{1}{43}$ 43. $\frac{1}{44}$ 44. $\frac{1}{45}$ 45. $\frac{1}{46}$ 46. $\frac{1}{47}$ 47. $\frac{1}{48}$ 48. $\frac{1}{49}$ 49. $\frac{1}{50}$ 50. $\frac{1}{51}$ 51. $\frac{1}{52}$ 52. $\frac{1}{53}$ 53. $\frac{1}{54}$ 54. $\frac{1}{55}$ 55. $\frac{1}{56}$ 56. $\frac{1}{57}$ 57. $\frac{1}{58}$ 58. $\frac{1}{59}$ 59. $\frac{1}{60}$ 60. $\frac{1}{61}$ 61. $\frac{1}{62}$ 62. $\frac{1}{63}$ 63. $\frac{1}{64}$ 64. $\frac{1}{65}$ 65. $\frac{1}{66}$ 66. $\frac{1}{67}$ 67. $\frac{1}{68}$ 68. $\frac{1}{69}$ 69. $\frac{1}{70}$ 70. $\frac{1}{71}$ 71. $\frac{1}{72}$ 72. $\frac{1}{73}$ 73. $\frac{1}{74}$ 74. $\frac{1}{75}$ 75. $\frac{1}{76}$ 76. $\frac{1}{77}$ 77. $\frac{1}{78}$ 78. $\frac{1}{79}$ 79. $\frac{1}{80}$ 80. $\frac{1}{81}$ 81. $\frac{1}{82}$ 82. $\frac{1}{83}$ 83. $\frac{1}{84}$ 84. $\frac{1}{85}$ 85. $\frac{1}{86}$ 86. $\frac{1}{87}$ 87. $\frac{1}{88}$ 88. $\frac{1}{89}$ 89. $\frac{1}{90}$ 90. $\frac{1}{91}$ 91. $\frac{1}{92}$ 92. $\frac{1}{93}$ 93. $\frac{1}{94}$ 94. $\frac{1}{95}$ 95. $\frac{1}{96}$ 96. $\frac{1}{97}$ 97. $\frac{1}{98}$ 98. $\frac{1}{99}$ 99. $\frac{1}{100}$ 100. $\frac{1}{101}$ 101. $\frac{1}{102}$ 102. $\frac{1}{103}$ 103. $\frac{1}{104}$ 104. $\frac{1}{105}$ 105. $\frac{1}{106}$ 106. $\frac{1}{107}$ 107. $\frac{1}{108}$ 108. $\frac{1}{109}$ 109. $\frac{1}{110}$ 110. $\frac{1}{111}$ 111. $\frac{1}{112}$ 112. $\frac{1}{113}$ 113. $\frac{1}{114}$ 114. $\frac{1}{115}$ 115. $\frac{1}{116}$ 116. $\frac{1}{117}$ 117. $\frac{1}{118}$ 118. $\frac{1}{119}$ 119. $\frac{1}{120}$ 120. $\frac{1}{121}$ 121. $\frac{1}{122}$ 122. $\frac{1}{123}$ 123. $\frac{1}{124}$ 124. $\frac{1}{125}$ 125. $\frac{1}{126}$ 126. $\frac{1}{127}$ 127. $\frac{1}{128}$ 128. $\frac{1}{129}$ 129. $\frac{1}{130}$ 130. $\frac{1}{131}$ 131. $\frac{1}{132}$ 132. $\frac{1}{133}$ 133. $\frac{1}{134}$ 134. $\frac{1}{135}$ 135. $\frac{1}{136}$ 136. $\frac{1}{137}$ 137. $\frac{1}{138}$ 138. $\frac{1}{139}$ 139. $\frac{1}{140}$ 140. $\frac{1}{141}$ 141. $\frac{1}{142}$ 142. $\frac{1}{143}$ 143. $\frac{1}{144}$ 144. $\frac{1}{145}$ 145. $\frac{1}{146}$ 146. $\frac{1}{147}$ 147. $\frac{1}{148}$ 148. $\frac{1}{149}$ 149. $\frac{1}{150}$ 150. $\frac{1}{151}$ 151. $\frac{1}{152}$ 152. $\frac{1}{153}$ 153. $\frac{1}{154}$ 154. $\frac{1}{155}$ 155. $\frac{1}{156}$ 156. $\frac{1}{157}$ 157. $\frac{1}{158}$ 158. $\frac{1}{159}$ 159. $\frac{1}{160}$ 160. $\frac{1}{161}$ 161. $\frac{1}{162}$ 162. $\frac{1}{163}$ 163. $\frac{1}{164}$ 164. $\frac{1}{165}$ 165. $\frac{1}{166}$ 166. $\frac{1}{167}$ 167. $\frac{1}{168}$ 168. $\frac{1}{169}$ 169. $\frac{1}{170}$ 170. $\frac{1}{171}$ 171. $\frac{1}{172}$ 172. $\frac{1}{173}$ 173. $\frac{1}{174}$ 174. $\frac{1}{175}$ 175. $\frac{1}{176}$ 176. $\frac{1}{177}$ 177. $\frac{1}{178}$ 178. $\frac{1}{179}$ 179. $\frac{1}{180}$ 180. $\frac{1}{181}$ 181. $\frac{1}{182}$ 182. $\frac{1}{183}$ 183. $\frac{1}{184}$ 184. $\frac{1}{185}$ 185. $\frac{1}{186}$ 186. $\frac{1}{187}$ 187. $\frac{1}{188}$ 188. $\frac{1}{189}$ 189. $\frac{1}{190}$ 190. $\frac{1}{191}$ 191. $\frac{1}{192}$ 192. $\frac{1}{193}$ 193. $\frac{1}{194}$ 194. $\frac{1}{195}$ 195. $\frac{1}{196}$ 196. $\frac{1}{197}$ 197. $\frac{1}{198}$ 198. $\frac{1}{199}$ 199. $\frac{1}{200}$ 200. $\frac{1}{201}$ 201. $\frac{1}{202}$ 202. $\frac{1}{203}$ 203. $\frac{1}{204}$ 204. $\frac{1}{205}$ 205. $\frac{1}{206}$ 206. $\frac{1}{207}$ 207. $\frac{1}{208}$ 208. $\frac{1}{209}$ 209. $\frac{1}{210}$ 210. $\frac{1}{211}$ 211. $\frac{1}{212}$ 212. $\frac{1}{213}$ 213. $\frac{1}{214}$ 214. $\frac{1}{215}$ 215. $\frac{1}{216}$ 216. $\frac{1}{217}$ 217. $\frac{1}{218}$ 218. $\frac{1}{219}$ 219. $\frac{1}{220}$ 220. $\frac{1}{221}$ 221. $\frac{1}{222}$ 222. $\frac{1}{223}$ 223. $\frac{1}{224}$ 224. $\frac{1}{225}$ 225. $\frac{1}{226}$ 226. $\frac{1}{227}$ 227. $\frac{1}{228}$ 228. $\frac{1}{229}$ 229. $\frac{1}{230}$ 230. $\frac{1}{231}$ 231. $\frac{1}{232}$ 232. $\frac{1}{233}$ 233. $\frac{1}{234}$ 234. $\frac{1}{235}$ 235. $\frac{1}{236}$ 236. $\frac{1}{237}$ 237. $\frac{1}{238}$ 238. $\frac{1}{239}$ 239. $\frac{1}{240}$ 240.

CULTURE

MUSIQUES

Sous les remparts de Bayonne

Le premier Festival de jazz de Bayonne affiche des prétentions classiques mais avec des possibilités d'ouverture

BAYONNE

de notre envoyé spécial

Sous un ciel d'orage, à nuit presque tombée, les marins rasant le fort qui domine, Pierre Boussaguet, albigeois, vit le rêve de sa vie : un dialogue à armes égales avec Ray Brown, son maître, l'inventeur de la basse moderne. Arbitre des élégances : le pianiste franco-américain Jacky Terrasson. Au passage retenons bien son nom.

Simplement amplifié, avec justesse, sans excès, le duo des contrebasses de Boussaguet et Brown roule au pied des remparts. Unissons parfois, intervalles très intéressants (sur l'exposé de *Blues Monk* en particulier), dynamique riche, c'est un moment de musique plein, heureux.

Sur les tempos médium (« le tempo des dieux » disait Hugues Panassié), Boussaguet et Brown sont souverains. Comme portés par les nuages, sur tempos vifs, ce qu'on appelle naïvement des « tempos d'enfer » et que les jeunes musiciens nomment « épiques-époues-opaques », ils se promènent. Avec ces tentes, cet espace, ce ciel, ce chemin de ronde qu'on arpente

pour aller d'une scène à l'autre sans se gêner, public de tous âges et artistes ont l'air d'une armée qui aurait finalement refusé de donner l'assaut. Au profit de quoi ? De la musique. Là haut, au sommet des remparts, se découpent vaguement les silhouettes d'hommes de troupe qui semblent exercer une surveillance de désert des Tartares. Derrière commence le pays Basque et Bayonne, la ville des premiers émois sensuels de Victor Hugo (une nurse, un jardin public) et de Roland Barthes...

Le Centre d'action culturelle de Dominique Burruco n'a pas pris d'initiative trop dénotante. Au rugby aussi on commence par fixer le jeu. Pour l'improvisation et les feintes de passes, on voit plus tard, Eddy Louiss et l'excellent sextet d'Hervé Sellin servent de promesses. Pas d'alibis : mais de promesses. Chez Sellin, trois souffleurs de première envergure (Sylvain Bocuf, Tony Russo, Denis Leleup), portés par une rythmique où rayonne Hélène Labarrière, contrebassiste, exécutent sans faute des compositions plaisantes, bien écrites, bien construites. Pour ceux que trop de vivacité « modernistique », selon l'expression d'Hugues

Panassié, effraieraient encore, le chapiteau, à quatre cents pas de promenade, est à disposition. A la tête d'une troupe admirative et résignée, Lionel Hampton qui n'est plus que l'ombre de ses maillottes, éclate de rire. Pour la joie des petits et des grands. Comme au cirque.

Un génie du mimétisme gestuel

Nostalgie du « vrai » jazz ? Alors il est des vérités plutôt dures à entendre. L'idée de « vérité » du jazz est de Panassié. Elle sert de repère. Ici, elle fonctionne encore plutôt bien. Le critique montebais que Boris Vian appelait Nunugue avait un beau soir décrété que le jazz s'arrêtait avant Charlie Parker. Comme un qui arrêterait la poésie avant Victor Hugo. Après quoi, il dut brûler énormément d'énergie pour excommunier, classer, expulser, bannir, bonifier... C'est qu'il aimait le jazz, le bougre ! Trop, bien sûr, comme on fait quand on aime vraiment. Chaque année, à l'hiver, il venait à Bayonne. Dans une petite salle du Musée basque, il dispensait la vérité. Chaque année,

nous étions vingt-trois : vingt et un l'année où deux d'entre nous durent partir pour la guerre d'Algérie. Le scénario était réglé comme papier à musique. Panassié faisait écouter ce que d'autres ne sauraient jamais qu'entendre dans la musique. Avec un génie persuasif du mimétisme gestuel.

Après quoi, c'était plus fort que lui, il reprenait son rôle de grand inquisiteur. Ce goût des sectes religieuses et politiques, toujours, qui tombait à point nommé et qu'il aura poussé assez loin... Nous n'en avions cure, nous écoutions déjà Miles Davis en douce.

Panassié aurait bien aimé Scott Hamilton avec cet air de garçon de café de Providence, Rhode Island, des années 30 : petite moustache et pantalon trop large. Scott Hamilton a trente-cinq ans. C'est lui qui ouvre le festival. Son cas est étrange. Au ténor, son expressivité et sa sonorité sont impressionnantes. Il est exactement dans la position d'un type de vingt ans qui écrirait aujourd'hui les *Hymnes* de Ronsard. C'est sa vérité à lui. Il crée - pas comme ceux qui ne font que reproduire - mais il crée à hauteur historique de Flip Philips, de Ben Webster ou de Lucky Thompson. Pourquoi pas ? Drôle de télescope dans les têtes. Le jazz n'en finit plus de chercher sa vérité dans ses succès. Le premier Festival de Bayonne s'inscrit dans cette recherche. Public conquis et preuve faite, on peut désormais passer au présent. Sur un « tempo d'homme ».

FRANCIS MARMADE

Les intermittences de Lavelli

« L'Enlèvement au sérail » annexe Philéas Fogg au Festival d'Aix

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Faut-il vraiment appâter les amateurs d'opéra avec des anecdotes ? Pour le nouvel *Enlèvement au sérail* de Mozart, Belmont arrive (et repartira) sur un bateau à roue et à vapeur, « qui fume », coiffé d'une casquette à la Philéas Fogg qui rend bien incertaine son identification ultérieure avec un « architecte venu d'Italie ». Modeste invention pour un Jorge Lavelli dont la première apparition au théâtre lyrique nous avait bouleversés avec un *Idoménée* totalement abstrait.

La suite ne fait guère de place au pittoresque (à part l'amusant pousse-pousse où Osmin fume son narguilé, avec ce décor de Pace en vitraux aux motifs uniformes pour quelque hammam, derrière lesquels s'agrippent les formes voilées des concubines curieuses ou jalouses de la favorite étrangère).

Le petit côté *Tour du monde* en quatre-vingts jours réajillit cependant sur les costumes (Pedrillo-Passepartout) et sur la mise en scène, qui adopte volontiers l'allure de cartes postales attendrissantes et banales ou de groupes à la Douanier Rousseau, ce qui n'est pas sans charme, notamment pour l'adorable quatuor des soupçons ou les adieux de Belmont et Constance enterrés à mi-corps.

On y reconnaît l'invention gestuelle de Lavelli, mais son inspiration paraît intermittente. D'où l'impression grise que laisse cette soirée, inégale aussi musicalement, car le chef uruguayen Carlos Kalmar varie les tempi sans raison, dessine un Mozart souvent sec et schématique, inattentif aux courants souterrains. Et le Sinfonietta de Varsovie perd

de sa cohésion et de son harmonie sous cette baguette instable, comme les chanteurs, parfois décalés.

Rares sont aujourd'hui les cantatrices qui s'épanouissent dans le rôle de Constance. L'Américaine Susan Patterson décroît cependant plus que d'autres : apparence et timbre banals, sans vibration particulière, voix poussée dans les aigus, vocalisation dure. Risto Saarman, ténor finlandais élégant et fin, en paraît tout intimidé et un peu inanimé parfois, alors que le Pedrillo d'il y a trois ans (Ruben Broitman) bondit de joie, tout ému par sa ravissante Blondchen, Harolyn Blackwell, qui brille les planches, voix de source, limpide et parfumée, au phrasé délicat, dont chaque geste, chaque mot enchante et touche au cœur ; une nouvelle Reri Grist.

Excellente basse, l'Ossin de Jaako Ryhnen, une sorte de gros noucou, mériterait d'être un peu plus secouru par Lavelli. Bien que celui-ci lui ait donné un double savoureux, un muet du sérail, gringalet au bandeau de pirate (Luc-Antoine Diquero), qui met de la fantaisie dans la mise en scène. Enfin, Helmut Winkelmann campe un pacha Sélim uniformément triste, que l'on ne plaint guère malgré sa magnanimité.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations les 17, 23, 25 et 28 juillet, en coproduction par les Opéras de Lyon et de Montpellier ; parrainage de la SEITA. Signations que, dans la distribution des *Indes galantes* (le 14 juillet), Catherine Dubosc a été remplacée par Miriam Ruggeri (Emilie) et Sandrine Plau (Zaira).

DISQUES

Les mirages faurés

► Gabriel Fauré. « Quatuor pour piano et trio à cordes », op. 15 ; « Trio pour piano, violon et violoncelle », op. 120. Un disque compact Philips 422 350-2.

Soixante-six ans après sa mort, Gabriel Fauré souffre toujours d'une incompréhension notable de la part de quelques musicologues, alors même que ses œuvres sont de plus en plus souvent jouées en concert et enregistrées.

Au chapitre des bêtises proférées de façon sentencieuse par un spectateur de Pierre Boulez, citons cette perle entendue sur France-Musique : « Fauré est le type même du compositeur dont le langage n'a pas évolué au cours de sa longue carrière. »

Ce disque réunit une œuvre du début, le *Quatuor* op. 15 (dont la composition s'est étalée de 1876 à 1883) et le *Trio* op. 120 (daté, lui, de 1922-1923). Est-il langage plus dissemblable que celui de ces deux pièces ? Marqué par Schumann et Wagner, le jeune Fauré donne une allure quasi symphonique à son quatuor. Les thèmes s'y succèdent avec vigueur, une

flamme toute romantique en parcourt les quatre mouvements, à peine ombrée, ça et là, par des inflexions mélodiques soutenues par une harmonie mouvante. Plus austère, hardi dans son utilisation rigoureuse du contrepoint, le trio est un des sommets de la musique de chambre avec piano. Il n'est plus question pour le compositeur d'émouvoir les belles dames comme au temps de sa jeunesse. Une curieuse forme de surdité, entre-temps, déformé son audition (Fauré n'entendait ni les graves ni les aigus à leur bonne hauteur) et poussé le compositeur à s'isoler du monde. La musique qu'il compose alors émeut par ses transparences armées, son trait acéré, sa tristesse insinuante.

Des esthétiques, des exigences contradictoires que le Beaux Arts Trio et Kim Kashkashian font leurs.

A. Lo.

Le retour du fils de Lenny Bruce

► Mojo Nixon & Skid Roper : *Unlimited Everything*. Disque, cassette, CD Enigma/EMI.

Mojo Nixon est un grand délinquant qui sévit dans les bars américains. Il absorbe en quantités faramineuses tous les déchets de la culture américaine et les restitue

sous une forme destinée à faire grimper aux rideaux la Majorité morale, le président Bush (malgré son patronyme, Nixon est du genre à brûler les banilières étoilées) et le président du fan-club d'Elvis.

En puisant son inspiration dans les tabloids de supermarché (ceux qui ont retrouvé Elvis vivant à la caisse d'un supermarché du Minnesota ou découvrent le rejeton monstrueux de l'union d'une habitante de Kalamazoo et d'un extraterrestre), chez les télévangélistes et - surtout - dans son inconscient fertile, Mojo Nixon vocifère ses diatribes, souvent drôles, parfois, simplement puérils, en s'accompagnant à la guitare soutenue par Skid Roper à la planche à laver et à la basse à une corde. Ce qui ne fait pas - mieux vaut en convenir tout de suite - un vrai disque de rock, plutôt une collection de monologues mis (un peu) en musique avec quelques trouvailles sonores réjouissantes comme la parodie du Velvet sur *Jesus At McDonald's*. Pour les amoureux des sous-cultures américaines et les nostalgiques de provocations de Lenny Bruce.

T. S.

L'élégance du choix

► Brazil Stars, trois volumes, CD Sigla/Vogue

Ne pas connaître la musique brésilienne n'est pas une tare, la découvrir encore moins. C'est mieux pour cela que de bonnes compilations d'éléments à la hauteur ? Celles de musique brésilienne jouent en général sur des thèmes porteurs, pochettes suggestives à l'appui : Rio et la samba, Bahia et ses danses torrides, le jazz et la bossa-nova. D'autres présentent quelques titres phares des grandes vedettes sans trop se soucier de la variété des rythmes, des styles musicaux et de leur enchaînement. Avec des titres ultra-connus pour le plupart, l'Américain David Byrne avait l'année passée joué sur du velours dans une sage compilation (*O Samba*, chez WEA), assurément chic, mais fade. En revanche, les trois volumes de *Brazil Stars* sont remarquables en ce sens qu'ils échappent aux modes, tout en restant suffisamment « grand public ». Il y a les incontournables - Chico Buarque, Milton Nascimento, Caetano Veloso, Maria Bethânia ou Jorge Ben - et d'autres, bien moins connus hors de leur pays, mais dont les noms sont liés à l'histoire de la musique populaire brésilienne depuis trente ans, comme le Quarteto em Cy, Maria Creuza ou le Zimbo trio. L'écoute est continue, sans rupture. La structure (interprètes et styles) identique au fil des volumes. Un seul CD, le deuxième, est susceptible de contenter l'amateur curieux.

V. Mo.

CINÉMA

L'été des sentiments

Dans le premier film de Philippe Faucon, des adolescents cherchent « l'Amour » à corps et cœur perdus

Ce n'est pas Paris, c'est sa banlieue : Saint-Denis. Les filles s'appellent Martine, Sandrine, Sophie, Perrine, Valérie, les garçons Joël, Riri, Alex, Paulo, Didier, Michel. C'est l'été, mais on ne part pas forcément en vacances. Alors on fume, dans les cafés, au dancing, on cherche un petit travail, on passe le temps comme on peut et, forcément, on pense à l'amour.

L'Amour est le titre du premier film de Philippe Faucon (trente-deux ans) qui a reçu le prix du Public au Festival de Belfort 1989, le prix Perspectives du cinéma français et le prix de la Fondation Gan pour le cinéma au Festival de Cannes 1990. De quoi attirer l'attention, en plein été, alors qu'il ne se passe pas grand-chose dans les salles. *L'Amour* est un film d'auteur qui a capté un certain « air du temps », comme l'an dernier *Un monde sans pitié*, d'Eric Rohmer, sauf que c'est exactement le contraire. Chez Rohmer, des jeunes gens prolongés piliers de la bohème parisienne intello ; chez Faucon, des adolescents en passe de devenir adultes, appartenant à un milieu prolétaire où personne ne se dore la pilule. Dans les deux cas, et avec des moyens, des styles différents, les jeunes cinéastes s'attachent à décrire des comportements d'aujourd'hui.

d'hui et c'est un air nouveau dans le cinéma français. Peut-être plus nouveau encore, chez Philippe Faucon, qui a réinventé, à Saint-Denis, le réalisme d'un milieu qu'on ne montre guère à l'écran, sinon sous des couleurs noires : misère, délinquance, etc.

L'amour, cela dit tout : l'éveil des sentiments, l'éveil de la sexualité et toutes les difficultés que cela suppose, même dans une société permissive. Philippe Faucon place ses personnages (conditions détestables, non professionnel ou lycéen) dans une période de disponibilité, un été de vacances, et les fait aller et venir au gré de leur propre vérité. Deux filles, Sandrine (Laurence Kertekian) et Martine (Julie Japhet), deux amis, se détachent du groupe. Sandrine, surveillée par un père jaloux (l'étonnant Gérard Royer) hésite entre Didier, un blond bien sage, et Joël, un brun tourmenté mais très séduisant. Martine cherche à planifier son existence. Elle va se marier. Peut-être pas pour le meilleur. Philippe Faucon filme la réalité de la vie en banlieue, un peu comme le Maurice Pialat de *Passé ton bac d'abord* (le seul film auquel on pourrait se référer) mais avec beaucoup de chaleur et d'humour, non sans une certaine improvisation. Cela donne un ton de liberté

correspondant aux incertitudes de l'existence chez des jeunes gens qui n'ont pas grand-chose à quoi se raccrocher.

Dans la description de ces personnalités incertaines, de ce désir d'amour à corps et cœur perdus, le film se révèle optimiste. Philippe Faucon n'aime pas seulement le cinéma. Surtout, il aime la vie.

JACQUES SICLIER

► Mort de la comédienne Margaret Lockwood. L'actrice britannique Margaret Lockwood s'est éteinte le dimanche 15 juillet à Londres. Elle était âgée de soixante-trois ans. Elève de la Royal Academy of Dramatic Arts, Margaret Lockwood commença sa carrière dans le théâtre avant de découvrir le cinéma à dix-huit ans dans *Lorna Doone*, de Basil Dean, en 1934. Alfred Hitchcock la lance vraiment en 1938 avec *Une femme disparaît*. Elle tiendra par la suite de nombreux premiers rôles dans le cinéma britannique d'après-guerre : *Train de nuit pour Munich*, de Carol Reed ou *Le Masque aux yeux verts*, d'Attilio, qui lui vaudra les foudres de la censure à cause de la profondeur de ses décolletés.

(Publicité)

ÉTUDIANTS DIPLOMABLES EN ARCHITECTURE

NIORT : VOTRE SUJET DE DIPLOME

LA RÉNOVATION DU CENTRE VILLE

Une indemnité de 7 000 F

PRIX DU MEILLEUR DIPLOME 5/10 000 F

Contact : le secrétariat de votre école, ou Michel Gaillard à l'adresse ci-après

Hôtel de ville, 79022 Niort Cedex.

Téléphone : 49-32-58-33 - Télécopie : 49-32-59-38.

Note à l'adresse des professionnels : Ce concours d'étudiants permettra de mieux cadrer le votre demain.

Le Monde

Édité par la SARL, le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 808 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

Radio Nostalgie

Eclat Théâtre

présentent le

FESTIVAL MOLIERE

2 spectacles en alternance

à 20 h tous les soirs du lundi au samedi

à 15 h les samedi et dimanche

au Pré Catelan

Théâtre de verdure du jardin Shakespeare

m° Porte Maillot,

bus 244 arrêt Bagatelle/Pré Catelan

retour assuré par navette jusqu'au métro

prix des places : 120 F

collectivités, étudiants, CV : 80 F

RESERVATIONS : 42.72.00.33



هكذا من الامل

12 Le Monde • Mardi 17 juillet 1990 •••

AGENDA

LUNDI 16 JUILLET

CINÉMA

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

LUNDI

Le Cinéma des pays nordiques : les Femmes (1979, v.o. s.t.f.), de Per Blom 14 h 30 ; Village gardé (1944, v.o. s.t.f.), de Tino Linnasalo, 17 h 30 ; Paradis d'été (1977, v.o. s.t.f.), de Gunnar Lindblom, 20 h 30

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Emittage, 8 (45-63-16-16) ;

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Esp., v.o.) : Max Linder

Paradise, 8 (48-24-88-88) ;

ALLO MAMAN (ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Emittage, 8 (45-63-16-16) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

ALWAYS (A., v.o.) : Miramar, 14 (43-20-99-52) ;

APARTMENT ZERO (Brit., v.o.) : Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont

Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ;

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ;

UGC Danton, 6 (42-26-10-30) ;

UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ;

La Pégode, 7 (47-05-12-15) ;

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ;

UGC Blaritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ;

Escorial, 13 (47-07-28-04) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ;

UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Les Nation, 12 (43-43-04-67) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ;

UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ;

Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

UGC Convention, 15 (48-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ;

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31) ;

Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ;

Gaumont Convention, 15 (48-22-46-01) ;

CHARLIE (A., v.f.) : Club Gaumont

(Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97) ;

Républic Cinéma, 11 (48-06-51-33) ;

Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ;

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-06-51-33) ;

Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ;

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ;

George V, 8 (45-62-41-46) ;

CŒURS FLAMMÉS (Dan., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ;

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les

Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ;

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet

Logos II, 8 (43-54-42-34) ;

Le Triomphe, 8 (45-74-94-94) ;

UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Les Nation, 12 (43-43-04-67) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ;

UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ;

Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

UGC Convention, 15 (48-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ;

Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ;

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet

Parnasse, 6 (43-26-58-00) ;

Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ;

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14

Juliet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ;

Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ;

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLES PAS (Pol., v.o.) : 14

Juliet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ;

Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ;

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (42-71-52-36) ;

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ;

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (42-71-52-36) ;

Studio des Ursulines, 6 (43-26-19-09) ;

METTONS LES VOILES (Brit., v.o.) : UGC

Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ;

v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ;

UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (42-71-52-36) ;

Studio des Ursulines, 6 (43-26-19-09) ;

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR. Film français de Phi-

lippe Faucon : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

AGENDA

ÉCHECS

Joël Lautier non qualifié pour le Tournoi des candidats

Triomphe soviétique à l'interzonal de Manille

Le Tournoi interzonal d'échecs de Manille (Philippines) s'est achevé samedi 14 juillet par le triomphe des soviétiques Boris Gelfand et Vassily Ivantchouk, troisième ex-aequo au classement mondial de la FIDE avec 2 680 points ELO derrière Kasparov, 2 730 et le champion du monde Kasparov, 2 800. Les onze premiers sont qualifiés pour le Tournoi des candidats, qualificatif pour le championnat du monde de 1993 (1). Le jeune grand maître français Joël Lautier, dix-sept ans, a terminé à la vingt-neuvième place avec 6,3 points sur treize possibles.

Le pronostic de Kasparov, qui voyait à Joël Lautier une « bonne chance » de terminer dans les onze premiers du terrible Tournoi de Manille (le Monde du 6 juillet) s'est donc révélé faux. En tête jusqu'à la quatrième ronde, encore en course à la neuvième, Lautier a subi alors deux défaites qui lui ont ôté toute chance de se qualifier.

Cependant, avec quatre victoires (Piasetski, Yousassine, Adams et Vaganian, champion d'URSS en titre), cinq nuls (Ljubovjevic, Dolmatov, Khalifman, Sokolov et Marin) et quatre défaites (Gelfand, Kortchnoi,

Anand et Shirov), Lautier n'a pas à rougir de son parcours. Avec 2 570 points il n'était que le quarante-deuxième joueur du Tournoi au classement ELO sur les soixante-deux participants. Il a battu un qualifié, fait nul avec un autre et trois de ses quatre défaites lui ont été infligées par le premier, le troisième et le cinquième qualifiés.

Reste que le but qu'il s'était fixé : être champion du monde, s'éloigne. L'échec 1993 est mortel. Tout est à reprendre pour 1996, et s'il en avait jamais douté, Lautier a pu vérifier de près que Gelfand et autres Ivantchouk, ne l'attendront pas en route.

Classement. — 1. Gelfand (URSS) et Ivantchouk (URSS), 9 sur 13 ; 3. Anand (Inde) et Short (Angl.), 8,5 ; 5. Kortchnoi (Suisse), Yousassine (URSS), Dreiev (URSS), Dolmatov (URSS), Nikolic (Youg.), Sax (Hong.) et Huebner (RFA), 8. Tous qualifiés. Il y avait soixante-deux participants.

(1) Le Néerlandais Timman, l'Anglais Speelman et le Soviétique Yousassine, respectivement finalistes et demi-finalistes du dernier Tournoi des candidats sont aussi qualifiés.

TOURISME

Dans un camp de nudistes

Facteurs «à cheval»

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le camp de nudistes du Cap d'Agde dans l'Hérault, un des plus grands d'Europe — dix mille adeptes l'été —, fait figure de ville de bord de mer très organisée: cent cinquante commerçants assurent le ravitaillement des touristes de toutes nationalités, hébergés dans quelque deux mille cinq cents appartements. Pourtant dans cet apparent paradis où chacun vaque tranquillement à ses occupations, souffle un vent de fronde contre l'administration de la poste.

Celle-ci refuse de distribuer le courrier à l'intérieur du camp, et contraindre les estivants à venir chercher leurs lettres dans des boîtes postales à l'extérieur. D'où une distribution anarchique et des pertes de lettres qui provoquent l'indignation. «Nous ne sommes pas de même pas des postiers», argumente M. Georges Vidal, un retraité naturaliste, pour qui il y a à la fois une forme excessive de racisme puisque les nudistes sont privés d'une distribution qui profite à l'ensemble de la population.

Les PTT se réfugient derrière la loi du 17 juillet 1983 qui protège les fonctionnaires de toute atteinte à la dignité, et exige de l'administration qu'elle les soustrait aux outrages à la pudeur, émanant dans le camp ne présente pas beaucoup de risques reconnait M. Jacques Fernandez, responsable de la distribution dans l'Hérault, toutefois pour certains préposés, cette situation rapprochée peut constituer une gêne que nous souhaitons éviter.

Les nudistes ont décidé de déposer un recours devant le tribunal administratif.

JACQUES MONIN

CARNET DU MONDE

Naissances

— M. Pascal JACOB et M^{me} née Frédérique Galey, 60 ans, née JACOB, sont heureux d'annoncer la naissance de

Clement,

le 10 juillet 1990, 57, rue Saint-Jacques à Paris-5.

— Serge et Suzanne PICARD ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël,

le 25 juin 1990.

34, square de Clignancourt, 75018 Paris.

Décès

— Alger, Paris. Ses enfants, Georges et Danielle, ses petits-enfants, ses frères, Roland et Charles, ses parents, Aliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Viviane ALEZRA,

survenue à Paris, le 8 juillet 1990, à quatre-vingt ans.

69, rue Marx-Dormoy, 75018 Paris.

— M. Michel Albert, directeur de la production et du transport, et M. Jean Benar, inspecteur général à l'électricité de France, ont le regret de faire part du décès de

Pierre BONIN, ancien chef du groupe régional de production thermique Est, survenu le jeudi 12 juillet 1990.

Le service religieux sera célébré le mercredi 18 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, 3, place Ile-de-France, à Strasbourg-Meinau.

— M. et M^{me} Jean Chrétien, ses enfants, M. Lionel Chrétien, M. Denis Chrétien, ses petits-enfants, toutes les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CHRÉTIEN, libraire expert, président honoraire du Syndicat de la librairie ancienne et moderne, expert près les tribunaux, survenu le 10 juillet 1990, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse, célébrée dans la plus stricte intimité familiale, le vendredi 13 juillet, en l'église de Saint-Germain-en-Laye, a été suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

17, rue Thiers, 78100 Saint-Germain-en-Laye, 178, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

(Né le 18 janvier 1911 à Paris, Pierre Chrétien avait présidé de 1954 à 1989 le Syndicat de la Librairie ancienne et moderne, avant d'en devenir le président d'honneur. Sa librairie de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris, était spécialisée dans les éditions rares depuis trois générations (1870-1910-1955).)

— Rousses, Paris, Gargenville. Michel, Nicole, Paul, ses enfants, Christine, Laurence, Isabelle, Frédéric et Jean-Denis, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Marc FOURNIER,

survenu le 10 juillet 1990, dans sa soixante-dix-septième année.

— Sainte-Maure-en-Touraine, Chartres, Paris. La famille HAROCHE de Belhomert a la douleur de faire part du décès de

Antoine,

leur fils et frère, le 4 juillet 1990, à Paris.

10, rue du Général-de-Gaulle, 28240 Belhomert.

— Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Josée ISTASSE,

survenue à Morondava (Madagascar), le 11 juillet 1990, dans sa trente-cinquième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Morondava, dans l'intimité familiale.

Prix pour lui.

6, rue Léonard-Euler, 94000 Créteil, BP 171, Morondava (Madagascar).

GUY BROUTY

Messes anniversaires

— Il y a deux ans, le 23 juillet 1988,

Alain BELLANGER

disparaissait, dans sa quarante-deuxième année.

Il était, notamment, cofondateur de l'agence-conseil en marketing direct Bellanger, Fournier et associés et de la revue les Dossiers du marketing direct.

Dominique Bellanger, sa veuve, Gertrude Fortin, sa mère, Jean-Claude Bellanger, son frère,

invitent tous ceux qui l'ont connu, apprécié ou aimé, à assister à la messe anniversaire qui sera dite à sa mémoire, le lundi 23 juillet 1990, à 18 h 45, en l'église Saint-François-Xavier (chapelle de la Vierge), place du Président-Mithouard, Paris-7.

8, boulevard du Montparnasse, 75015 Paris.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de

M. Paul LEMERLE,

membre de l'Institut, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

— 16-17 juillet 1942, rafle par la police française de Vichy de 4 115 enfants, dont nos frères :

Maurice TSETVERY

(neuf ans),

Paul SZWARC

(cinq ans),

de 5 919 femmes, dont nos mères :

Adèle SKORKA-TSETVERY

(trente-neuf ans),

Ruchla DUKAT-SZWARC

(trente-sept ans),

de 3 118 hommes, dont nos pères :

Nathan TSETVERY

(quarante-trois ans),

Lejbus SZWARC

(quarante-cinq ans).

Au total 13 152 âmes humaines qui, pour le seul motif d'être nés juifs, furent arrêtés, internés au Val d'Aix, à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands, qui les dispersèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent assassinés, gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette ignominie ne s'efface jamais.

Deux fils recueillis, anciens Résistants et combattants juifs, membres de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France.

Communications diverses

— Radio-Shalom (94.8), mardi 17 juillet, à 20 heures, émission « La lettre et l'esprit », spécial Paul Celan, par Alain Salié.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-56-29-84

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et abonnés : 77 F

Communications diverses : 90 F

Une cérémonie à Istanbul

à la mémoire

de Jean-Pierre Thieck

Les amis de Jean-Pierre Thieck, dit Michel Farrère, correspondant du Monde en Turquie depuis 1986, mort le 5 juillet à Paris à l'âge de quarante et un ans, ont organisé une cérémonie en son souvenir à Istanbul.

Le Consul général de France, des historiens et journalistes turcs et étrangers, ses amis, ont jeté une couronne de fleurs dans le Bosphore en un lieu-symbole d'Istanbul : le pont d'Ortakoy qui joint l'Occident à l'Orient. Agrégé d'histoire, Jean-Pierre Thieck avait consacré ses recherches à l'empire ottoman à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul, après deux ans à l'Institut français d'études arabes de Damas et trois ans au Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain à Beyrouth.

Les personnes qui souhaitent rendre hommage à la mémoire de Jean-Pierre Thieck peuvent adresser leurs dons : à l'Institut médical d'épidémiologie tropicale Léon M'Ba, 10 avenue de la Porte d'Aubervilliers, Paris-19^e ; ou à l'Association AIDES, 6, Cité Paradis, 75010 Paris, CCP 24 129 42 U.

interflora

CHEZ VOTRE FLEURISTE OU AVEC NOTRE
NUMERO VERT 05 203 204

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 18
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

La Monde-Entreprises,

M. André Fontaine, gérant.

Imprimé

de « Monde »

12, M. Gaudy

94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 547

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans,
directrice du développement
5, rue de Montheau, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 45-55-94-70 - Société Biale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-16 - Type LEMONDE
ou 36-16 - Type LAM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

PP, Paris RP

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 400 F 572 F 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN Accompagné de

votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

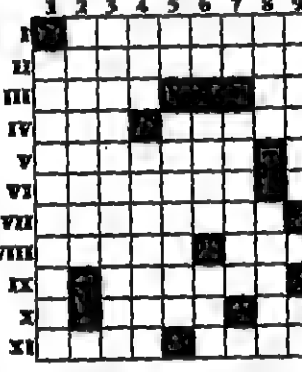
Adresse : Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5304



HORIZONTALEMENT

1. Simple quand il n'y a aucun effet.
2. Vraiment pas pratique.
3. Erreur, dans la Loire-Atlantique, Nourriture pour un rongeur.
4. Apertus.
5. Découpe.
6. V. Arrondir les angles.
7. Galle du chêne.
8. Peuvent amener un refroidissement.
9. VIII. On lui attribue un livre dont il n'est peut-être pas l'auteur. S'échappe dès qu'on ouvre le bec.
10. IX. Archipel de la côte du Finistère.
11. X. Prénom de femme de lettres. Pas dit.
12. XI. Pile quand il est vieux. Diraient.

VERTICALEMENT

1. Parler haut et fort.
2. Qui se sont donc un peu calmées.
3. Quand ils sont hauts, peuvent être assimilés à des légumes.
4. Comme un joueur qui ne peut rien faire. Flot.
5. Symbole d'un métal léger. Disposées comme des pierres dans une maçonnerie.
6. Partolpe. Une pièce généralement très sombre. Un cap entre l'Alcantara et Valence.
7. Préparation, fourmi du sucre en Indonésie.
8. Passe à Evreux. N'est pas très bonne quand elle est peinte.
9. Pas avantagées. Quartier de Turin.

Solution du problème n° 5303

Horizontalement

1. Permanents. Mima. — 2. Elders. Ta. Pré. — 3. Réa. Rôles. — 4. Mugissements. Oé. — 5. Tomba. Eure. — 6. Néoménie. Repu. — 7. Et. Us. Sœur. Ger. — 8. Noca. Pezence. — 9. Tun. Ab. Spiritus. — 10. Effigie. Adèle. — 11. Ferrer. Cesso. — 12. Ma. Rô. Les. Réa. — 13. Ignifuger. Buste. — 14. Meure. Etapes. — 15. Lésés. Silence.

Verticalement

1. Plantes. Tournai. — 2. Elders. Ta. Pré. — 3. Réa. Rôles. — 4. Mugissements. Oé. — 5. Tomba. Eure. — 6. Néoménie. Repu. — 7. Et. Us. Sœur. Ger. — 8. Noca. Pezence. — 9. Tun. Ab. Spiritus. — 10. Effigie. Adèle. — 11. Ferrer. Cesso. — 12. Ma. Rô. Les. Réa. — 13. Ignifuger. Buste. — 14. Meure. Etapes. — 15. Lésés. Silence.

GUY BROUTY

50 من الاجل

ÉCONOMIE

BILLET

Adam Smith toujours visible

Le 17 juillet 1790 — il y a deux cents ans — mourait Adam Smith, économiste anglais auteur de la *Richesse des nations*. Son message, simplifié à l'extrême, a pénétré tant bien que mal les deux siècles qui nous séparent de lui. Il tient en une phrase : le meilleur moyen d'assurer la prospérité d'une société est de laisser chacun de ses membres poursuivre comme il l'entend son intérêt propre.

La question des rapports entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif était amplement débattue au dix-huitième siècle, mais essentiellement dans le champ politique. La nouveauté de Smith, c'est d'avoir montré que la libre recherche du profit individuel se justifiait aussi sur le plan économique.

La loi de Smith, fondée sur l'étude de la décomposition du système féodal dans les campagnes anglaises, paraît plus pertinente que jamais, aujourd'hui, dans des sociétés industrielles complexes. Le hasard a voulu, en effet, que le contre-modèle économique le plus abouti, celui du bloc communiste, soit arrivé à une impasse exactement deux cents ans après la mort d'Adam Smith. *The Economist*, qui consacre sa couverture de cette semaine au « moderne Adam Smith », résume ainsi l'expérience du « socialisme réel » : « Avec beaucoup d'efforts et d'ingéniosité ainsi que la négation systématique de la liberté personnelle, les gouvernements peuvent supplanter l'intérêt individuel et la concurrence, et remplacer le marché par l'effort collectif et une planification très visible des ressources et des emplois. Le résultat, c'est cinq ans de liste d'attente pour acheter une Trabant. »

Le libéralisme n'a pas le triomphe modeste, et prête à l'âme d'Adam Smith une joie sans mélange devant les derniers développements de l'actualité. C'est oublier le scepticisme foncier de Smith qui, souligne Albert Hirschman dans les *Passions et les intérêts* (PUF, 1980), « ne fonde guère d'espoirs sur les répercussions morales et politiques du développement économique ».

S. GH.

Après le voyage de M. Fauroux à Berlin

Le groupe français Lafarge achète la principale cimenterie est-allemande

Le groupe Lafarge a obtenu l'autorisation des autorités de Berlin de racheter la principale cimenterie est-allemande. Cette vente devait être annoncée lundi 16 juillet, à la suite du voyage, la semaine passée, de M. Fauroux, le ministre français de l'Industrie. Elle était attendue en France, où l'on estime que le processus de privatisation des entreprises de l'Allemagne de l'Est apparaît trop étroitement contrôlé par celles de l'Ouest (le Monde du 14 juillet).

BERLIN

de notre envoyé spécial

Le groupe Lafarge va reprendre pour l'heure la gestion de la grande cimenterie de Karsdorf (4,5 millions de tonnes de capacité), située à l'ouest de Leipzig. Il va lui apporter également 50 millions de deutschemarks (180 millions de francs), afin de payer les salaires des mois à venir : l'organisme central, qui a repris toutes les entreprises est-allemandes afin de les privatiser — le Treuhandanstalt — n'étant pas assuré de pouvoir le faire. Une estimation des actifs sera faite dans les prochains mois par ce même Treuhand et la cimenterie française se portera alors acquéreur de 100 % des actions.

Cette opération permettra à Lafarge de porter sa part actuelle de 2,5 % du marché ouest-allemand à quelque 12 % du marché total, Ouest et Est réunis. Pour grossir outre-Rhin, le détachement par les privatisations de Berlin n'a donc pas été inintéressant. D'autant que, si « les machines sont défectueuses et polluantes », selon M. Jacques Lefèvre, administrateur général du groupe et artisan de l'accord, le gros-ciment — très important dans le ciment — est en bon état.

Compte tenu des investissements à faire, qui dépendront de l'évolution du marché du bâtiment en Allemagne de l'Est, Lafarge estime devoir dépenser entre 1 et 2 milliards de francs. « Un prix inférieur à ce que l'on paie en rachetant

une cimenterie ailleurs, qui est plutôt de l'ordre de 100 dollars le million de tonnes de capacité », nous a expliqué à Paris M. Bertrand Collomb, le PDG de Lafarge. Il se refuse à donner une estimation des sureffectifs parmi les trois mille salariés de Karsdorf. « Tout dépendra des investissements que nous ferons et, compte tenu du fait que les salaires à l'Est sont le tiers de ceux de l'Ouest, il n'est pas sûr que nous choisissons de substituer très vite des machines aux hommes ».

Un accord de principe avait été conclu avec les directeurs de l'usine le 12 juin dernier, après six mois de discussions. Depuis, il a fallu convaincre le Treuhand, en cours de création et qui avait donné l'impression jusqu'ici d'être contrôlé par et pour les entreprises de l'Allemagne de l'Ouest.

« Les groupes français auraient dû venir avant la fusion monétaire, il y a trois mois », explique M. Guenter Treuhand, un des patrons du Treuhand. Les firmes ouest-allemandes ont aujourd'hui pris des contacts avec les directions des entreprises à privatiser et cela compte beaucoup. »

Les projets de L'Air liquide

C'est un peu la position dans laquelle se trouve L'Air liquide. La spécialiste française des gaz industriels essaie de racheter l'usine de Tega (2 600 personnes), la seule du secteur à l'Est. Affaire conclue, sa part du marché allemand passerait de 6 à 18 %. L'Air liquide est prêt à investir 500 millions de DM (1,8 milliard de francs environ) dans les trois ans, selon M. Herbert Verse, patron de la filiale ouest-allemande, qui négocie le rachat.

Mais il faut encore convaincre l'état-major de Tega, qui semble avoir subi le charme des concurrents ouest-allemands Linde et Messer-Griesheim. Dans sa quête, Pechiney a mis de son côté les directeurs de l'usine de tubes en aluminium qu'il veut acquérir, mais, cette fois, l'affaire est bloquée par les concurrents ouest-allemands au niveau du Treuhand.

Venus un peu tard à Berlin ou éga-

rés dans l'évolution trop rapide de la situation politique, des mouvements d'hommes et de lois, les grands groupes français sont pourtant assez nombreux à avoir des projets.

Les grandes entreprises publiques de l'énergie qui veulent vendre le plus souvent leurs usines et leurs technologies (EDF, Charbonnages, Gaz de France, le CEA ou l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie), mais aussi les autres, comme Fives-Cail, qui espère vendre des équipements de sucrerie, Schindler, qui place ses compteurs ou la Lyonnaise des eaux ses stations d'épuration. « Ce n'est pas facile », reconnaît M. Fauroux, qui a commencé à Berlin une trentaine de ces industries la semaine passée. La complexité technique et juridique explique aussi l'autisme français.

Face aux autorités du Treuhand, M. Jules Condon, des chaussures André, pose une question simple : « Comment puis-je acheter des bottes ? » La réponse fut bien confuse. Reste que la tâche du Treuhand est considérable : privatiser huit mille entreprises de l'industrie, du bâtiment, de l'agriculture et du commerce.

Selon un premier sondage, cité par M. Krause, le vice-président du directeur, leur valeur comptable atteindrait 300 milliards de DM (plus de mille milliards de francs). Parmi elles, 40 % pourraient devenir compétitives, 30 % devront être assainies, les 30 % restants devant fermer. Cette dernière tranche représentant tout de même 40 % des quatre millions de salariés de l'ensemble. On comprend par ce seul chiffre que la barre des 1 million de chômeurs sera dépassée immédiatement en Allemagne de l'Est et que le chiffre de 2 millions paraît plausible.

Tâche énorme, donc : la reconstruction de l'Est de l'Allemagne prendra du temps. Pour l'instant, les entreprises d'Allemagne de l'Ouest raffinent l'essentiel des bons morceaux. Mais la destruction du mur devrait aussi être bénéfique aux autres. Les industriels français, en général très faiblement implantés dans une RFA, ont beaucoup de travail et trouvent des opportunités pour se développer dans la nouvelle Allemagne.

ERIC LE BOUCHER

Soutenu par un pool de banques françaises et étrangères

M. Bernard Tapie emprunte 1,6 milliard de francs pour reprendre Adidas

Conformément à ce qu'il avait annoncé, M. Bernard Tapie devait révéler lundi 16 juillet les modalités du rachat par son groupe de la firme ouest-allemande Adidas. L'homme d'affaires français va devoir déboursier 1,6 milliard de francs pour acquérir 80 % du capital du numéro un mondial des chaussures de sport (9600 salariés et 15 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989, en y intégrant le produit des ventes de licence) auprès des quatre sœurs Dassler. Dans l'immédiat l'opération va être réalisée par l'intermédiaire d'un prêt syndiqué de 1,6 milliard.

Pour acquérir 80 % du capital d'Adidas, M. Bernard Tapie va devoir déboursier 1,6 milliard de francs, nettement moins que les estimations qui avaient circulé, en Allemagne notamment. On avait parlé d'un prix de 3 milliards de francs, chiffre que M. Tapie a longuement tardé à démentir.

La somme est modeste si on la rapporte au volume d'affaires d'Adidas (elle n'en représente que 10 %) et à la valorisation en Bourse des principaux intervenants du secteur. Wall Street valorise Nike, l'un des deux grands rivaux d'Adidas dans les chaussures de sport, à plus de 17 milliards de francs, soit une fois et demie son chiffre d'affaires. Un tel multiple ne peut évidemment pas être appliqué à Adidas. Contrairement à son très sérieux concurrent, la firme ouest-allemande perd de l'argent. Ses pertes pour 1989 — qui seront révélées lors de l'assemblée générale des actionnaires prévue pour la mi-août — devaient avoisiner les 300 millions de francs.

Par ailleurs, les 80 % acquis auprès des quatre sœurs Dassler ne permettent pas à Bernard Tapie de prendre le contrôle d'ISL, la filiale sponsoring sportif qui associe Adidas à tous les grands événements sportifs mondiaux (Jeux olympiques, Coupe du monde de football), ce qui a probablement limité leurs prétentions.

Une facture raisonnable

Raisonnée, cette facture de 1,6 milliard de francs est cependant élevée au regard des moyens dont dispose la holding du député de Marseille : la note représente en effet plus de 54 fois les bénéfices 1989 de BTF.

La transaction devrait être financée à la hauteur de 1 milliard de francs par un emprunt auprès d'un pool bancaire comprenant sept à huit institutions. Incertaine jusqu'à la dernière minute, la participation du Crédit agricole est finalement acquise. La banque vort avait procédé à l'introduction en Bourse du groupe Bernard Tapie Finance à l'automne dernier.

Au côté de la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, banquier et actionnaire du groupe Bernard Tapie Finance, le Crédit agricole, la BNP, les AGF (via la Banque du Phénix), des banques allemandes et deux institutions japonaises devraient débloquer des fonds, dont une partie sous forme de crédit relais à très court terme.

Ce dernier devra en effet être remboursé d'ici à la fin de l'année par le groupe Bernard Tapie Finance, grâce aux sommes dégagées par la cession probable de Termination et de Testut et grâce à la vente éventuelle d'actifs détenus par Adidas. Le solde — soit 600 millions de francs — sera apporté par une augmentation des capitaux permanents de Bernard Tapie Finance.

CAROLINE MONNOT

Selon l'indice provisoire de l'INSEE

Les prix ont augmenté de 0,2 % en juin

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,2 % en juin après une hausse similaire en mai et une progression de 0,4 % en avril, selon l'indice provisoire publié lundi 16 juillet par l'INSEE. Sur les douze derniers mois, la hausse des prix s'est établie à 3 %.

Le différentiel d'inflation avec la RFA reste de 0,7 % sur douze mois. Toutefois, si l'on prend en compte seulement le premier semestre 1990, les deux pays ont fait jeu égal avec une hausse de 1,6 %.

Le mois de juin est traditionnellement calme sur le front des prix. Cette année, il a dû bénéficier de la légère baisse des produits pétroliers.

En revanche, le relèvement de 2 % des tarifs de Gaz de France intervenu au 15 mai a dû se répercuter en partie sur l'indice du mois de juin.

INSOLITE

Chers essuie-glace

M. Robert Kearns est bien l'inventeur du système d'essuie-glace qui règle sa vitesse en fonction de l'intensité de la pluie. Mais il aura fallu quatorze années de procédure à cet Américain de soixante-trois ans pour le faire reconnaître par un jury du tribunal de Detroit (Michigan) et faire condamner la firme automobile Ford à lui verser 5 millions de dollars (28,5 millions de francs).

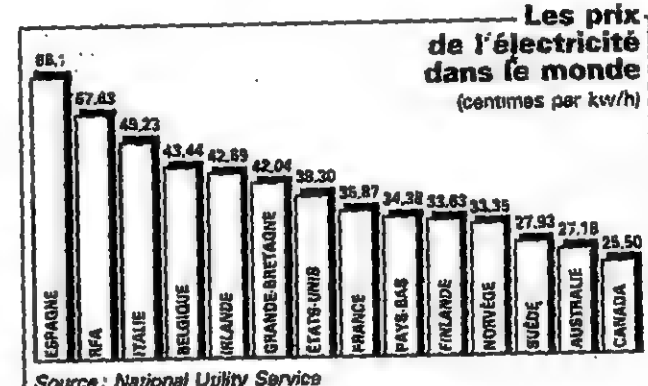
C'est en 1962 que M. Kearns avait équipé sa propre voiture de ce système d'essuie-glace qui fonctionne par intermittence et dont bien d'autres constructeurs se sont inspirés depuis.

D'ailleurs, même si la justice ne lui a pas accordé les 141 millions de dollars (803,7 millions de francs) qu'il réclamait, ce jugement devrait être utile à M. Kearns dans les actions qu'il a intentées contre General Motors, Chrysler, Delmhorst-Benz, Honda, Toyota et Nissan. — (AFP)

L'électricité plus chère aux Etats-Unis qu'en France

La France occupe une place médiane au classement publié par la National Utility Service concernant le prix de l'électricité dans quinze pays. Cette société de conseil en achat d'énergie — qui a des bureaux à New-York, Paris, Sydney, Milan — fait chaque année une étude qui compare les tarifs nationaux moyens pratiqués par les fournisseurs d'électricité aux gros consommateurs industriels ou commerçants (grands hôtels, hôpitaux).

L'Espagne détient le record de l'électricité la plus onéreuse avec un prix moyen de 66,1 centimes dérivant ainsi l'Allemagne qui prend la deuxième place (57,8). Vient ensuite l'Italie (49,3) qui a subi par ailleurs la plus forte augmentation de prix entre avril 1989 et avril 1990 (+ 15,1 %). En Belgique, en Irlande, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis sont pratiqués des tarifs plus élevés qu'en France... Tandis qu'aux Pays-Bas



Source : National Utility Service

(34,38), en Norvège (33,35), en Suède (27,92), en Australie et surtout au Canada (25,50), l'électricité est moins coûteuse.

Entre avril 1989 et avril 1990, les entreprises françaises ont vu leurs factures d'électricité augmen-

ter en moyenne de 3 %, ce qui amène le prix du kilowattheure (kWh) à 35,87 centimes. Ce chiffre, relativement bas par rapport à celui de la plupart des pays de la CEE et aux Etats-Unis s'explique, selon le NUS, par la volonté gouvernementale de contrôler le taux d'inflation.

Malgré les créations d'emplois dans les vingt-quatre pays membres de l'OCDE

Le chômage ne devrait pas se réduire en 1991

Malgré la croissance et la création d'emplois, le chômage ne devrait pas diminuer en 1991 dans l'ensemble des vingt-quatre pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), d'après le rapport rendu public par cette organisation vendredi 13 juillet.

Le mouvement de création d'emplois devrait se ralentir avec une progression de 1,2 % en 1990 et de 1,1 % en 1991, et le taux de chômage se stabiliser (6,4 % cette année, comme en 1989, et 6,5 % en 1991). On compterait 25,3 millions de chômeurs fin 1990 et 500 000 de plus l'année suivante.

Partout ou presque, l'OCDE constate les mêmes tensions. La progression de l'emploi est forte, le pourcentage de personnes occupant un poste de travail atteint des

niveaux records et le chômage chute pour la sixième année consécutive. Mais, pour autant, le volume des demandeurs d'emploi reste au-dessus des résultats que les pays membres obtenaient il y a plus de dix ans, lors de la dernière reprise forte. Installée durablement, la croissance actuelle n'entraîne pas la réduction du chômage, que sa création d'emplois pouvait faire espérer. A l'exception des nations les plus libérales, le chômage de longue durée ne se dilue pas, au contraire.

En dépit de quelques différences, la situation française ne tranche pas avec ces tendances. De 9,5 % de la population active au chômage, en 1989, la France passera à 9,3 % en 1990 et à 9,2 % en 1991. Les Etats-Unis devraient voir leur taux de chômage augmenter légèrement (de 5,3 % à 5,4 %), ainsi que le Japon (de 2,2 % à 2,3 %). La Grande-Bretagne va rompre avec le succès puis-que elle devrait passer de 6,1 % en

1990 à 6,5 % en 1991. Seule la RFA est supposée connaître une amélioration relative, si l'on ne tient pas compte des effets de l'unification, car, après 5,5 % en 1989, elle afficherait 6,1 % en 1990, mais 5,9 % en 1991.

La pénurie de personnes qualifiées

Il apparaît, ainsi que le notent les experts, que « ce chômage est fondamentalement de nature structurelle » et qu'« il n'existe guère de moyens de lutter contre le chômage en agissant sur la demande globale ». Les politiques d'intervention ayant atteint leurs limites, A de rares exceptions près, l'accroissement de la population active se ralentit, essentiellement du fait d'une moindre arrivée de jeunes sur le marché du travail, qui prive les chefs d'entreprise du personnel qualifié dont ils ont besoin. Un nombre croissant d'employeurs

se plaignent des effets de la pénurie.

En conséquence, plusieurs objectifs deviennent indispensables. L'OCDE considère que « l'ajustement et l'adaptation du marché du travail s'imposent » et en arrive à porter son attention sur l'activité des femmes, le plein développement. De même, l'insertion professionnelle des chômeurs devient une nécessité, y compris par le biais d'emplois « souples » ou précaires.

Mais, fondamentalement, l'introduction des nouvelles technologies devrait conduire à prendre une série de mesures. D'abord pour mobiliser ensuite pour développer la formation et le perfectionnement des travailleurs, qu'ils occupent ou non un travail. Enfin, pour faciliter la recherche d'emplois et le recrutement, l'accent devrait être mis, selon l'OCDE, sur une politique active et non passive de traitement social pour les chômeurs.

ALAIN LEBEAUBE

eslsca

3^{es} CYCLES SPÉCIALISÉS

L'E.S.L.S.C.A. propose les programmes suivants, aux diplômés (médecins, pharmaciens, ingénieurs, architectes, IEP, maîtrises...) ou aux cadres :

- MANAGEMENT DES ENTREPRISES
- INGÉNIERIE FINANCIÈRE
- TRADING

Admission sur titre
Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ECOLE SUPÉRIEURE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949. Reconnue par l'Etat
1, rue Bongainville, 75007 Paris, tél. : (1) 45-51-32-59

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le rapport annuel de l'OCDE sur la situation financière des pays en développement

La dette globale du Tiers Monde a cessé de croître

Dans son rapport annuel « Financement et dette extérieure des pays en développement », l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques, constate que la dette globale du Tiers Monde a cessé d'augmenter en 1989.

Avec un total de 1 322 milliards de dollars, note l'OCDE, l'encours global de la dette extérieure du Tiers Monde est revenu à son niveau de 1987. En outre, les flux de ressources financières en direction des pays en développement ont « poursuivi la lente remontée amorcée depuis la chute brutale de la première moitié des années 80 ».

Comme dans les années précédentes, les apports publics ont représenté la plus grosse part de ces flux, l'aide sous forme de crédits bonifiés comptant à elle seule pour près de la moitié du total. La nouveauté, c'est d'une part la

remontée des crédits à l'exportation, redevenus positifs pour la première fois depuis 1985, et d'autre part le gonflement des prêts bancaires.

Les banques auraient donc repris leurs prêts aux pays en développement ? Pas vraiment, explique l'OCDE. Par l'une de ces chaussettes statistiques qui fourmillent dans l'évaluation de la dette, l'accumulation des arriérés de paiement chez certains pays débiteurs apparaît comme une augmentation des crédits bancaires !

Le plan Brady, un progrès

L'OCDE relève trois facteurs déterminants pour l'évolution du problème de la dette dans les années à venir : la hausse des taux d'intérêt à l'échelon mondial ; la nouvelle approche représentée par le Plan Brady ; la mutation des économies planifiées.

Le sentiment s'est répandu, note l'OCDE, que le monde souffrait d'une « pénurie de capitaux ». Le fait est que la reprise massive des investissements depuis 1984 dans les pays industrialisés a coïncidé avec une baisse du taux d'épargne dans ces mêmes pays. La demande en capital devant rester très forte, notamment en Europe, « il est peu probable que l'offre puisse être accrue sans que les taux d'intérêt réels demeurent élevés ». Première conséquence, la charge des intérêts et dividendes payés par les pays en développement ne peut que continuer à croître (elle a été de 107,7 milliards de dollars en 1989, soit 10 milliards de plus qu'en 1988). Deuxième conséquence, plus positive : les pays en développement devront rivaliser pour obtenir des capitaux, donc assurer à ceux-ci un meilleur rendement, c'est à dire les utiliser de façon plus efficiente.

Le Plan Brady constitue un « progrès » dans la stratégie inter-

naionale de la dette « en apportant un soutien officiel, tant moral que financier, aux opérations de réduction de la dette des pays à revenu intermédiaire lourdement endettés qui mettent en œuvre des politiques d'ajustement résolues ». Dans ce cadre « en Amérique latine, on constate une évolution de la conception de la politique économique qui va exactement dans le sens requis pour rétablir la crédibilité et la solvabilité ». Restent plusieurs questions graves : faut-il étendre les opérations de réduction de la dette aux créances publiques dans le cadre du Club de Paris pour uniformiser le traitement des pays débiteurs ? Les ressources publiques pour ces opérations de réduction sont-elles suffisantes ? Les risques grandissants pris par la Banque Mondiale et le FMI ne sont-ils pas trop importants ?

S. GH.

Dans un livre sur « le Sterling en danger »

Sir Alan Walters relance la polémique sur le système monétaire européen

La publication prochaine d'un livre de Sir Alan Walters, conseiller économique de M^{re} Thatcher, intitulé *le Sterling en danger*, a relancé, outre-Manche, la controverse sur une adhésion prochaine de la devise britannique au système monétaire européen (SME).

LONDRES

correspondance

Le système monétaire européen fait l'objet d'une nouvelle attaque en règle de Sir Alan Walters, ancien conseiller économique de Downing Street, dont le dernier livre, *le Sterling en danger*, doit être publié à la fin de ce mois. « Un système pervers et faussé par excellence », écrit-il dans cet ouvrage professant ses vues ultramonétaristes. Le professeur Walters, qui vit aux États-Unis et enseigne à l'université John Hopkins de Baltimore, ne mâche pas ses mots à l'égard du « serpent » communautaire : « Il s'agit de pseudo-taux de change fixes accompagnés d'une prétendue politique monétaire au sein d'un système mal ficelé ». Aux yeux de l'ancien collaborateur de M^{re} Thatcher, la Bundesbank, « dilatoire et non élu », ne peut que dominer la future Europe monétaire.

La personnalité de Sir Alan, ses liens avec M^{re} Thatcher et l'actualité du problème de l'adhésion de la livre sterling au SME expliquent qu'un quotidien aussi sérieux que le *Financial Times* n'a pas hésité à passer outre à l'embargo de l'éditeur pour publier des extraits dans ses éditions du 11 juillet.

Le séduisant sexagénaire n'est pas étranger aux controverses. La publication, en octobre 1989, dans une revue universitaire américaine, d'un article d'Alan Walters, alors conseiller à temps partiel de la « Dame », avait échauffé la place publique son désaccord avec le ministre des finances de l'époque, M. Nigel Lawson. Il y affirmait que M^{re} Thatcher partageait son hostilité au SME. Son rôle de conseiller occulte de l'hôte du « 10 » avait provoqué, le 26 octobre, la démission fracassante de Nigel Lawson, ouvrant une grave crise politique.

Cet intellectuel réactionnaire, que ses adversaires décrivent comme « une sorte de Raspoutine »,

va, cette fois, plus loin en proposant une alternative à la création de « l'écu renforcé » (*hard ECU*), proposition faite le 20 juin par l'actuel chancelier de l'Échiquier, M. John Major. Ce dernier a suggéré qu'une nouvelle devise commune circule dans la CEE parallèlement aux douze monnaies nationales. Pour sa part, Sir Alan préconise plutôt la création d'une nouvelle devise internationale, l'ECOM (*European Community Money*), dont la valeur serait calculée en fonction d'un panier de matières premières et qui fluctuerait au gré de ses composantes. Cet ancien fonctionnaire du Fonds monétaire international (FMI) reprend en fait un concept qui avait été en vogue à la fin des années 70 au sein de l'organisation de Washington pour remplacer l'étalon-or, dévalorisé. Les États-Unis et le Japon pouraient adhérer à un tel système de remplacement, estime Alan Walters.

Dans la City, on a pu craindre les retombées de la bombe Walters sur les marchés des changes, notamment un arrêt de l'ascension spectaculaire du sterling, qui atteindrait des niveaux inconnus depuis deux ans. La présente poussée de fièvre a été déclenchée par les rumeurs d'une entrée probable de la livre dans le mécanisme européen des changes, qui pourrait se faire en décembre. Or, s'il a quitté son bureau alché sous les combes de Downing Street dans la foulée de la démission de M. Lawson, Alan Walters, adversaire déclaré de cette adhésion, y a toujours ses entrées. « Je le vois en tant qu'un ami de la famille », a déclaré récemment le premier ministre à son propos. Les observateurs politiques ont même évoqué la possibilité d'une crise entre M^{re} Thatcher et M. John Major, partisan avoué de la participation au SME. Le premier différend Thatcher-Lawson n'avait-il pas éclaté au printemps 1988, lorsque le chancelier d'alors avait fait coller la livre au deutschemark, au grand dam de Sir Alan ?

Interrogé à la BBC sur le risque que présente le SME, Sir Alan a préféré s'en tenir à cet air très anglais de la litote : « Il y a toujours un danger. En politique, les accidents arrivent. » (Interim.)

Le rapport de la Banque mondiale sur la pauvreté dans le monde

Plus d'un milliard d'êtres humains vivent avec un revenu annuel inférieur à 370 dollars

La Banque mondiale, dans son rapport sur le développement dans le monde en 1990, publié lundi 16 juillet, se donne pour objectif de faire sortir de la pauvreté quelque 400 millions de personnes en dix ans (1). « Plus d'un milliard d'êtres humains – soit un tiers de la population totale des pays en développement – vivent dans la pauvreté, avec un revenu annuel inférieur à 370 dollars », évalue l'organisation internationale.

Malgré les bons résultats économiques de nombreux pays au cours des années 80, la pauvreté y demeure élevée. L'Asie du Sud, en particulier, représente toujours près de la moitié de la population pauvre. La majorité des pauvres vivent dans les zones rurales (77 % en Inde, 80 % au Kenya) et l'agriculture reste leur principale source de revenu. Toutefois, la pauvreté urbaine s'accroît, surtout dans les bidonvilles d'Amérique latine : 85 % des pauvres au Venezuela et 69 % au Mexique appartiennent à la population urbaine. Comme au Brésil où ils représentent environ 75 % des citoyens, les pauvres travaillent souvent dans des secteurs d'activité informels, les moins rémunérateurs.

Ensuite, la démographie pèse lourd dans toutes les régions du

Sud. A l'exception de l'Afrique subsaharienne, les gains de la croissance économique sont réels, mais ont été perdus à cause de la forte progression démographique.

Le rapport souligne la position défavorisée des femmes pauvres : « Les femmes se heurtent à toutes sortes d'obstacles d'ordre culturel, social, juridique et économique – que les hommes, même quand ils sont pauvres, ne connaissent pas. » Le taux d'alphabétisation des femmes en Asie du Sud, par exemple, n'est que la moitié de celui des hommes. Dans les zones rurales du Pakistan, 20 % des filles seulement vont à l'école primaire.

Enfin, la Banque mondiale rappelle l'interdépendance économique entre Nord et Sud et met en garde contre « le danger que représente la persistance d'un faible taux d'épargne, qui ralentit le taux de croissance du monde industriel d'environ 0,5 % et maintiendrait les taux d'intérêt aux alentours de 5,5 % », alourdissant ainsi la charge de la dette.

(1) Rapport sur le développement dans le monde 1990. Oxford University Press.

Le classement annuel du magazine américain « Forbes »

Que les grosses fortunes lèvent le doigt

NEW YORK

de notre correspondant

Horizontalement, en nombre, les Américains l'emportent. Mais verticalement, en qualité, les Japonais sont les meilleurs. Pour la quatrième année consécutive, M. Yoshiki Tautsumi a été sacré cette année l'homme le plus riche du monde par *Forbes*.

Dans son édition datée du 23 juillet, le magazine économique américain élève ce grand propriétaire immobilier, détenteur aussi d'un vaste réseau de chemins de fer et d'une bonne partie de l'industrie d'accueil au Japon, d'une fortune évaluée à 18 milliards de dollars (90 milliards de francs). On trouve à la seconde place M. Takichiro Mori, un promoteur japonais qui détient une centaine d'immeubles. Derrière cet homme de poids (14,6 milliards de dollars), on trouve le premier américain, M. Sam Walton, dont la famille, propriétaire d'une importante chaîne de magasins à enseigne Wal-Mart, voit sa fortune évaluée à 13,3 milliards de dollars.

Vient ensuite, pour s'en tenir aux dix premiers, la famille du Pont (États-Unis, chimie, 10 milliards), MM. Hans et Gad Rausing (Suède, emballage, 9,6 milliards), Kitano Watanabe (Japon, immobilier, 9,2 milliards), les frères Reichmann (Canada, immobilier, finance, 9 milliards), Kenichi Nakajima (Japon, jeux, 8,4 milliards), Shin Kuyei Ho (Corée, confiserie, immobilier, 7,8 milliards) et Forrest E. Mars (États-Unis, confiserie, 6 milliards).

Au total, *Forbes* a recensé fin 1989 dans le monde entier 271 milliardaires (en dollars...)

au lieu de 226 l'année précédente, parmi lesquels 99 aux États-Unis, 40 au Japon et 38 en Allemagne fédérale. Toutefois, note le magazine, si l'on tient compte de la différence de population entre les trois pays, la RFA a créé beaucoup plus de grandes fortunes – et beaucoup plus vite – que le Japon ou les États-Unis. Les autres pays se partageant les « dépossédés » (à un milliard de dollars au minimum), notamment la France qui inscrit sept noms au palmarès.

Deux d'entre eux figurent parmi les fortunes supérieures à 2 milliards de dollars : M^{lle} Liliane Bettencourt (cosmétique, L'Oréal) et la famille Saydoux/Schlumberger (textile, média, para-pétrolier). Enfin, parmi le gros du peloton, avec une estimation supérieure à 1 milliard de dollars, on retrouve la famille Bouriez (hypermarchés, luxe), M. Serge Dassault (aéronautique, électronique), les familles Mulliez (hypermarchés, Auchan) et Peugeot (automobile), enfin la famille Louis Vuitton (maroquinerie, luxe).

D'autres sont sortis du classement.

Le plus illustre d'entre eux est certainement Donald Trump, le promoteur immobilier new-yorkais dont ce magazine était justement le premier à avoir annoncé la révision en baisse de sa fortune, dès le mois de mai dernier. Initialement fixée à 1,7 milliard de dollars en 1988 et 1989, elle avait été brutalement ramenée à 500 millions par la presse avant que les banquiers découvrent le colossal endettement du « Donald » et décident de le mettre sous tutelle.

SERGE MARTI

Premier fournisseur du Pentagone

McDonnell Douglas s'approprierait à licencié quinze mille personnes

La firme aéronautique américaine McDonnell Douglas a démenti les rumeurs qui ont couru, à la fin de la semaine dernière, sur un possible dépôt de bilan, sur la démission de son président John McDonnell ou sur la vente de sa division avions civils à des industriels japonais. Ces bruits sont nés de l'annonce d'un nouveau train de

mesures d'économies qui porterait de quatre mille à quinze mille le nombre des licenciements prévus parmi les 127 000 employés de la firme (*le Monde* du 23 juin).

Premier fournisseur du Pentagone, McDonnell Douglas est frappé de plein fouet par la chute des commandes militaires et la mauvaise productivité de sa division civile lui a valu, en 1989, une perte de 222 millions de dollars (1,3 milliards de francs). Pour tenter de se tirer de cette mauvaise passe, l'avionneur réorganise sa production et veut économiser 700 millions de dollars (3,9 milliards de francs) sur ses coûts d'exploitation. Il joue son va-tout avec le tri-réacteur MD 11, un dérivé du DC10, qui se pose en concurrent de l'Airbus A340 et dont la chaîne de fabrication nécessitera 2 milliards de dollars (11 milliards de francs) d'investissements.

Matières premières

Par suite d'une erreur de transmission, nous avons publié dans notre page « Grands marchés » du 15-16 juillet la rubrique « Matières premières » sur les métaux non ferreux déjà parue la semaine précédente. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Cycle de formation continue CEFQUES

Centre de formation aux questions européennes et sociales. Formations supérieures de haut niveau destinées aux cadres et élus du secteur de la protection sociale et de la santé.

Modules de 2 jours

- Module 1 : les systèmes de protection sociale en Europe le 2 et le 3 octobre :
 - le financement et l'organisation des systèmes de protection sociale en Europe.
 - les politiques de santé comparées.
 - les politiques sociales de la CEE.
 - la prévoyance complémentaire en Europe.
 - harmonisation et coordination des systèmes de protection sociale en Europe.
 - problématiques de la protection sociale complémentaire en Europe.

- Module 2 : l'assurance maladie le 4 et le 5 octobre :
 - analyse historique et présentation des outils de l'assurance maladie.
 - sociologie des professions de santé.
 - socio-économie de la santé.
 - tarification des actes médicaux, l'organisation des soins et la régulation des politiques de santé.
 - pratiques comparées de l'accompagnement et de la surveillance de l'activité médicale en Europe.
 - les perspectives de l'assurance maladie.

Principaux intervenants : M^{mes} et M^{re} Dumont (FMP), Poullier (OCDE), Beau (Espace social européen), Nagel (Conseil de l'Europe), Mizrahi (CREDES), Rousseau (CNAMTS), Loharet (directeur de la CNAMTS), Meyer (Commissariat au Plan), Larois (professeur), Steffen (sociologue).

RENSEIGNEMENTS :
CEFQUES 45 66 98 11
62 Bd Garibaldi, 75015 Paris

SOCIAL

Les difficultés des centres de santé

Début de solution pour le centre médical du 4-Septembre

Privé de conventionnement et menacé de saisie par les URSSAF, le centre médical du 4-Septembre, installé à Paris, ne sera sans doute pas obligé de fermer. Illustration des difficultés que rencontrent les dispensaires (centres de santé à but non lucratif), cet établissement vient de recevoir un nouvel agrément et devra pouvoir prochainement obtenir un conventionnement permettant à ses usagers d'être remboursés sur la base des tarifs de la Sécurité sociale. D'autre part, l'URSSAF est disposée à rééchelonner la dette.

Le ministère de la solidarité a fait savoir jeudi 12 juillet que les « réticences antérieures sur les conditions de fonctionnement du centre » étaient « totalement levées ». Soutenus par la CGT et la CFTD, les dirigeants du centre – qui, en signe de protestation ont fixé depuis plusieurs mois à 4 F et 8 F les tarifs des consultations, – demandent que la caisse primaire

d'assurance-maladie de Paris se prononce avant la date prévue (fin septembre) sur leur demande de conventionnement.

Par ailleurs, après avoir été reçu jeudi au ministère de la solidarité, le Comité national de liaison des centres de santé (CNLCS) s'est réuni au « climat nouveau » créé par les pouvoirs publics. Ceux-ci préparent pour septembre des mesures destinées à assouplir notamment les normes techniques et la procédure du tiers payant (*le Monde* du 29 mai). Le ministère a évoqué trois scénarios possibles : un allègement de charges, comme le suggère l'Inspection générale des affaires sociales, l'instauration d'un budget global renouvelé ou l'autorisation de dédoublements tarifaires pour exigences sociales particulières. La décision finale sera prise en septembre prochain.

J.-M. N.

EN BREF

■ Les Français et le chômage, selon le CREDOC. – Les catégories sociales les plus « protégées » sont souvent les « plus favorables » aux efforts en faveur des chômeurs, selon une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC). Réalisée fin 1987 et fin 1988 auprès d'un échantillon de 2 000 personnes de plus de dix-huit ans l'enquête indique que ces catégories souhaitent à 54 % (contre 46 % pour l'ensemble de la population) « une indemnisation en fonction des ressources globales du foyer ». Par ailleurs, il apparaît que les chômeurs sont les moins opti-

mistes pour l'avenir (85 % d'entre eux prévoient une augmentation du chômage contre 66 % pour l'ensemble de la population).

■ Menaces de grève à Air Inter. – Les syndicats SNPIT (autonomes) et CGT d'Air Inter ont déposé un nouveau préavis de grève pour l'ensemble du personnel au sol de la compagnie intérieure. Le trafic de celle-ci pourrait se trouver, une fois de plus, perturbé vendredi 20 et samedi 21 juillet, si les négociations en cours n'aboutissaient pas.

هكذا من الاعمال

18 Le Monde • Mardi 17 juillet 1990 •

LÉGION D'HONNEUR

Suite de la page 17

COMMUNICATION

Est nommé officier :
M. Jean-Jacques Robert, dit Lerant, ancien inspecteur général des spectacles.

Sont nommés chevaliers :
MM. François Bayle, compositeur directeur du groupe de recherche musicale à l'Institut national de l'audiovisuel ; Jean-Claude Brogniez, directeur général de société ; François Giquel, président-directeur général d'une chaîne de télévision ; Pascal Machuel, chargé de mission auprès du président-directeur général d'une compagnie de communication ; Michel Nouaillat, directeur chargé des médias à la direction commerciale de l'AFP.

Départements et territoires d'outre-mer

Est promu commandeur :
M. Jean Thill, inspecteur général des finances.

Est promu officier :
M. Maxime Rivière, président-directeur général de sociétés à la Réunion.

Sont nommés chevaliers :
MM. Virgile Grechi, chef de service administratif à la préfecture de la Guadeloupe ; Raymond Louis-Joseph, directeur de l'institut d'émission des départements d'outre-mer à la Martinique ; M. Hottot Salmon, épouse Hintze, présidente du comité local de la Croix-Rouge en Polynésie française ; MM. Ella Tidjine, pasteur en Nouvelle-Calédonie ; Vadivel Vayaboury, président-directeur général de société à la Réunion.

Agriculture et forêt

Sont nommés officiers :
MM. François Ferrari, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; Edouard Poret, président d'honneur de la Fédération équestre française.

Sont nommés chevaliers :
MM. Denis Badré, directeur général de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ; Hubert Chastagnier, directeur général honoraire de l'Union laitière Pyrénées-Aquitaine-Charentes ; André Cuisset, président fondateur du Syndicat national des accoucheurs ; André Dorier, agriculteur, président de la Fédération française des coopératives fruitières, légumières et horticoles ;

Jean Guellec, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; René Jouan Pebernard, docteur vétérinaire ; Alain Labergère, président-directeur général de société agro-alimentaire ; Michel Ménille, ingénieur général d'agronomie ; William de Robiano de Saffran, directeur général de division agro-vétérinaire dans une société pharmaceutique ; Roland Rosset, directeur du Centre national d'études et de recherches pour l'alimentation collective ; Gérard Tendon, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts.

Postes, télécommunications et espace

Est promu commandeur :
M. Eugène Delchien, chef de l'inspection générale.

Sont nommés officiers :
MM. Paul Carcenon, chef de service de défense et de sécurité civile ; Pierre Cazalé, président d'une association de personnel ; Jean Mallet, inspecteur général à l'administration centrale ; Luc Paquetier, ingénieur général à l'administration centrale ; Bernard Poisson, ingénieur général à l'administration centrale.

Sont nommés chevaliers :
MM. Jean Berbezies, secrétaire général d'une société de personnel ; Jacques Burillon, directeur régional des télécommunications de Rhône-Alpes ; Jacques Champ, directeur régional à l'administration centrale ; Georges Colas, directeur départemental à la direction régionale de la Poste de Bretagne ; Jean Collé, directeur régional à l'administration centrale ; M. Maria Fabre, directeur départemental à la direction des télécommunications des réseaux extérieurs ; MM. André Lécuyer, ingénieur en chef à la direction des télécommunications d'Ile-de-France ; Jean-Claude Lamire, chef de service régional des Postes de France-Comté ; Edmond Lavabre, chef de service régional des Postes de Poitou-Charentes ; Francis Longre, directeur de la formation professionnelle des télécommunications ; Pierre Lorand, ingénieur en chef au Centre national d'études des télécommunications ; Charles Pautrat, ingénieur général à l'administration centrale ; André Rabotin, directeur départemental à l'administration centrale ; René Ramella-Pezza, ancien chef de service départemental des Postes de la Gironde ; Jean Rinaldi, directeur d'établissement principal des Postes à Paris (7^e) ; Jacques Suisse, dit Simon, chef de service à l'administration centrale ; Jean Walala, sous-directeur à l'administration centrale.

(1 suite.)

COMMUNICATION

Un entretien avec la directrice des programmes d'Antenne 2

Remplacer la course à l'audience par la course au succès

nous déclare M^{me} Monique Trnka

Le bureau de M^{me} Monique Trnka est aussi parfumé qu'un jardin exotique. Les bouquets de fleurs qui ont salué sa nomination (Le Monde du 11 juillet) en sont bien sûr la cause. M^{me} la directrice des programmes et de la programmation d'Antenne 2 est tout sourire et tout charme, entre les dizaines de coups de téléphone, de messages de félicitation et demandes de rendez-vous. Six téléviseurs alignés sur un mur diffusent en silence les images des six chaînes du PAF. Dehors, un photographe attend. Grande, élégante, M^{me} Trnka explique l'état d'esprit qui guidera ses choix.

« L'essentiel, dit-elle d'emblée, c'est qu'Antenne 2 retrouve son style et son ton, qu'elle affirme son identité, qu'elle se singularise par sa grille, sa couleur, son contenu. Quand j'en tends les pouvoirs publics insister sur

la nécessité d'harmoniser totalement Antenne 2 et FR3, je suis dubitative. Il faut certes que les deux chaînes se concertent et travaillent, par une offre différente et complémentaire en soirée, à satisfaire des publics variés. Mais l'obligation de complémentarité ne doit pas devenir un handicap pour les chaînes et il faut trouver un équilibre pour que la promotion et le soutien, mutuel – notamment pour de grands événements – ne devienne pas suicidaire. Ce serait d'ailleurs stupide de chercher à harmoniser 6 500 heures de programmes. »

Bref, M^{me} Trnka veut affirmer librement une politique de chaîne. « Toutes les conditions, affirme-t-elle, sont désormais remplies : l'esprit, l'équipe, l'entente, le dynamisme. L'équipe ? Celle réunie autour de M. Jean-Michel Gaillard, directeur général de la chaîne, après que celui-ci – un peu contraint par le départ d'Eve Ruggieri – eut décidé de se plonger à fond dans le dossier des programmes. Une équipe qui inclut les responsables des grands secteurs de la chaîne, y compris la

rédaction, ainsi que quelques vedettes maison. « Une équipe, dit M^{me} Trnka, bien ressentie par la population Antenne 2. »

Sur la question du passé de la chaîne, la nouvelle directrice ne souhaite guère s'étendre, pas plus qu'elle ne veut commenter les raisons du déclin de A 2. « La perte de sa capacité à innover, suggère-t-elle, songeuse. Mais je ne peux tout de même pas porter de jugement sur une époque pendant laquelle moi aussi j'appartenais à Antenne 2. »

Domage que son diagnostic ne puisse être exprimé plus clairement. Tout juste consent-elle à reconnaître qu'il manque quelques rendez-vous pleins, propres à donner à la chaîne une image de marque et un ton : une case variétés sur laquelle travaille Marie-France Brière – « quelque chose de très différent de ce qu'on trouve sur TF1 », un produit avant le journal de 20 heures. »

Mais une innovation implique toujours de prendre des risques, dit M^{me} Trnka. Il faudra donc doser minutieusement entre la nécessité de redresser l'audience de la chaîne, et celle de lui imposer une image et un style. « Pas de tornade blanche. Pas de révolution. Beaucoup de ficelles à 20 h 30... et une vigilance extrême sur l'ordonnement de la grille. « Une des grandes règles de la programmation est de faire en sorte que le public s'y retrouve. Cela implique une certaine continuité dans la politique des programmes et une clarification de l'offre et des rendez-vous. Combien de créations et de perles nées parce que mal

annoncées, mal promues, mal mises en valeur et noyées dans l'offre déferlante des 50 000 heures de programmes annuels. Dans une grille, tout est stratégique. »

Ex-directrice de Télé-Hachette (1983-1987), M^{me} Trnka a l'intention de faire passer à Antenne 2 « un esprit d'entreprise ». « J'ai appris beaucoup de choses dans le privé, dit-elle. Et d'abord, une recherche constante de l'efficacité. Antenne 2 est une entreprise comme la Une ou la Cinq, pas une bureaucratie ni une administration. La publicité ne la gêne absolument pas. « Je me sens parfaitement libre. La publicité fait partie des programmes. Elle ne guide pas mes choix. » Cela ne l'empêche pas d'en souhaiter la diminution afin de pouvoir raccourcir les longs tunnels de spots dus à l'interdiction pour la chaîne d'interrompre ses émissions. Mais la publicité n'est-elle pas la première responsable de la course à l'audience dans laquelle A2 est engagée ?

« Faux ! s'écrit M^{me} Trnka. Si nous ne faisons pas de publicité, nous aurions la même préoccupation de l'audience. Elle fait partie de notre métier. Je veux d'ailleurs remplacer le mot audience par le mot succès. Tout le monde recherche le succès. Les créateurs, les producteurs, les artistes. Antenne 2 aussi. C'est un critère essentiel qu'il faut déconnecter de la publicité. Le succès, dit-elle, c'est en effet tout le mal qu'on peut lui souhaiter. »

ANNICK COJEAN.

Répondant au CSA

Les chaînes privées font des propositions sur le parrainage

Les chaînes privées, l'Union des annonceurs (UDA) et l'Association des agences-conseil en communication (AACC) ont transmis, vendredi 13 juillet, au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), leurs propositions pour un « code de bonne conduite » en matière de parrainage.

Les télévisions commerciales répondraient ainsi à l'admonestation que leur avait adressée, à la mi-juin, le président du Conseil, M. Jacques Boutet, en exigeant que le parrainage se limite désormais à une simple mention du sponsor à l'antenne et à la présentation de son logo. Une position que les chaînes avaient jugé sévèrement, estimant que le CSA reconnaissait « les réalités économiques du marché » (Le Monde du 30 juin).

Dans leurs contre-propositions, les chaînes demandent que le produit du parrain puisse être montré à l'antenne ainsi que dans les messages diffusés avant et après l'émission comme à l'intérieur de celle-ci. Elles s'engagent en revanche à bannir du programme tout slogan commercial, tout commentaire ou argumentaire du produit.

Ces propositions ne concernent pas les chaînes publiques qui n'ont pas participé à leur élaboration. Cependant, celles-ci auraient fait connaître au CSA leur accord sur le principe, estimant elles aussi que la présence d'un produit à l'antenne n'est pas en soi condamnable.

La mort d'Harold Kay

Harold Kay, l'une des voix les plus célèbres d'Europe 1, est mort dimanche 15 juillet, à l'hôpital Antoine-Béchère de Clamart (Hauts-de-Seine). Agé de soixante-quatre ans, Harold Kay est décédé d'une complication infectieuse survenue un mois après une transplantation cardiaque.

D'origine écossaise, l'animateur était entré à Europe 1 en 1955, dès le lancement de la station. Pendant plus de trente ans, il a animé les émissions de variétés et de jeux, aux côtés de Pierre Bellemare notamment. Les célèbres Podiums qu'Europe 1 déplaçait chaque été de station balnéaire en étape du Tour de France lui ont valu une notoriété nationale.

Après son départ d'Europe 1 en 1986, Harold Kay était entré à TF1 où il fut, jusqu'en janvier dernier, l'un des animateurs du « Juste Prix ». Passionné de voitures anciennes, Harold Kay était l'auteur d'un livre sur ses compatriotes : *Écossais en défilé*.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 14 juillet :

DES LOIS

– N° 90-613 du 12 juillet 1990 favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires.

– N° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants.

– N° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe.

UN DÉCRET

– N° 90-618 du 11 juillet 1990 relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MONTANT DES OBLIGATIONS

5 000 francs.

PRIX D'ÉMISSION

tranche A 104,23 %
(y compris le coupon couru de 4,177 %)
tranche B 100 %

TAUX D'INTÉRÊT

9,90 % l'an, avec premier coupon payable le 26 février 1991, limité à 272 francs pour la tranche B.

RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS

30 juillet 1990.

JOUISSANCE

26 février 1990 ou 30 juillet 1990 au choix des souscripteurs.

DURÉE

9 ans 211 jours.

AMORTISSEMENT NORMAL

au pair le 26 février 2000.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ

possible par rachats en Bourse.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL

9,87 % au règlement.

ASSIMILATION

aux obligations 9,90 % de février 1990
tranche A : des la cotation
tranche B : après paiement du premier coupon le 26 février 1991.

La BFCE émet
en juillet 1990
1 milliard de francs
d'obligations
à taux fixe
avec la garantie
de l'Etat.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

Une note d'information (vita CDB n° 90-288 du 9 juillet 1990) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE 21, bd Haussmann, 75009 Paris. Bolo du 16 juillet 1990. L'émission sera clôturée sans préavis.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9,20 % juillet 1987 – mars et juin 1988

Les intérêts courus du 3 août 1989 au 2 août 1990 seront payables à partir du 3 août 1990 à 460,00 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 69,00 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 3,81, faisant ressortir un net de F 31,19. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux variable juillet 1987

Les intérêts courus du 3 août 1989 au 2 août 1990 seront payables à partir du 3 août 1990 à 508,00 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 76,20 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 3,81, faisant ressortir un net de F 421,19. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9,50 % février 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 16 août 1989 au 15 août 1990 seront payables à partir du 16 août 1990 à 475,00 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 71,25 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 3,81, faisant ressortir un net de F 394,25. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

SAPAR FINANCE

Obligations à taux révisable trimestriel octobre 1989

Les intérêts courus du 12 mai 1990 au 12 août 1990 seront payables à partir du 13 août 1990 à 123,31 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 18,00 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 2,46, faisant ressortir un net de F 102,36. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 7,90 % juillet 1988

Les intérêts courus du 11 août 1989 au 10 août 1990 seront payables à partir du 11 août 1990 à F 355,50 par titre de 5 000 F après une retenue à la source

donnant droit à un avoir fiscal de F 39,50 (Montant brut : F 395,00). En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 19,73 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 3,81, faisant ressortir un net de F 372,46. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations à taux variable juillet 1988

Les intérêts courus du 11 août 1989 au 10 août 1990 seront payables à partir du 11 août 1990 à F 382,76 par titre de 5 000 F après une retenue à la source

donnant droit à un avoir fiscal de 42,51 F (Montant brut : F 425,27). En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 21,24 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 3,81, faisant ressortir un net de F 393,02. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Siège social : 18 bis, rue de Berri – 75008 PARIS

R.C.S. Paris B 784 393 266

PROROGATION DE L'EMPRUNT 14,70 % 1983-1990

Conformément aux modalités de prorogation de l'emprunt 14,70 % 1983-1990, code Sicoam 8172, publiées dans le BALO du 11 juillet 1983 page 4487, la CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE propose aux porteurs une prorogation de la validité de leurs titres pour une nouvelle période de sept ans.

Le taux d'intérêt offert pour la période de prorogation est fixé au niveau des taux offerts à l'émission pour des obligations de caractéristiques analogues, soit 9,74 % majoré d'un complément d'intérêt d'un montant de 0,20 % ; le nouveau taux est donc de 9,94 %.

Les obligations dont les porteurs n'auront pas demandé le remboursement à l'issue de la première période de sept ans seront remboursées à ce nouveau taux de 9,94 % et recevront un coupon brut annuel de 497,00 F par titre jusqu'au 25 juillet 1997, date du remboursement des titres.

Les porteurs qui voudront obtenir le remboursement à l'issue de la première période de sept ans devront faire connaître leur choix en présentant leurs titres au remboursement, et seront réglés dans les meilleurs délais, auprès de tous établissements habilités.

La date limite d'admission des titres au remboursement est fixée au 24 septembre 1990.

La prorogation sera AUTOMATIQUE pour les titres non présentés à cette date. Le régime fiscal demeure celui en vigueur à la date d'émission de l'emprunt 14,70 % juillet 1983.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Juristes

Notre société administre les droits des artistes interprètes et recherche pour son siège à Paris

JEUNE JURISTE (H/F) PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

Vous possédez une excellente formation juridique française (3^e cycle), complétée si possible par des études à l'étranger, et une pratique courante de l'anglais. Une première expérience en entreprise serait un plus.

Nous vous proposons, au sein d'une équipe pluridisciplinaire et internationale, d'assurer un rôle d'assistance dans la gestion de nos intérêts au niveau international, le suivi des procédures en cours et la rédaction de notes, actes et contrats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous n° 8986
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Importante Holding 1,3 Md de Frs de CAI, filiale d'un groupe industriel et commercial, recherche une

Juriste

230 KF+

Lyon
Rattachée au Directeur Général, vous serez Responsable juridique des 12 sociétés de la Holding et aurez la charge de la : tenue des assemblées, rédaction d'actes et de contrats, gestion des dossiers de contentieux. Vous participerez également à la mise en place de la politique sociale et assurerez pour le Directeur Général : tenue de tableaux de bord, audits de conformité, contrôle des réalisations. Des déplacements ponctuels sont à envisager en France et en Europe. Agée de 30 ans environ, de formation juridique supérieure (DESS, DCE), vous avez une expérience réussie de 5 ans en entreprise et êtes une bonne généraliste en Droit des Sociétés et Droit des Affaires. Qualités relationnelles et capacité d'implication sont indispensables à cette fonction. Anglais courant exigé. Compétences en Droit Social seraient un plus.

Contactez Florence Courand au 78.28.16.04 ou adressez votre CV + photo + lettre man. + rém. actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf. FC422MO.

Michael Page Rhône-Alpes
"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

atlantic

L'AVANCE TECHNOLOGIQUE

Ce groupe industriel, spécialiste du chauffage domestique et leader sur ses marchés (convecteurs électriques, chauffe-eau, chaudières...), recherche pour son Service Administratif du Personnel

UN JEUNE JURISTE FONCTION PERSONNEL

Il assiste et conseille le DRH, la responsable du Service Administratif, les responsables opérationnels sur les chapitres de la législation sociale, des tableaux de bord ou de la représentation du personnel...

Juriste, spécialiste du Droit du Travail avec éventuellement un DESS en Gestion du Personnel, vous souhaitez par la suite évoluer vers des responsabilités opérationnelles afin de concrétiser votre goût pour les relations humaines.

Le poste est basé près du littoral Atlantique, à 80 kms de Nantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
ATLANTIC - Direction du Personnel
BP 65 - 85002 La Roche sur Yon

Société de Conseil en forte croissance affiliée à un important groupe bancaire et une société financière internationale recherche :

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Directement rattaché au Secrétaire Général, il sera en charge des questions juridiques liées aux filiales françaises et étrangères, vie sociale (secrétariat juridique), création de société « ad hoc », contrats entre filiales, participations aux opérations d'acquisition et de restructuration...

Le ou la candidate, âgée de 27 ans minimum, est titulaire d'une maîtrise droit des affaires, a 3 à 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet ou d'un groupe. Anglais nécessaire, Espagnol serait apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV + photo + prétentions sous référence AM à AIM, Département juridique - 8, rue Paul-Baudry, 75008 PARIS.



AIR OUTRE MER

UN ASSISTANT JURIDIQUE (H/F)

Licencié ou Maîtrise droit des affaires. Aura plus particulièrement en charge des actions à mener concernant le droit des sociétés, le droit des contrats, les assurances. Une bonne connaissance en anglais est demandée.

Nous remercions les candidats d'adresser leur CV accompagné d'une lettre de motivation ainsi que d'une photo à :

Air Outre Mer
à l'attention de M^{me} Joëlle Begg
18-20, rue Pasteur, 94278 La Kremlin-Bicêtre, Cedex

Cabinet d'audit international RECHERCHE POUR SON ACTIVITÉ AUDIT ET CONSEIL AUX GRANDES ENTREPRISES

JURISTES, FISCALISTES
Diplômés d'Études Supérieures de Droit des Affaires ou de Fiscalité, anglais courant, 2 ans expérience dans Cabinet Conseil.

RÉVISEURS CONFIRMÉS

Ecole de commerce, anglais courant, 3 ans expérience min.

Envoyer C.V. et prétentions à :
HORWATH FRANCE
12, rue de Madrid, 75008 PARIS.

CONSEILLER PLUS HAUT... CONSEILLER PLUS LOIN...

Le Groupe Concept, c'est 4000 collaborateurs et 2,3 Mds de CA, 3^e SSI française et 5^e en Europe. Il propose à ses clients une gamme complète de produits et services dans les métiers de la finance, de la comptabilité et de la gestion.

GRUPE CONCEPT

CONSULTANTS SENIORS Comptabilité / Consolidation / Trésorerie

Au sein de la branche Concept Entreprises, vous interviendrez en tant que conseil auprès d'interlocuteurs de haut niveau (Directeurs Financiers, Directeurs Comptables...). Conseil en organisation, conseil métiers, informatisation de services, mise en place de progiciels. Conseil en gestion, conseil en gestion des risques, conseil en gestion des ressources humaines. Vous développerez chez nos clients grands groupes et moyennes entreprises, le professionnalisme et les hautes technologies qui nous caractérisent.

Ponctuellement, vous mettez votre savoir-faire au service de consultants juniors. Formation supérieure en Gestion (3^e cycle ou expertise comptable), 5 à 10 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise, autonomie, résultats prouvés : si vous vous reconnaissez dans ce profil, rencontrons-nous rapidement.

Adressez votre candidature sous réf. LM/16 à Stéphane Charbonnier, Concept SA, 35/37 rue des Abondances, 92100 Boulogne.

GRUPE CONCEPT - l'informatique de gestion

Ville d'Hérouville-Saint-Clair
(Calvados - 25 000 habitants)
RECHERCHE

SON RESPONSABLE DES SERVICES FINANCIERS

RECRUTEMENT SOIT :
- par voie statutaire (échelle attachée avec possibilité de détachement sur l'emploi de S.O.A.) ;
- par voie contractuelle.

FONCTIONS
Direction et encadrement des services financiers et comptables, des régies et des achats.

PROFIL
Bonne connaissance de la gestion financière. Aptitude à l'encadrement. Expérience professionnelle (M12). Connaissances informatiques souhaitées.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sont à adresser à :
Monsieur le Maire
B.P. 9, 14201 Hérouville-St-Clair Cedex.

PARIS

PME, gérant un important magazine de loisirs filiale d'un groupe de presse, recherche son

CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité hiérarchique du Responsable administratif et financier, vous aurez la responsabilité, avec un adjoint, de la comptabilité jusqu'au bilan, et vous procéderez aux différentes déclarations fiscales et sociales d'usage. Profil souhaité : 30/35 ans. Bonne expérience dans une fonction similaire dans PME. Connaissance de l'informatique indispensable. Bonnes bases d'anglais. La connaissance de la presse serait un plus. Salaire en rapport avec expérience.

Envoyer CV avec photo et prétentions à
C.F. Florence Chagneau 14, rue Jean-Rey, 75015 Paris

Le Monde Dirigeants

SUD-OUEST Organisme Logement Social
7500 logements locatifs, 350 accession, recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Homme de dialogue et de stratégie, expérimenté en maîtrise d'ouvrage, ou métiers connexes, de préférence du logement social, il saura mettre en place le management participatif de 195 salariés, administratifs, ouvriers et personnel de service, et assurer la poursuite des activités dans le maintien de la vocation sociale de l'organisme.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 14847 à
Contesse - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois Perret.
Discretion assurée.



A Cluses (74), PME en fort développement (160 MF de CA), pour renforcer nos équipes, nous cherchons notre

controller

A 30 ans, DECS ou équivalent, venez développer cette fonction sous l'autorité de notre DAF en prenant en main notre contrôle de gestion, nos comptabilités et l'évolution de notre système informatique.

Homme de PME industrielle, vous savez communiquer. Vous avez l'esprit d'équipe et le goût de la réussite.

Ecrivez à Christine MARTY (réf. 3968 LM)
ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - LYON - NANTES - LILLE
TOULOUSE - BORDEAUX - STRASBOURG

Banque d'Affaires Internationale recherche

N°2 de la Comptabilité (250 KF+)

Chargé de la production et de la surveillance des états comptables (états de synthèse, annexes mensuels, bilans, déclarations CB et BDF), entièrement informatisés, il encadre une équipe de 7 personnes et s'attache particulièrement au contrôle de la qualité des états comptables (explications des variations, ratios...) à l'aide de tableaux de bord et participe à la mise en place du nouveau plan comptable. Riche d'une première expérience en cabinet ou dans une banque (comptabilisation des opérations, principes d'évaluation), habitué à l'informatique, esprit méthodique, analytique et rigoureux, vous souhaitez valoriser votre acquis dans une fonction d'encadrement.

Merci d'adresser - ou de faxer au 47 04 95 38 - dossier de candidature + salaire actuel, sous réf. LM/06, à ARCOS & PARTNERS - Liliane GILBERT, 6 avenue d'Alsace 75016 PARIS.

Arcos & Partners s.a.

سكزا من الامم

هكذا من الامم

Le Monde de la Gestion

Fiscaliste expérimenté : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DES, DEA...), vous parlez l'anglais. Vous avez acquis une première expérience de la fiscalité dans un cabinet, dans le service fiscal d'une grande entreprise ou dans l'Administration. Décidé à exercer le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir immédiatement la responsabilité de vos propres dossiers.

Nous sommes le représentant français du premier réseau mondial de fiscalistes internationaux. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous recherchons plusieurs :

- Directeurs de Mission (5 ans d'expérience au moins),
- Chargés de Mission (3 ans d'expérience au moins).

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'adresser votre dossier (C.V., photo et prétentions) à Fidal Peat International 47, rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine ou de téléphoner à Mademoiselle A. PELIZZARI au 47.30.76.69.

KPMG Fidal Peat International

Jeune gestionnaire battons ensemble l'avenir !

Vous venez d'obtenir le diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce et êtes dégagé des obligations militaires. Nous vous proposons de venir nous rejoindre ! Nous sommes un Groupe National aux activités immobilières diversifiées et voulons vous confier, dans un premier temps, après une formation à nos techniques, la prise en charge de l'organisation des procédures de nos différentes sous-consolidations et leur suivi. Ensuite, vous évoluerez vers des responsabilités diversifiées (contrôle de gestion, suivi budgétaire, plans de financement...). Diplômé, vous êtes autonome et avez le sens des initiatives. Nous vous aiderons à développer vos qualités et votre potentiel d'évolution.

Evelyn LEVY, 2, avenue Hoche 75008 PARIS.

Réf 4346/M

SV & GM
CONSEIL EN RECRUTEMENT

La Banque Populaire Val de France - 800 personnes, 80 agences sur 6 départements (18, 36, 37, 41, 45, 86) - recherche pour son siège de Tours

Auditeur

Votre diplôme d'enseignement supérieur en gestion ou finances est complété par une formation Audit. Une première expérience bancaire serait appréciée. Rattaché à la Direction des Contrôles, vos missions concerneront tous les secteurs de la Banque et impliqueront de fréquents déplacements sur l'ensemble de notre région. Vos qualités de rigueur et de communication vous permettront de présenter des analyses et des préconisations pertinentes. Nous vous offrons de rejoindre une structure offrant de multiples possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à la Banque Populaire Val de France, Direction des Ressources Humaines, BP 1803, 37018 Tours Cedex.



BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Important Cabinet d'Expertise Comptable

22 personnes, situés en proche banlieue Nord Est de Paris, nous recherchons un collaborateur expérimenté en comptabilité et en gestion.

Collaborateur de Haut Niveau

Nous vous proposons de prendre en charge un portefeuille clients diversifiés que vous devrez développer. Chef de Groupe, vous dirigerez une équipe confirmée, de deux personnes dans un cabinet comptable et vous travaillerez des dossiers d'expertise comptable et de gestion.

30/35 ans, titulaire du DECS ancien régime ou du DECSF, vous possédez une expertise comptable. Généraliste, vous avez une expérience d'au moins 5 ans en Cabinet. Vous avez des capacités d'animation et d'organisation, vous savez développer une clientèle. Ce savoir-faire commercial et votre technique vous permet de viser la spécialité d'expertise comptable et de gestion. Une connaissance de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : 75/84/1334 ou

INTECO
Ressources Humaines
41 rue des Belles Feuilles
75110 Paris
Tél. 01 47 70 10 00

Aéroports de Paris
Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports, recherche

CADRE

Responsable de la section « opérations bancaires » ayant pour missions :

- back-office de la trésorerie francs,
- activités à caractère bancaire.

Devra encadrer une dizaine de personnes.

- Formation supérieure en gestion financière et en comptabilité.
- Forte sensibilité à l'informatique, avec notamment une bonne expérience pratique en micro-informatique.

Adresser lettre manuscrite + CV et prétentions, sous la réf. AC/90/315, AEROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - 291, bd Raspail - 75675 PARIS cedex 14

2 Contrôleurs de Gestion

Rattaché à chaque Directeur de branche (centres de profits autonomes réalisant 1,5 et 2,5 Mds de CA) vous êtes l'interlocuteur privilégié des Directions Opérationnelles de chaque entité pour toutes questions relevant de la procédure budgétaire (plan stratégique, plan prévisionnel, budgets), du reporting, du calcul des coûts industriels et du suivi des investissements.

Ce poste autonome demande une forte implication personnelle, de bonnes aptitudes à la négociation, le sens du concret et de l'organisation ; il s'agit d'une création de poste. Vous devez en outre posséder une première expérience de 2 à 3 ans minimum du contrôle de gestion si possible en milieu industriel, une formation de type DHEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, MSG... et être âgé de 25/35 ans. (FP5860MO).

Assistant de Gestion Junior

Rattaché à la Direction Financière, vous travaillez à la fois avec le Directeur Financier et le Responsable du Contrôle de Gestion groupe. Vos missions : le contrôle des reporting, la consolidation de gestion, l'analyse d'états financiers, s'effectueront en fonction de vos capacités.

Ce poste formateur, spécialement évolutif, devrait permettre à un collaborateur de qualité d'atteindre rapidement des fonctions opérationnelles au sein du groupe. Pour cela vous devez être titulaire d'un diplôme ESCAE/Maitrise de Gestion... être âgé de 23/25 ans et justifier si possible d'une première expérience valorisante. (FP5861MO).

Contactez Frédéric Pougeon, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 Paris, en mentionnant la référence du poste.

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

SOCIÉTÉ DE BOURSE

Filiale d'un établissement financier de 1^{er} plan recherche pour la création de son bureau à Paris (quartier George-V) **SON ANALYSTE FINANCIER SENIOR**

En tant que responsable du bureau d'analyses de Paris :

- il participera à l'élaboration de la stratégie de marché ;
- il sera chargé du montage et du suivi de dossiers d'ingénierie financière.

SON TRADER ACTIONS SENIOR

En tant que responsable du Trading au sein d'une équipe de conseillers de haut niveau, il sera chargé de la commercialisation des actions de la clientèle institutionnelle et industrielle.

Diplômés d'études supérieures, les candidats devront avoir une expérience d'au moins 5 ans acquise, de préférence, dans une banque ou société de Bourse.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 8985

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 Paris

STEIN INDUSTRIE

1400 personnes, 2 MDSF de CA. Leader dans le domaine des chaudières et équipements pour centrales thermiques

recherche

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Chargé de seconder le Responsable du Service, il prendra une part active aux différentes activités :

- Elaboration et suivi des budgets,
- Etablissement des comptes de gestion dans le cadre du système de reporting de type Anglo-Saxon
- Elaboration et suivi du programme d'investissements

Ce poste demande :

- rigueur, esprit d'analyse,
- bon sens relationnel
- une formation supérieure de gestion ainsi qu'une expérience d'audit et/ou contrôle de gestion d'au moins 2 ans,
- une pratique de la micro-informatique.

la maîtrise de la langue anglaise et si possible de l'allemand

De réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe GEC ALSTHOM sont envisageables.

Adresser votre candidature avec lettre manuscrite, CV et prétentions + photo sous référence JC/DAF à

STEIN INDUSTRIE, Direction des Ressources Humaines, 19/21 Av. Morane Saulnier 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.

GEC ALSTHOM

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

BANQUE D'AFFAIRES QUARTIER MATHIGNON RECHERCHE

CONSEILLER EN INVESTISSEMENTS

Vous serez chargé d'entretenir et de développer une clientèle de grandes entreprises dans l'optimisation de la gestion de sa trésorerie et de participer à l'élaboration de produits sur mesure entrant dans le cadre de cette gestion personnalisée.

Vous êtes âgé de 27/30 ans, de formation supérieure gestion/économie et vous avez une connaissance des produits de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 2041 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

Maroc en l'aghrébin

Double vision

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

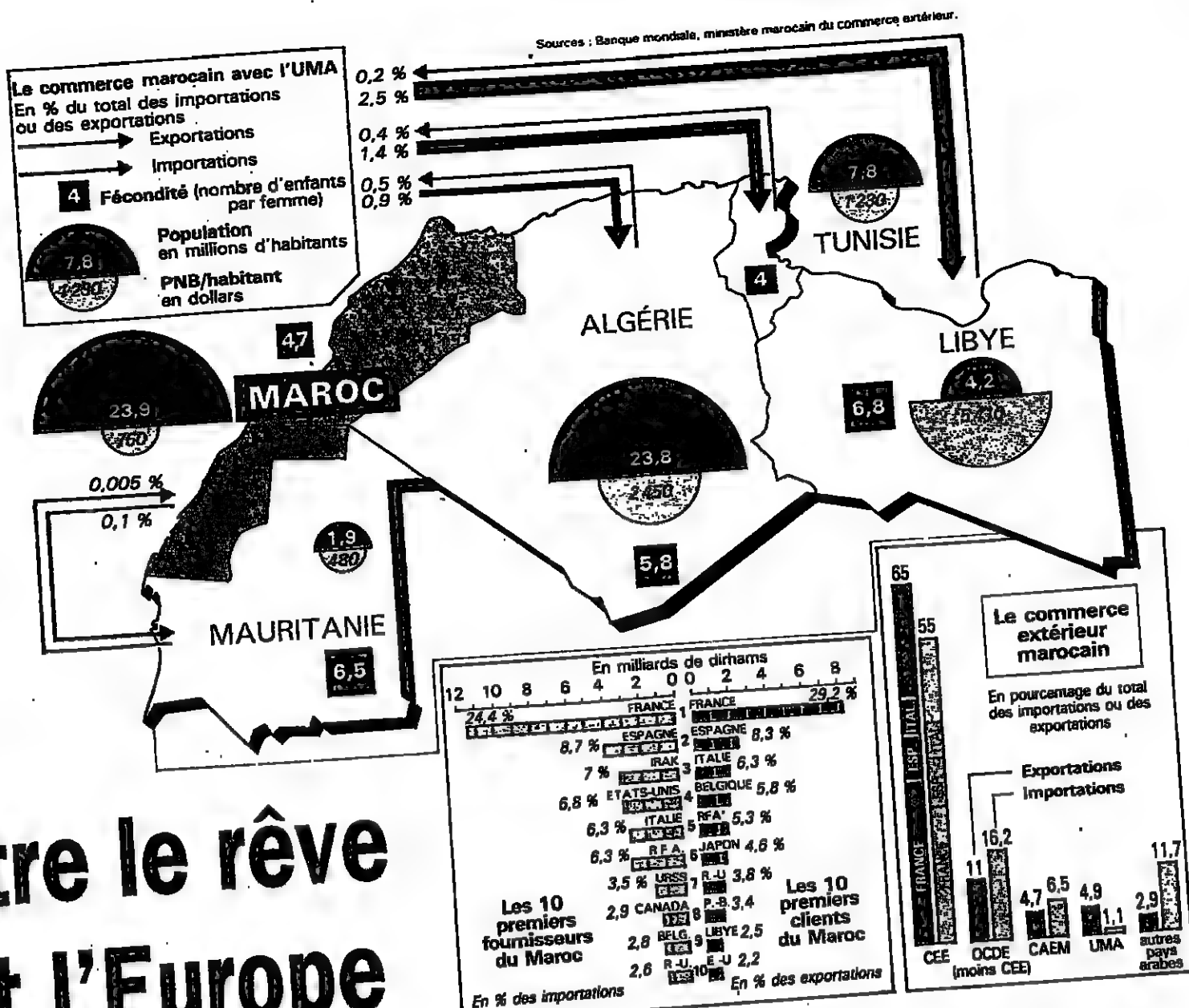
Les gouvernements des cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) - Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Mauritanie - doivent tenir leur prochaine réunion au sommet du 21 au 23 juillet à Alger. Créée le 17 février 1989 à Marrakech, l'UMA veut devenir un ensemble régional « intégré et solidaire », une fois surmontés les différends politiques et les différences économiques. Tâche ardue compte tenu des singularités nationales, mais que justifie le passé et qu'impose l'avenir.

Face au marché unique européen de 1993, face aussi aux cinq pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie), les cinq du Grand Maghreb se doivent de résoudre ensemble leurs problèmes de démocratie et de développement.

Tâche difficile - tant sont forts les liens avec le Nord, et faibles les échanges intramaghrébins - mais qu'exige une jeunesse en attente d'emploi et d'idéal.

Pour 60 millions d'habitants aujourd'hui, 100 millions après-demain, le Maghreb peut être un mythe mobilisateur.

Il reste un rêve, mais la réalité commence à naître, lentement, comme il en fut, comme il en est encore, de l'Europe. La démarche maghrébine, que complique la montée de l'intégrisme, est certes fragile. Elle a besoin d'appuis.



Le Maroc entre le rêve maghrébin et l'Europe

LORSQUE l'on a le regard tourné vers le nord, il est difficile de se tourner vers l'est. La victoire des islamistes algériens aux élections municipales du 12 juin introduit une inconnue supplémentaire dans l'équation, déjà complexe, de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui vise l'intégration économique des cinq membres de l'extrême couchant au levant : la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, la Libye, la Mauritanie. Elle va sans doute renforcer les rangs de ceux nombreux dans les milieux d'affaires - qui préfèrent l'ONA (anciennement Omaniya nord-africain), le plus grand groupe privé marocain - à l'UMA.

Le scrutin du 12 juin peut aussi ralentir une stratégie officielle qui consistait souvent à « unifier » des projets bilatéraux. Dans les sphères gouvernementales à Rabat, l'Algérie, après quinze ans de brouille, fait en effet figure de partenaire privilégié, en raison notamment de son poids démographique - un marché énergétique, du gaz, des ressources par exemple, quand, aura été construit le gazoduc qui, de Hassi-R'Mel, doit parvenir, via Tanger, en Espagne et au-delà.

De faibles chances

La complémentarité - potentielle - des deux économies est souvent évoquée, en forçant la vision d'un axe Rabat-Alger que l'on rapproche du face-à-face franco-allemand lors de la construction européenne. Ce rapprochement est quelque peu audacieux : en effet, l'Algérie ne figurait pas, en 1989, sur la liste des vingt principaux fournisseurs et clients du Maroc (1), la France occupant de très loin la première place avec plus du quart des échanges (24 % des importations et 30 % des exportations marocaines, devant l'Espagne, respectivement 9 % et 8 %).

Des quatre partenaires maghrébins, seule la Libye apparaît dans ce classement, au neuvième rang des clients du Maroc (2,5 % des exportations marocaines), grâce à des ventes de chaussures. Globalement, le Maroc a réalisé, l'an dernier, 59 % de son commerce extérieur avec la Communauté européenne, 14 % avec les autres pays de l'OCDE, 6 % avec l'Europe de l'Est, 3 % avec l'UMA (1,1 % des achats et 4,9 % des ventes du royaume).

Comme souvent dans le tiers-

monde - il en est de même en Afrique noire et en Amérique latine, - les échanges régionaux sont - logiquement - faibles. Et l'intégration apparaît plus comme un rêve, nécessaire certes, que comme une réalité. Néanmoins, depuis la création le 17 février 1989, à Marrakech, l'Union a donné naissance à une grande effervescence de commissions (économie et finances, infrastructures, ressources humaines, sécurité alimentaire) sous-commissions, projets, textes et déclarations.

Double visage

Deux enseignes. L'une à Casablanca, au-dessus de la porte d'un édifice public, entre un coiffeur, dont l'unique fauteuil occupe tout l'espace, et un boucher, à l'odorante viande grillée : « Bureau de renseignements différents ». L'autre, juste avant l'aéroport, « Nixdorf, fiabilité allemande, créativité marocaine ». Sur le sol de la salle d'attente, au milieu de touristes pressés, une famille selon le Coran, au patriarcat tanné, a pris racine : enfants, théâtre traditionnel... et valise Samsonite. Un double Maroc où la difficulté d'être Maghrébin.

Au cours de multiples réunions, tous les sujets ou presque ont été abordés qui permettent un rapprochement d'économies davantage chevronnées que complémentaires, concurrentes que complémentaires, modestes : le gazoduc évidemment, un vieux projet d'ailleurs réactualisé ; une autoroute de Nouakchott à Tobrouk ; un TGV transmaghrébin ; une compagnie aérienne commune Air Maghreb ; la télécommunications ; la technologie avancée avec l'étude de logistique avancée avec l'agriculture avec les cultures sous serre marocaines. De cet inventaire, jusqu'à présent, rien de vraiment concret n'a émergé, ce qui est après tout normal à ce stade des opérations.

« Un processus a été déclenché », souligne-t-on au secrétariat d'Etat marocain chargé des affaires de l'UMA. Ainsi a-t-il été décidé d'élaborer d'ici à 1995 un projet d'union douanière afin de permettre un accroissement des échanges, qui, pour le moment, se développent... de façon plus ou moins pénale, entre le Maroc et l'Algérie. Le pragmatisme du Maroc, aspiré

lui aussi par le libéralisme, paraît l'avoir emporté, privant le « Maghreb des négociants sur celui des bédouins ». Il est aussi question de mettre en œuvre progressivement une harmonisation des réglementations financières et fiscales.

Au sein de l'UMA, les responsables de l'administration marocaine se sentent en tout cas « les mieux situés », forts entre autres d'un commerce libre à 90 % et de droits de douane au taux maximal de 45 %. « Nous avons le moins d'efforts à faire », indique-t-on à l'office des changes. Estimant avoir quelque avance dans la marche vers l'économie de marché, ils sont prêts à jouer les guides afin d'éliminer la bureaucratie et de « permettre aux entreprises de travailler ».

Les obstacles industriels

Toutefois les obstacles restent nombreux. En dehors même des facteurs politiques, pour la mise en œuvre du Grand Maghreb. Ne serait-ce, malgré les conventions bancaires qui permettent les règlements en francs et en dollars, que l'inconvertibilité des monnaies. Compte tenu de la diversité et de l'inégalité des économies et des régions, il s'agit d'un immense ajustement structurel, reconnaît-on au ministère du commerce extérieur. Dès lors, la construction du Maghreb arabe se fera-t-elle « sur le modèle marocain au rythme algérien » ?

En tout cas, les expériences antérieures de collaboration industrielle ont rencontré peu de succès, en raison de blocages administratifs et de réflexes protectionnistes. « L'Algérie, où les chefs d'entreprise n'ont pas intégré le changement, n'est pas encore prête. La Tunisie est filieuse. La Libye est un peu à part. Quant à la Mauritanie... », fait-on remarquer à l'office marocain pour le développement industriel, qui s'efforce de promouvoir les investissements privés.

On met en avant les difficultés du quotidien, alors qu'un camion marocain a besoin d'une autorisation pour se rendre en Algérie et que les contrôles à la frontière retardent la libre circulation des personnes ; et aussi le cours forcé du dinar algérien, qui fausse et freine les échanges. Des projets valables, comme la fabrication conjointe de verre plat,

ne sont pas viables, faute de rentabilité du partenaire et voisin.

Le même scepticisme se retrouve dans les milieux d'affaires à Casablanca. Ainsi, chez Berliet Maroc, le président est beau-frère du roi. « L'ouverture des frontières apparaît comme un préalable un peu utopique, compte tenu des différences de compétitivité. Le pays en apparence le plus industriel, l'Algérie, est marqué par un système fonctionnariste, l'obsolescence des équipements et une faible productivité ».

Le Grand Maghreb, un jour peut-être. Mais la bonne volonté n'exclut pas une prise de conscience des risques, raisonnée avec réalisme à l'ONA - dont le président est gendre du roi, - le président né du temps des grandes compagnies coloniales, qui présente surtout dans l'agroalimentaire, mais aussi dans les mines, l'automobile, le textile, les transports, la pêche, le tourisme, la communication... mais qui ne réalise, à l'exportation, que moins d'un dixième des 10 milliards de dirhams (un dirham = 0,65 F) de son chiffre d'affaires.

« Nos alliances sont presque exclusivement françaises. A l'est, nos activités sont nulles, même s'il existe des possibilités dans les secteurs alimentaires (oranges, bananes...), textile et mécanique (transformateurs, batteries...) », ainsi que pour le savoir-faire. « Des contacts, mais pas de contrats, tel est le résumé révélateur des relations maghrébines ».

De fait, pour le Maroc, en dehors de la consommation nationale, le marché européen reste essentiel. Car « nous vendons de la main-d'œuvre. Dans le textile, tout est importé : le tissu, les fils, les boutons, les machines ». Dans l'immeuble, le Maghreb ne peut donc jouer qu'un rôle d'appoint, même si, à la Banque marocaine du commerce extérieur - qui a créé, avec deux banques algériennes, une société de négoce, - on souligne la volonté de rattrapage d'Alger.

Un ensemble régional

Pour l'avenir, quelles que soient les réserves et les réticences, le Maroc n'a pas le choix. Il joue, certes, ses cartes personnelles, comme la demande d'adhésion à la CEE en juillet 1987, la dévaluation de 9,25 % en mai 1990 du dirham ou encore la création prochaine de zones franches, sans obligation de pratiquer la concertation avec ses quatre partenaires. Mais il doit aussi saisir toutes les occasions d'un ensemble régional - que la géographie, l'histoire, la langue, la religion, la culture expliquent, - que la poussée démographique exige et que l'Europe espère - afin de sortir d'un statut de sous-traitance et de faire face à son destin.

L'économie du pays, si elle a enregistré quelques motifs de satisfaction, surtout en 1988, reste fragile et très vulnérable aux à-coups de la conjoncture mondiale et du climat. Ainsi, l'an dernier, notamment à cause de l'arrêt des ventes d'acide phosphorique au principal client, l'Inde, le déficit commercial a doublé pour dépasser 18 milliards de dirhams, alors même que le tourisme reculait, sous-traitance du quasi-million de « touristes » algériens (0,4 million en 1988) (2).

La croissance - malgré une forte poussée des investissements - n'a été, en 1989, que de 2,5 %, inférieure à l'expansion de la population et très loin derrière le taux, exceptionnel, de 10,4 % enregistré en 1988 (+ 1 % pour l'industrie et la construction contre + 8 %). Cependant, les prix ont augmenté au cours du premier trimestre de cette année, au rythme de 1 % par mois, provoquant un certain mécontentement.

La dette extérieure continue de peser lourdement sur les finances du pays, son service représentant

environ 30 % des recettes en devises, et le secteur informel - le travail au noir et les « petits boulots » - qui représenterait à peu près 30 % du PNB, n'offre qu'un palliatif instable.

La brume océane n'est pas dissipée. Certes, le royaume progresse. Une nouvelle bourgeoisie de négociants-industriels se renforce. Des fortunes se font en dehors même de la spéculation : des richesses se créent. Mais les inégalités se creusent, alors que de nombreux diplômés ne trouvent pas d'emploi. Non loin des bâtiments luxueux des banques, dans les ruelles poussiéreuses du « Casa » populaire, aux multiples et minuscules échoppes, une jeunesse, par force désœuvrée et désorientée, attend. Que revienne le temps des Almohades, ces souverains berbères qui, au début du treizième siècle, règnaient sur toute l'Afrique du Nord jusqu'à la Tripolitaine ? Ou que résonne un autre appel ?

de Casablanca, MICHEL BOYER

(Publié)
ROYAUME DU MAROC
INSTITUT NATIONAL
DE LA
RECHERCHE AGRONOMIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL N° 1/90/DAA DU 18 SEPTEMBRE 1990

Séance publique

Prêt BIRD N° 30-36 MOR

Dans le cadre du projet Recherche et Vulgarisation financé par la Banque mondiale (BIRD), l'Institut national de la recherche agronomique lance l'avis d'appel d'offres suivant :

Appel d'offres international N° 1/90/DAA relatif à la conception et la mise en œuvre d'un système d'information et de gestion de l'INRA.

Le cautionnement provisoire est fixé à l'équivalent de 60 000 DH (soixante mille dirhams). Seuls sont admis à soumissionner les fournisseurs des pays membres de la BIRD, de la Suisse et de Taïwan (Chine).

La date limite de remise des plis sera le 18 septembre 1990 à 10 h.

Le pli de dossier de consultation se fera au service des marchés et fournitures de l'INRA, avenue de la Victoire, Rabat (siège de la direction), contre paiement de 150 DH (cent cinquante dirhams).

Les candidats qui désirent recevoir le dossier de consultation par voie postale, joindront à leur demande d'envoi un supplément de quarante (40) dirhams.

Les offres devront être adressées à Monsieur le directeur de l'INRA, BP 416, Rabat, ou déposées au service des marchés et fournitures de l'INRA.

سكزا من الاجل

هكذا من الاعمال

CHAMPS ECONOMIQUES

Cinq contre cinq

par Mohsen Toumi

LE décloisonnement que vivent les Européens engendré chez les Maghrébins un sentiment de réajustement : « Les écus vont à la Hongrie et à la Pologne plutôt qu'à l'Algérie et au Maroc. » Mais le Maghreb, pourrait-on rétorquer, ne participe que médiocrement aux échanges extérieurs de la Communauté, et ses performances (110 milliards de dollars de PNB, soit le tiers de celui de la seule Espagne), lui confèrent un statut modeste.

Question brutale : alors, que représente le Maghreb pour la CEE ? La réponse n'est pas économique mais géo-politique : à défaut de progrès, le littoral sud-méditerranéen risque de tomber aux mains des intégristes et de constituer ainsi une frange menaçante aux flancs de l'Europe.

Cependant on oppose au Maghreb les anciennes « démocraties populaires ». Il n'est pas question de préférence commerciale mais d'un choix organique : face aux ensembles qui se structurent en Asie et en Amérique, les Européens veulent édifier une « Maison commune » qui fasse le poids. Ils y mettent le prix.

A la fin de 1989, le total de leurs concours en direction des seules Pologne et Hongrie s'est élevé à 6,2 milliards de dollars. L'aide nette qui sera fournie aux pays de l'Est pour la période 1990-1992 sera à peu près de 2,8 milliards de dollars. Enfin, une banque spécialement destinée à leur redémarrage vient d'être créée : la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). L'analogie de la dénomination avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) est significative. On postule que les pays de l'Est présentent, aujourd'hui, des économies anémiées. Admettons cette urgence : pourquoi alors ne s'est-on pas mobilisé parallèlement pour l'Afrique sub-sa-

harienne ? Et pourquoi pas pour le Maghreb ? L'ensemble des concours apportés par la Banque européenne d'investissement (BEI) au Maghreb pour la période 1987-1991 n'a pas dépassé les 5 milliards de francs.

Des avantages comparables

Pourtant, si l'on s'en tient à la stricte analyse économique, l'UMA (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) présente des avantages au moins comparables à ceux des pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie).

Ces derniers, certes, peuvent se prévaloir de la contiguïté territoriale. Mais un train de marchandises, pour relier Amsterdam à Bucarest ou à l'ancien Madrid à Prague met deux fois plus de temps que n'en met un cargo pour relier Anvers à Casablanca, Rennes à Sfax ou Gênes à Benghazi. La notion de proximité joue à l'avantage du Maghreb. Elle se double d'une « centralité » névralgique au confluent du Moyen-Orient, de l'Europe et de l'Afrique : Suez et Gibraltar commandent le détroit d'Ormuz.

Les pays de l'Est présentent par rapport au Maghreb un niveau technologique élevé. Ils se distinguent, aussi, en termes de marché, par un pouvoir d'achat solvable plus consistant (un PNB par habitant moyen de 2 442 dollars contre 1 675 au Maghreb). Pourtant, leurs exportations vers la CEE en 1989 ont été inférieures, en valeur, à celles de l'UMA (11,9 milliards de dollars contre 15,1 milliards de dollars) de même que leurs importations (10,8 milliards de dollars contre 13,2 milliards de dollars).

Les cinq pays de l'Est sont en tant qu'ensemble importateurs d'énergie. Les ressources de l'UMA, dans ce domaine, sont très importantes (charbon, pétrole et gaz naturel). Elles sont d'un apport encore incontournable pour la CEE. De plus la comparaison des deux ensembles, en termes de

marché, ne doit pas être statique. D'ici à dix ou vingt ans, la population de l'Europe de l'Est risque d'être rejointe voire dépassée par celle du Maghreb, dont plus de 80 % auront moins de vingt ans et auront bénéficié – à moins d'une catastrophe culturelle – d'un degré d'instruction et de formation professionnelle parmi les plus élevés du tiers-monde.

C'est là un atout majeur, en termes de capacité de production et un avantage d'échelle en matière de commerce extérieur. Cette population jeune, instruite, voudra certes consommer plus mais elle sera en même temps capable d'assimiler le savoir-faire exigé par le progrès technologique et d'inventer les raccourcis nécessaires pour que le Maghreb n'ait pas à parcourir toutes les étapes de la révolution industrielle des autres.

Autre atout des Maghrébins : leurs liens avec la France. Ils sont près de 60 millions, en Algérie, au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie, à utiliser le français comme langue internationale, et en parlant français ils achètent français aussi. La France est leur premier fournisseur (17,8 % des importations de l'UMA). Certains découvrent, aujourd'hui, en Europe de l'Est, de nouveaux espaces francophones. Les gens y citent peut-être Victor Hugo mais ils achètent allemand : la RFA leur fournit 12,1 % de leurs importations alors que la France ne leur en fournit que 2,2 %. En valeur, les importations de l'Europe de l'Est en provenance de la France (1 045 millions de dollars) ne représentent que 25,4 % des importations maghrébines (4 129 millions).

Ces tendances ne s'inversent pas de sitôt. Les marchés d'Afrique subsaharienne et du Maghreb sont peut-être déprimés, mais la « surface » diplomatique de la France, qui dépasse ce qui lui vaudrait son strict poids économique, vient, précisément des liens entretenus avec les Africains noirs, les Maghrébins et, par extension, avec le monde arabe.

La « ruse vers l'Est » n'a pas empêché la CEE de réaffirmer tout de même son intérêt pour le Maghreb, avec, comme exemple, les propositions de délocalisation industrielle. Mais ce transfert se conçoit, en Europe, comme une extension physique, hors de ses frontières, de la partie archaïque et, ou polluante de son tissu industriel, dans des pays où la force de travail est abondante et bon marché et où les préoccupations écologiques provoquent des hausses d'épaulés.

Les pays de l'UMA identifient correctement cette situation, ce qui ne les empêche pas d'être demandeurs. A court et moyen terme ils ne peuvent faire autrement ; mais, à long terme, de telles activités ne sauraient « véritablement » une stratégie de développement. Les pays de l'UMA, dès maintenant, se doivent de repenser leurs choix prioritaires en termes endogènes, c'est-à-dire par la mise en valeur de leurs propres ressources.

Reconquérir l'espace

L'orthodoxie dominante critique ces projets de mise en valeur, surtout quand ils s'expriment en termes d'intégration régionale. Elle récuse aussi les programmes d'aménagement du territoire qui les accompagnent. Les institutions financières internationales rechignent d'ailleurs à les financer et marquent leur préférence pour des « projets immédiatement productifs ». Une acceptation étroite de la productivité pousse plusieurs pays en développement vers des activités exclusivement transactionnelles et de sous-traitance. Les Maghrébins ont intérêt à ne pas se laisser piéger à leur tour s'ils veulent arracher leur ticket d'entrée dans le XX^e siècle.

Son obtention ne pourrait être que le résultat d'une démarche d'autonomie collective, laquelle implique la reconquête de leurs espaces intérieurs, steppiques et saha-

riens. Il s'agit de les mettre en valeur et de les peupler. Les Maghrébins s'entassent aujourd'hui sur moins de 9 % de leurs 5,8 millions de kilomètres carrés. Il est temps de repartir vers le sud et d'adopter une nouvelle vision géographique du développement économique. S'agit-il pour autant de tourner le dos à la Méditerranée et à l'Europe ? Nullement. La CEE pourrait et devrait s'associer à l'entreprise par ses investissements financiers, technologiques et scientifiques.

Bien entendu, la règle, aujourd'hui, en matière de coopération internationale, est de privilégier les pays qui réussissent leur passage à la démocratie : jusque-là, les Maghrébins sentaient en passe d'y parvenir. Bien entendu, aussi, pour qu'ils se mobilisent autour d'un grand projet, il convient que leur union, l'UMA, en manifeste la volonté politique : des dispositions encourageantes ont été prises à cet effet. Mais la victoire électorale des intégristes en Algérie pourrait infirmer ces ébauches de crédibilité. Si elle aboutit au contrôle du pouvoir, elle signifiera l'acte de décès de l'UMA en tant qu'institution communautaire. Si, selon la théorie des dominos, elle embrase tout le Maghreb, elle y réduira la culture islamique, marquée par la recherche de la connaissance et l'encouragement de l'esprit pionnier, à sa caricature.

Quels que soient les régimes qui vont émerger au Maghreb, dans un an ou dans dix ans, ils ne pourront nourrir, loger, soigner, éduquer les populations à coups de miracles. Le contexte international, qui continuera aussi à imposer la volonté du riche et du plus inventif, obligera les Maghrébins à comprendre la coopération dans sa signification totale, qui la différencie de l'assistance. La pratique des réciprocités leur imposera des sacrifices et exigera de la CEE qu'elle renonce à cultiver une névrose de fortresses assiégées.

► Expert en développement, Tunisie.

Une intégration par le développement

Il ne s'agit pas d'harmoniser à tout prix mais de promouvoir des spécialisations industrielles

par Abdelkader Sid Ahmed

L'OBJECTIF d'intégration peut indiscutablement constituer un objectif mobilisateur de premier ordre pour les populations maghrébines, et les bénéfices à terme de l'opération sont patents. Il n'en reste pas moins que sa réalisation pose des problèmes redoutables dont ne paraissent pas toujours avoir conscience les responsables politiques.

Un survol rapide des cinq économies montre l'existence de fortes disparités : différence des potentiels démographiques ; différence marquée des revenus par habitant ; différence en dotations de ressources ; différence des niveaux de développement, et, notamment, d'industrialisation ; différences enfin des régimes économiques. Ces différences sont particulièrement importantes dans la mesure où elles sont à l'origine de politiques parfois diamétralement opposées en matière de change, de protection, de choix productifs, de revenus et de prix.

Elles induisent ainsi des formes d'insertion tout à fait spécifiques dans l'environnement international. Les effets on ont été aggravés par des politiques d'industrialisation fondées sur la valorisation des hydrocarbures (Algérie, Libye), entraînant le « Dutch disease » (appréciation des devises nationales, hausses mécaniques de salaires, adaptation de systèmes de « welfare state » avant l'heure) qui rend dans l'immédiat difficile l'adoption de schémas d'harmonisation.

A noter enfin l'extraversion des économies maghrébines vers le Nord industrialisé et, en corollaire, l'existence d'une faible capacité d'exportation inter-UMA (Union du Maghreb arabe). Au cours de la période 1983-1987, la CEE a absorbé 64,3 % des exportations de l'UMA, dont 79,5 % pour les matières brutes non combustibles et 70,8 % pour les combustibles minéraux.

La voie du marché

En revanche, pour la même période, la part de l'UMA dans l'ensemble des exportations des pays membres ne représentait que 1,2 %, soit 285,8 millions de dollars pour 24 191 millions. Même phénomène à l'importation : 1,3 % des importations pour l'UMA, pour 320,5 millions de dollars, soit 22 303 millions. A la faiblesse des échanges intra-maghrébines s'ajoutent les différences de participation : la Mauritanie avec 4 % des exportations et 5 % des importations apparaît comme quasiment inexistant dans le réseau maghrébin.

Face à ce problème le projet maghrébin a privilégié l'approche par le marché dont la CEE est le prototype parfait, aboutissant à un regroupement en une économie de dimension régionale.

L'intégration progresse selon les étapes suivantes : zone de libre-échange où les droits tarifaires sur les produits régionaux sont éliminés mais maintenus sur ceux des pays tiers ; union douanière qui implique un tarif commun vis-à-vis du reste du monde ; « marché commun ». Les restrictions aux échanges commerciaux et aux mouvements de facteurs (capital et main-d'œuvre) sont supprimées ; l'harmonisation des politiques économiques, monétaires, fiscales, sociales et anticycliques devient effective. La création d'une zone de libre-échange est censée conduire à une réaffectation optimale des facteurs dans la zone, donc à une efficacité accrue des appareils de production, tandis que l'élargissement du marché renforce la concurrence.

Le succès de ce schéma nécessite l'existence d'un certain nombre d'éléments : une homogénéité de dimensions et de caractéristiques du développement ; la proximité géographique ; l'existence de liens culturels et historiques ; enfin, une communauté d'intérêt vis-à-vis du reste du monde. Le

choix de ce modèle par les responsables maghrébines s'explique sans doute par la certitude qu'il y a là un modèle efficace dont la simple reproduction hisserait la région au niveau de ses voisins.

L'urgence des défis, dont celui de 1992 et ses répercussions, milite également pour un projet spectaculaire censé mobiliser les opinions publiques. La difficulté est cependant qu'un tel schéma globaliste a peu de chances de se réaliser, en tout cas pas dans un avenir immédiat ni même prévisible. De nombreux obstacles existent en effet, qui tiennent à la fois à la nature du modèle retenu et aux données structurelles des pays en développement, auxquelles la région maghrébine malheureusement participe.

Une approche par projet

Selon les expériences menées depuis près de trois décennies dans les pays en développement, il convient de ne pas surestimer le rôle des échanges commerciaux dans le processus d'intégration. Rappelons à cet égard que les échanges intra-européens des Six (1) représentaient, au départ, plus du quart de leurs échanges totaux, pour moins de 2 % pour les pays maghrébines. De

fait, en dehors de quelques ressources comme les hydrocarbures et certains produits agricoles, mais malheureusement pas les céréales, on voit mal, tout au moins dans un avenir prévisible, quels produits seraient susceptibles d'alimenter l'intensification attendue des échanges.

Notons par ailleurs que les situations sont très différentes selon les pays. Les productions algérienne et libyenne s'inscrivent en permanence devant les demandes locales de biens intermédiaires et de produits manufacturés et ne disposent guère de capacités significatives à l'exportation autres que les hydrocarbures. De plus, les effets pervers de l'union douanière – dont le renforcement des sources d'approvisionnement – ne peuvent que méconter les consommateurs locaux déjà contrariés de devoir consommer des produits nationaux plus chers, réputés inférieurs à leurs homologues internationaux.

Par contre, l'interdépendance maghrébine peut se construire sur la base d'activités communes spécifiques porteuses au plan scientifique et technologique. Il s'agit de promouvoir les activités non optimales en dimension au plan national pour les hisser au niveau international et pour insérer de façon efficace la région dans l'économie

mondiale. L'avantage de cette « intégration par projet » est qu'elle est complémentaire au développement de chacun des pays participants et permet de régler facilement les problèmes – ô combien sensibles ! – de répartition des bénéfices et des coûts de l'opération.

Il est en effet essentiel que les processus d'intégration – notamment industriels (substitution d'importation dans les biens intermédiaires et biens capitaux) – puissent être menés à terme et que les emplois nécessaires soient fournis aux millions de demandeurs potentiels. Or chacun sait que la distribution inégale du pouvoir et des connaissances (coûteuses à acquérir) fait que les forces « intégrantes » aujourd'hui – les sociétés transnationales – ont souvent les moyens, et la volonté, de transformer les structures à leur propre avantage au sein de l'espace économique intégré.

Des réalités structurelles

Un autre obstacle dans les pays du tiers-monde est la difficulté rencontrée à respecter la séquence d'étapes convenues au départ, de l'union douanière, ou marché commun. Un certain nombre d'expériences, dont celle du marché

centraméricain, soulignent les dangers d'une rigidité excessive liée au concept d'intégration progressive, dont la conséquence est de faire passer au second rang la promotion d'activités secondaires. Les processus d'intégration peuvent générer des facteurs qui réduisent sa viabilité.

L'intégration économique en tant que stratégie de développement ne saurait donc se limiter purement et simplement au choix d'un certain nombre d'instruments et à la mise sur pied de cadres institutionnels censés valoir pour tout pays. Le Maghreb est dans l'incapacité de reproduire in extenso le modèle européen avec ses séquences. Les économies maghrébines restent sous-développées et dispersées, leurs échanges infimes. Ces économies sont en outre extraverties vers le Nord et figent parmi les plus ouvertes dans le monde.

Des réalités structurelles évidentes interviennent pour l'heure, et même à long terme, tout espoir d'accroissement substantiel des échanges intra-maghrébins. La faiblesse des potentiels industriels combinée à l'existence de capacités de recherche et de base technologique, la médiocrité des systèmes de formation et le débouché essentiel que constitue le marché européen pour les exportations de la région, signifient que les déterminants cruciaux du développement resteront encore pour longtemps hors de la zone.

L'intégration maghrébine ne peut donc constituer à court et moyen terme une alternative viable à la coopération avec les voisins du Nord. En revanche, à long terme, les gains potentiels de l'intégration paraissent importants dès lors qu'elle fonde une stratégie de développement à un coût acceptable. Il s'agit alors non plus d'harmoniser à tout prix, mais de mettre en place les mécanismes pertinents du développement, en sélectionnant un certain nombre d'objectifs et de tâches considérés comme prioritaires.

Plus concrètement, l'intégration doit en priorité concerner les domaines où existent des possibilités significatives d'accroissement de production. La promotion de certaines spécialisations intra-industrielles permettrait ainsi de créer dans chacun des États-membres de précieuses capacités technologiques et managériales, tout en renforçant l'avantage comparatif de la zone. Il s'agit non pas de rationaliser l'activité économique, mais d'accélérer le développement. Toute autre approche lourde et mimétique est par avance condamnée, compte tenu de la puissance des solidarités hors zone.

► Chercheur algérien.

(1) Le gros des échanges intra-maghrébins porte sur les produits manufacturés (47,9 %) et les combustibles minéraux (36,9 %). Les produits alimentaires ne représentent que 12,7 %.

Les aléas de la
omatie économique

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Nous y trompons pas. Si, par chance, les autorités responsables à Moscou, si elles existent encore, en viennent à formuler un programme de redressement économique et financier digne d'être mis en application, il sera d'abord, à l'intérieur et à l'extérieur, accueilli par un flot de critiques et, plus encore, avec un grand scepticisme. Psychologiquement, les conditions sont pourtant beaucoup plus favorables qu'elles ne le furent à l'occasion d'autres expériences de rétablissement menées par d'autres pays. Qui croyait en France, au mois de mars 1983, que le troisième gouvernement de Pierre Mauroy et son ministre des finances Jacques Delors parviendrait, en l'espace de quelques mois, à ramener de 12 % à moins de 4 % le rythme annuel de hausse des salaires et à rétablir de facto l'équilibre de la balance des paiements bien avant le terme fixé (deux ans) ?

Plus loin de nous, la grande réforme financière (plan Pinay-Rueff) lancée le 27 décembre 1958 par le dernier gouvernement de la IV^e République — celui du général de Gaulle — aurait de front, par son inspiration libérale, pratiquement tous les préjugés de la classe dirigeante de l'époque. Beaucoup la jugeaient à la fois trop risquée et injuste. Quant à Ludwig Erhard, à qui l'Allemagne — et l'Europe — doit tant, c'est contre l'avis des experts des puissances victorieuses, contre l'opinion dominante au sein de son propre parti (CDU) sans parler de l'opposition de la SPD qu'il accompagne la réforme monétaire draconienne de juin 1948 (dennant naissance au deutschemark) de mesures économiques non moins radicales : levée de tous les contrôles des prix et salaires, de presque toutes les restrictions à l'importation, etc. Cependant, aujourd'hui, rare et bienheureuse circonstance, la radicalité économique est en faveur. Toutefois, comprendre la nécessité, voire la vérité, d'une chose ne veut pas dire, sauf pour une petite minorité d'esprits, y ajouter foi. Il y a moins de quelques mois, on estimait généralement, dans les milieux financiers, une union monétaire germano-allemande impossible à réaliser dans un court délai.

De ce point de vue, l'implication étroite, confirmée et étendue par le dernier sommet de Houston, des grandes institutions internationales, dans l'étude des recom-

mandations à faire à l'Union soviétique — en réalité des conditions à lui poser pour l'octroi d'une aide concertée des pays d'Occident — apparaît simultanément comme un élément favorable et comme un élément défavorable.

Facteur négatif, dans la mesure où ces institutions, comme l'atteste une expérience quasi constante, jouent plutôt le rôle, à l'égard des préjugés ambiants, de miroirs grossissants que de filtre de décan-tation. Par exemple, l'OCDE, dans son dernier rapport sur les perspectives économiques, fait écho à l'idée qu'il faudra bien dix à vingt ans pour que l'ouverture des pays de l'Est européen à l'économie de marché fasse sentir à plein ses effets bénéfiques sur la partie occidentale de l'Europe et le reste du monde. Tant le raisonnement (l'échange appelle l'échange) que l'histoire tendent à prouver au contraire la promptitude avec laquelle un programme de réformes libérales, à condition d'être appuyées par un assainissement financier, peut donner des résultats. Pour rester dans le cadre de l'URSS qui nous intéresse ici tout particulièrement, rappelons les succès que la nouvelle politique économique (NEP) introduite par Lénine dans les années qui suivirent la Révolution avait obtenus, et cela malgré les incertitudes qui pesaient sur ses chances de durée.

Le facteur positif, c'est évidemment l'assistance technique de grande valeur qu'une institution comme le FMI est en mesure d'apporter. L'intervention d'une équipe extérieure d'experts respectés peut se révéler décisive dans des domaines aussi cruciaux que le contrôle des dépenses publiques et l'assainissement du bilan de la banque centrale pour empêcher que de la monnaie soit émise en contrepartie des créances fictives comme le sont, précisément, les créances sur un Trésor exsangue ou sur des entreprises d'Etat lourdement déficitaires. Conclusion (trop souvent perdue de vue) : à chacun sa fonction. Celle des fonctionnaires internationaux est d'assister et, à la limite, de guider. Comme cela a été dit à Houston par le

Pourquoi aider l'Union soviétique

président Mitterrand, on imagine mal que pour un pays comme l'Union soviétique, la fonction de définir une politique économique revienne à d'autres que ses propres hommes politiques éclairés par leurs conseillers les plus directs.

A cet égard, l'optimisme des réformateurs radicaux, dont certains appartiennent à l'entourage du président Gorbatchev, est, à lui seul, une raison d'optimisme. Moyennant, faut-il le dire, plusieurs conditions essentielles dont aucune n'est réunie aujourd'hui. Mais c'est la chance elle-même, quand elle se présente, qui risque d'être immuablement gâchée, si des hommes comme Nikolai Petrakov, économiste entré en janvier dernier dans le cabinet de Gorbatchev et grand partisan de la liberté des prix, ou Stanislav Chatalin, membre du « conseil présidentiel », n'étaient pas suffisamment convaincus, comme l'étaient en leur temps Erhard et Rueff, de l'efficacité et du bienfait facile à vérifier rapidement de la politique audacieuse par eux préconisée. En attendant, ils se déclarent « indignés » de voir aujourd'hui les idées de réformes économiques, de marché, présentées au public soviétique comme autant d'épouvantails, annonciateurs de sacrifices supplémentaires pour l'homme de la rue, alors qu'il s'agit pour lui de la promesse, au prix, certes, de beaucoup de travail, de revenus plus élevés et d'un mode de vie autrement plus attrayant.

Ces sentiments, un membre en vue de l'Académie des sciences, l'économiste Guerghi Arbatov, faisait récemment écho (dans un article publié le 2 mai dernier par le Financial Times sous le titre : « Challenge by the radicals »), en écrivant : « Des lecteurs se demandent si réellement je pense qu'il soit possible de passer à l'économie de marché sans peine et sans que la société soit amenée à payer un prix pour cette transition. A cela je réponds : la société soviétique ne paye-t-elle pas tous les jours un prix très haut pour l'absence de marché ? »

Remarquons que les associations d'idées (« réformes économiques ») et sacrifices

(sous-entendu : sacrifices plus cruels que ceux que l'on est obligé de consentir déjà), « marché et chômage inévitable », « libération des prix et hausse (vergingueuse) du coût de la vie », ne sont pas surgies spontanément des crânes soviétiques endoctrinés par soixante-dix années de propagande marxiste. Ces sombres pronostics ne sont que le reflet de la conception qu'on se fait couramment du marché dans les pays « capitalistes ». Qu'au cours des huit ou neuf dernières années, l'emploi ait été préservé et accru au Japon et dans les pays à économie de marché les plus dynamiques (Corée, Taiwan, etc.), qu'il ait rétabli et augmenté aux Etats-Unis ; qu'il ait encore fortement progressé malgré toutes les prévisions contraires, en Europe occidentale, ne semble rien changer à l'affaire. Quoi qu'il en soit, les économistes, dans leur majorité, restent prisonniers des concepts forgés par Keynes pendant la grande dépression des années 30 (une période à tous égards atypique) et qui s'appellent : « équilibre de sous-emploi », rigidité des courants commerciaux, « multiplicateur » des dépenses publiques, etc.

Que les Cassandre de la marche longue et pénible vers l'économie de marché puissent avoir tort laisse entières, ou à peu près, les deux questions qui préoccupent aujourd'hui les pays spectateurs mais forcément impliqués de la déroute marxiste. Convient-il, politiquement, d'aider Gorbatchev ? A supposer qu'une telle aide soit opportune, a-t-elle des chances d'être économiquement efficace ?

La première question revient à se demander si répondre positivement aux demandes de concours formulées par le chef de l'Etat soviétique n'équivaut pas à prolonger la vie du Parti communiste. Elle est plus ou moins subtilement associée à une thèse fort répandue, et, elle, fort peu subtile, et qu'on pourrait désigner sous le nom d'argument de la « sincérité » de Gorbatchev. Celui-ci, dit-on, avait, en prenant les rênes du pouvoir, en 1985, de toutes autres intentions que celles qu'on lui prête généralement. Son objectif était de ré-gé-

nérer le régime de son parti, de changer les vieux dirigeants aux commandes dans les pays satellites pour mieux sauver l'empire. Et alors ?

L'aspect international n'est certainement pas le plus important pour apprécier le rôle joué par un homme amené à orchestrer un grand mouvement de l'histoire. De Gaulle savait-il précisément, en mai 1958 (quand il est revenu au pouvoir), ce qu'il allait faire en Algérie ? L'aurait-il su (ce qui paraît très improbable) que cela ne répondrait pas à cette autre question : pouvait-il mesurer dans toute leur ampleur les conséquences de ses actes, et cela quelles que soient les intentions qui les lui inspiraient ?

L'IDÉOLOGIE marxiste est bien morte et avec elle l'utopie entretenu pendant soixante-dix ans en URSS et dans le monde (si les hommes croyaient vraiment aux raisonnements — voir plus haut — il y aurait bien eu quelques esprits pour prévoir que la propre d'une utopie c'est de s'effondrer sans rémission !). Voilà le fait important. Que Gorbatchev soit l'homme du passage à un autre régime ou qu'il soit « dépassé », ce n'est, au fond, pas notre affaire, à ceci près (mais la commence à poindre la subjectivité) qu'on ne peut difficilement rester indifférent au sort d'un homme grâce auquel la transition a été pacifique dans l'Europe de l'Est.

Notre affaire, c'est que la transition en URSS se passe, elle aussi, pacifiquement, et qu'elle tienne ses promesses, je veux dire qu'elle conduise non pas à je ne sais quelle restauration du système précédent (cela, c'est presque impossible à concevoir et surtout à réaliser) mais à la démocratie ; qu'elle débouche aussi sur une économie de marché à travers laquelle le peuple russe et les autres nationalités de l'URSS pourront — enfin — satisfaire leurs besoins matériels, tout en s'intégrant progressivement aux courants des échanges internationaux. Dans une prochaine chronique, on essayera de montrer premièrement pourquoi une aide extérieure importante est pratiquement indispensable (proposition qu'on pourrait juger contradictoire avec la vision optimiste du passage au marché exposée ci-dessus) et deuxièmement à quelles conditions, et sous quelles formes, cette aide devrait être accordée.

BIBLIOGRAPHIE

« La Politique américaine du commerce avec l'Est (1969-1989) », de Marie-Hélène Labbé

Les aléas de la diplomatie économique

RAREMENT la diplomatie économique s'est déployée avec une telle ampleur dans le monde et en France. Le bouleversement des rapports Est-Ouest conduit l'Occident à regarder de près l'évolution vers la démocratie de ce qui fut le « bloc soviétique », afin d'assortir son aide et son commerce aux progrès politiques et économiques accomplis par les nations du COMECON. De même, l'Afrique francophone devra fournir maintenant des gages d'avancée vers le multipartisme pour obtenir de Paris des appuis financiers.

On lira avec d'autant plus d'intérêt le livre de Marie-Hélène Labbé, *La Politique américaine du commerce avec l'Est (1969-1989)*, adaptation pour le grand public d'une thèse imposante soutenue il y a un peu plus d'un an. Un ouvrage solide, clair, qui s'appuie sur une recherche de première main.

De la liberté complète des échanges au blocus, toute une gamme d'interventions peut être enregistrée pour faire pression sur un partenaire. Le cas des Etats-Unis étudié depuis l'entrée en fonctions de Nixon est très révélateur : le maniement de cet instrument de politique étrangère qu'est le commerce avec l'URSS et ses satellites nous rappelle opportunément les inconvénients de l'administration, la force des lobbies, le brouillage des « signaux » envoyés vers l'Est, les bagarres au sein du camp occidental.

En gros, deux « idéologies » s'opposent : le libre commerce est une « arme de la paix » (Samuel Pitar) ; rien ne doit servir l'ennemi potentiel à se raffermir et l'embargo inconditionnel doit être adopté (Peter Wiles). C'est en fait une voie moyenne qui a été la plus souvent suivie, celle que les Américains appellent le *linkage* (1). Sur cette dernière pratique, une ana-

lyse conceptuelle de Marie-Hélène Labbé est particulièrement bien venue ainsi que celle des difficultés de sa mise en œuvre, notamment à propos de l'émigration des juifs soviétiques (1969-1975).

Deux moyens de pression

Les Etats-Unis ont eu à leur disposition deux moyens de pression très importants : l'arme alimentaire et la vente des produits de haute technologie, qui ont souvent été employés de manière très divergente. Carter décide en 1980 un embargo céréalier en représailles contre l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et Reagan le lève en 1981 sans aucune concession de Moscou, sous la pression des agriculteurs américains qui veulent écouler leurs surplus de blé. Un an après, alors qu'il signe avec l'URSS un accord d'approvisionnement céréalier massif pour plusieurs années, le président américain prétend interdire aux Européens la vente d'équipements pour le gazoduc saharien.

Malgré ces sautes de conduite, notre auteur estime qu'à moyen et long terme les effets de la diplomatie américaine ont pesé d'un poids certain dans la transformation radicale des régimes communistes. Aujourd'hui, le gant se retourne et la question la plus grave est celle-ci : comment faire en sorte que l'aide ne tombe pas sur un terrain qui neutralisera ses effets. Il ne s'agit pas d'alimenter une machine économique mais de la créer. On n'arrose pas des cailloux.

PIERRE DROUIN

► *La Politique américaine du commerce avec l'Est (1969-1989)*, de Marie-Hélène Labbé, PUF, 218 p., 95 F.

(1) Stratégie qui consiste à lier (to link) les rapports économiques avec un pays étranger à l'octroi par ce pays de concessions politiques ou économiques.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Avec Le Monde sur Minitel

Admission
EAP (Berlin, Madrid)
CENTRALE, SUPELEC

36.15 LE MONDE

Tapez RES

L'HERMÈS

Editeur

la Collection

« Outils de »
entraîne aux B.T.S.
du secteur tertiaire
Rappels de cours
Exercices

Corrigés sélectionnés
Diffusion : MEDILIS S.A.
9 rue Séguier 75006 PARIS
Tél. 46 34 07 70

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les Sicav du Groupe des Banques Populaires

Des placements adaptés à vos objectifs :

SICAV ACTIONS, pour dynamiser vos placements en accédant à tous les marchés

SICAV OBLIGATIONS, pour valoriser votre capital à moyen ou long terme

SICAV COURT TERME, pour gérer vos liquidités en les gardant disponibles.

SITUATION A FIN JUIN 1990

| AU 30.06.1990 | Valeur Equivalente de l'action en F | Dernier dividende versé (montant net en F) | Actif net en MF | Performance depuis le 30.06.89 (comparé aux rendements) |
|--------------------------|-------------------------------------|--|-----------------|---|
| SICAV ACTIONS | | | | |
| FRUCTIFRANCE | 952,24 | — | 3.584,02 | + 5,94 % |
| PLANINTER | 1.089,27 | 13,37 (27 04 89) | 438,09 | + 6,27 % |
| VALOREM | 560,28 | 15,96 (11 05 89) | 396,43 | + 3,09 % |
| FRUCTNALOR | 578,44 | 16,15 (22 12 88) | 673,82 | + 7,95 % |
| A.A.A. | 1.137,81 | — | 839,54 | + 17,02 % |
| FRUCTIMMO | 33,16 | — | 172,41 | + 14,54 % |
| SICAV OBLIGATIONS | | | | |
| FRUCTIDOR | 232,27 | 19,01 | 1.048,34 | + 5,39 % |
| FRUCTICAP | 34,71 | — | 790,87 | + 6,15 % |
| SICADEN | 683,85 | 64,00 | 260,86 | + 5,34 % |
| FRUCT-PREMIERE | 11.070,12 | 939,87 (21 07 89) | 563,81 | + 4,34 % |
| FRUCT-ECU | 554,29 | — | 108,36 | - 0,71 % |
| FRUCT-EPARGNE | 28,66 | — | 136,31 | + 5,66 % |
| SICAV COURT TERME | | | | |
| FRUCTUAR | 4.579,79 | — | 1.134,59 | + 7,48 % |
| VALORG | 1.756,11 | — | 766,64 | + 7,66 % |
| FRUCT ASSOCIATIONS | 30,01 | 1,74 (02 07 89) | 8.995,11 | + 8,81 % |
| FRUCT COURT | 118.246,50 | 7.743,07 (08 07 89) | 13.372,66 | + 9,57 % |

* Sicav de capitalisation



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

سكزا من الاجل

BOURSE DU 16 JUILLET

Règlement mensuel

Réglement mensuel

| Compan- VALUERS | Comp. project | Premer | Denier | + | + | + | + | + | + | Compan- VALUERS | Comp. project | Premer | Denier | + | + | + | + | + | + | Compan- VALUERS | Comp. project | Premer | Denier | + | + | + | + | + | + | Compan- VALUERS | Comp. project | Premer | Denier | + | + | + | + | + |
|-----------------|---------------|--------|--------|------|------|------|------|------|------|-----------------|---------------|--------|--------|------|------|------|------|------|------|-----------------|---------------|--------|--------|------|------|------|------|------|------|-----------------|---------------|--------|--------|------|------|------|------|------|
| 3650. CALEP | 3676 | 3683 | 1100 | 1100 | 0.33 | 1100 | 1100 | 1100 | 1100 | 3650. CALEP | 3676 | 3683 | 1100 | 1100 | 0.33 | 1100 | 1100 | 1100 | 1100 | 3650. CALEP | 3676 | 3683 | 1100 | 1100 | 0.33 | 1100 | 1100 | 1100 | 1100 | 3650. CALEP | 3676 | 3683 | 1100 | 1100 | 0.33 | 1100 | 1100 | 1100 |
| 1061. B.M.P.T. | 1070 | 1070 | 1200 | 1200 | 0.80 | 1200 | 1200 | 1200 | 1200 | 1061. B.M.P.T. | 1070 | 1070 | 1200 | 1200 | 0.80 | 1200 | 1200 | 1200 | 1200 | 1061. B.M.P.T. | 1070 | 1070 | 1200 | 1200 | 0.80 | 1200 | 1200 | 1200 | 1200 | 1061. B.M.P.T. | 1070 | 1070 | 1200 | 1200 | 0.80 | 1200 | 1200 | 1200 |
| 1113. C.J.L.P. | 1122 | 1122 | 1122 | 1122 | 0.00 | 1122 | 1122 | 1122 | 1122 | 1113. C.J.L.P. | 1122 | 1122 | 1122 | 1122 | 0.00 | 1122 | 1122 | 1122 | 1122 | 1113. C.J.L.P. | 1122 | 1122 | 1122 | 1122 | 0.00 | 1122 | 1122 | 1122 | 1122 | 1113. C.J.L.P. | 1122 | 1122 | 1122 | 1122 | 0.00 | 1122 | 1122 | 1122 |
| 1080. R.M.P.T. | 1026 | 1026 | 1026 | 1026 | 0.25 | 1026 | 1026 | 1026 | 1026 | 1080. R.M.P.T. | 1026 | 1026 | 1026 | 1026 | 0.25 | 1026 | 1026 | 1026 | 1026 | 1080. R.M.P.T. | 1026 | 1026 | 1026 | 1026 | 0.25 | 1026 | 1026 | 1026 | 1026 | 1080. R.M.P.T. | 1026 | 1026 | 1026 | 1026 | 0.25 | 1026 | 1026 | 1026 |
| 2007. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1138 | 1138 | 0.18 | 1138 | 1138 | 1138 | 1138 | 2007. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1138 | 1138 | 0.18 | 1138 | 1138 | 1138 | 1138 | 2007. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1138 | 1138 | 0.18 | 1138 | 1138 | 1138 | 1138 | 2007. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1138 | 1138 | 0.18 | 1138 | 1138 | 1138 |
| 1280. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1240 | 1240 | 0.80 | 1240 | 1240 | 1240 | 1240 | 1280. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1240 | 1240 | 0.80 | 1240 | 1240 | 1240 | 1240 | 1280. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1240 | 1240 | 0.80 | 1240 | 1240 | 1240 | 1240 | 1280. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1240 | 1240 | 0.80 | 1240 | 1240 | 1240 |
| 1280. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1240 | 1240 | 0.80 | 1240 | 1240 | 1240 | 1240 | 1280. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1240 | 1240 | 0.80 | 1240 | 1240 | 1240 | 1240 | 1280. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1240 | 1240 | 0.80 | 1240 | 1240 | 1240 | 1240 | 1280. T.H.P.T. | 1232 | 1232 | 1240 | 1240 | 0.80 | 1240 | 1240 | 1240 |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 759 | 759 | 759 | 759 | 0.50 | 759 | 759 | 759 | 759 | 759. ALP. | 75 | | | | | | | |
| 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010. ACCOR. | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 0.50 | 1010 | 1010 | 1010 |
| 759. ALP. | 759 | 759 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

COMPTANT (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

| VALUES | Emission Fracls Incl. | Fractch net | VALUES | Emission Fracls Incl. | Fractch net | VALUES | Emission Fracls Incl. | Fractch net |
|------------------|-----------------------|-------------|-----------|-----------------------|-------------|-----------------|-----------------------|-------------|
| A.A.A. | 1195 48 | 1127 30 | Post-Cap. | 35 18 | 34 63 | Peasant Prairie | 5619 57 | 5880 35 |
| Alca | 241 40 | 234 94 | Post-Cap. | 11894 00 | 11944 00 | Pleasant | 121 53 | 1160 25 |
| Aggregates | 6892 36 | 6892 36 | Preceder | 558 08 | 531 81 | Pompe Ganges | 15412 78 | 10574 40 |
| Aggregates | 108 32 | 108 32 | Preceder | 30 38 | 24 55 | Prentiss Ohio | 110 25 | 107 39 |
| Aggregates | 1191 43 | 1191 43 | Preceder | 997 12 | 945 53 | Prentiss Ohio | 24618 83 | 24618 83 |
| AGF Acres on Cr. | 989 10 | 989 10 | Preceder | 32 62 | 32 60 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1018 19 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 11 | 1002 09 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1239 99 | 1239 99 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 11 | 1002 09 | Preceder | 4605 87 | 4584 18 | Prentiss Ohio | 102 24 | 109 19 |
| AGF Acres on Cr. | 123 17 | 123 17 | Preceder | 120 28 | 1184 34 | Prentiss Ohio | 5308 11 | 5255 15 |
| AGF Acres on Cr. | 123 17 | 123 17 | Preceder | 6182 43 | 6168 25 | Prentiss Ohio | 1142 44 | 1125 51 |
| AGF Acres on Cr. | 1010 41 | 1010 41 | Preceder | 104 06 | 104 06 | Prentiss Ohio | 948 10 | 908 30 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 278 22 | 278 22 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 240 22 | 240 22 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 581 72 | 528 33 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 61 62 | 62 62 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1132 29 | 1105 74 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |
| AGF Acres on Cr. | 1002 30 | 1002 30 | Preceder | 1049 63 | 1037 54 | Prentiss Ohio | 1052 78 | 1052 78 |

Cote des Changes

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 16/7 | COURS DES BILLETS achat | COURS DES BILLETS vente | MONTANTS ET DEVISES | préc. | 16/7 |
|-------------------------|----------------|---------------|----------------------------|----------------------------|--------------------------|-------|---------|
| Etats-Unis (1 unit.) | 5 518 | 5 555 | 5 350 | 5 750 | Or fin (en barre) | 64100 | 64850 |
| £ st. | 16 320 | 16 346 | 336 500 | 347 000 | Or 20 carats (en lingot) | 64100 | 347 000 |
| £ st. (100 dm) | 336 520 | 336 292 | 15 900 | 308 | Napoleon (20R) | 397 | 397 |
| Belgique (100 fl.) | 16 320 | 16 346 | 280 500 | 308 | 100 francs (10 fl.) | 418 | 418 |
| France (100 fr.) | 287 400 | 287 400 | 84 | 92 | Place Saint (20 fr.) | 375 | 375 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 4 983 | 5 000 | 84 | 92 | Place Lathur (20 fr.) | 469 | 469 |
| 100 francs (100 fl.) | 287 400 | 287 400 | 4 050 | 4 050 | Souverain | 2155 | 2155 |
| Danemark (100 kr.) | 9 877 | 9 877 | 332 | 342 | Place 20 dollars | 1280 | 1280 |
| Gde. Bretagne (1 £) | 432 | 432 | 89 | 90 | Place 10 dollars | 800 | 800 |
| 100 francs (franchises) | 82 800 | 82 800 | 45 200 | 48 600 | Place 5 dollars | 2400 | 2400 |
| Suède (100 kr.) | 82 800 | 82 800 | 3 650 | 4 350 | Place 50 pesetas | 385 | 385 |
| Norvège (100 kr.) | 87 480 | 87 480 | 3 680 | 3 680 | Place 10 florins | | |
| Autriche (100 sch.) | 15 477 | 15 477 | | | | | |
| Portugal (100 esc.) | 4 774 | 4 774 | | | | | |
| Canada (1 \$ can.) | 3 720 | 3 720 | | | | | |
| 100 francs (100 esc.) | 3 720 | 3 720 | | | | | |

re de l'or

| | |
|---------------------|------|
| HOOGMOED | 381 |
| LOCATOREN DE MONDE | 240 |
| MARIN IMMO | 960 |
| NICOLES | 378 |
| PARTICIP. PARCIEL | 176 |
| ROMANOV N.V. | 3500 |
| St-Gobain-Emballage | 314 |
| SOCIETE MERIS | 182 |
| S.E.P.R. | 42 |
| SIOF | 39 |
| S.P.R. act. B. | 38 |
| ULIBER | 96 |
| WONDER | |

Hors-cote.

| | | |
|--|---------------------------|-----|
| | Esper Hydro Energy..... | 815 |
| | Bullion..... | 215 |
| | Café..... | 157 |
| | C.I.W. Copper..... | 122 |
| | C. Occid. Farmstone..... | 180 |
| | Chromatony (M)..... | 976 |
| | Coinbury Board..... | 890 |
| | Copacra..... | 68 |
| | Europ. Azote..... | 123 |
| | Gen. S.A..... | 123 |
| | Guy Degreene..... | 400 |
| | Harbin Hydro Zinc..... | 287 |
| | Hogrogers..... | 290 |
| | Leclercq des Miroirs..... | 281 |
| | Marlin Iron..... | 960 |
| | Moscow..... | 240 |
| | Parsons, Parviz..... | 176 |
| | Rouillon N.V..... | 300 |
| | St-Gobain-Emballage..... | 319 |
| | Suez Mirra..... | 124 |
| | SEPA..... | 42 |
| | S.P.A. act. B..... | 36 |
| | Ulfors..... | 90 |
| | Wonder..... | 38 |

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché connu

هكذا من الاحل

INDE

Le premier ministre a retiré sa démission

Le premier ministre, M. V. P. Singh, a accepté, dimanche 15 juillet, de retirer sa démission, après qu'elle eut été refusée la veille par son parti, le Janata Dal (Parti du peuple), et par la coalition gouvernementale de cinq partis, a annoncé N. T. Rama Rao, président du Front national. « L'honorable premier ministre a donné suite à notre requête et accepté de retirer sa démission », a déclaré M. Rama Rao.

Au pouvoir depuis moins de huit mois, M. Singh avait démissionné samedi, estimant qu'il avait perdu le soutien du Front national et la confiance de son peuple, après la crise politique déclenchée jeudi par la réintégration dans ses fonctions à la tête de l'Etat d'Haryana (nord), du fils du vice-premier ministre Devi Lal (le Monde daté 15-16 juillet). La réintégration de M. Om Prakash Chatalaula, limogé en mai pour avoir orchestré des violences lors d'une élection dans son Etat, avait été interprétée comme le résultat d'un accord « secret » entre MM. Singh et Lal.

Des dirigeants du Front national, la coalition de cinq partis au pouvoir, ont rencontré le premier ministre dimanche pour lui demander de retirer sa démission, alors qu'après avoir environ

500 habitants de la province de Haryana avaient manifesté sous les fenêtres du domicile de M. Singh le supplicant de rester à son poste et criant des slogans hostiles à MM. Dal et Chatalaula. Selon une source du Janata Dal, « le premier ministre n'avait pas envie de revenir sur sa décision (...). Nous lui avons dit qu'il était le seul dirigeant acceptable ». « L'autre possibilité, c'est l'anarchie », a ajouté cette source.

Trois ministres du gouvernement, considérés comme des proches de M. Singh, avaient démissionné vendredi en signe de protestation, suivis par six autres samedi. Dimanche, le ministre des affaires étrangères, M. Inder Kumar Gujral, qui rentrait de voyage à l'étranger, a démissionné à son tour, ce qui laisse entendre que la crise n'est pas terminée. - (AFP)

La Chine teste avec succès un nouveau lanceur lourd

La Chine a tiré avec succès, lundi 16 juillet, un lanceur lourd d'un nouveau type (Longue Marche 2-E) depuis sa base de Xichang, située dans la province méridionale du Sichuan, à 1 500 kilomètres au sud-ouest de Pékin. Cette « a permis la mise en orbite d'un satellite chinois aux caractéristiques non précises et d'un petit satellite expérimental pakistanaï.

Cette nouvelle génération de fusées chinoises devrait permettre à Pékin de mieux se placer sur le marché des services de lancement de satellite, dans la mesure où elle est capable, dans sa version à quatre étages, de mettre en orbite une charge utile d'environ 8 tonnes, comparable à celle que peuvent emporter certains des lanceurs européens Ariane-4. Le 7 avril, la Chine avait pour la première fois mis en orbite un satellite étranger, Asiasat-1, pour le compte du consortium Asia Satellite Communications basé à Hongkong.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

L'affaire Ridley
Le gouvernement britannique est-il sur la ligne du ministre du commerce ? 5

Les réfugiés albanais
De Marseille à Reims 500 personnes sur les chemins de la liberté 3

POLITIQUE

L'intervention télévisée du président de la République
Les réactions des Verts et de M. Chirac - La réduction du service national - Le maintien des armes préstratégiques 6-7

SOCIÉTÉ

Inquiétude au sujet de la maladie de la « vache folle »
L'épidémie qui a touché quatorze mille bovins en Grande-Bretagne pourrait être transmissible à l'homme 8

CULTURE

Tragédie grecque en Avignon
Tandis que les élèves de Grenoble choisissent le silence pour évoquer Ajax, de Sophocle, Nico Papatakis réalise Io, d'Eschyle, en grec ancien 9

SPORTS

Le Tour de France
Un double victoire espagnole dans les étapes « casse-pattes » 11

Formule 1 à Silverstone
Le troisième succès consécutif d'Alain Prost 11

ÉCONOMIE

Le rachat d'Adidas par Tapie
Un crédit de 1,5 milliard de francs 15

Lafarge en Allemagne de l'Est
Le groupe français achète la principale cimenterie de la RDA 15

COMMUNICATION

Un entretien avec Mme Tmka
Les projets de la nouvelle directrice des programmes d'Antenne 2 18

Services

Abonnements 13
Annonces classées 19-20
Carnet 13
Echecs 13
Marchés financiers 24-25
Météorologie 14
Mots croisés 13
Loto 13
Radio-Télévision 14
Spectacles 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 15-16 juillet 1990 a été tiré à 501 936 exemplaires.

Le Monde L'ÉDUCATION

JUILLET/AOÛT

DOSSIER SPÉCIAL

S'INSCRIRE

EN PREMIÈRE ANNÉE DE FAC

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉGYPTE : les intégristes soupçonnés

Deux touristes, dont une Française tuées dans un attentat

LE CAIRE

de notre correspondant

Deux touristes, une Française et une Allemande, ont trouvé la mort, vendredi 13 juillet, dans l'incendie criminel d'un restaurant, à Hourgada sur la mer Rouge. Un autre touriste allemand, souffrant de graves brûlures, a été rapatrié par avion spécial.

La police a arrêté un jeune islamiste soupçonné d'avoir jeté la bouteille incendiaire qui a causé le sinistre. L'accusé a avoué, selon la presse caennaise, avoir prémédité l'attentat « après avoir été outré par les meurs dissolues des touristes ». Il y a quelques années, la revue islamiste et Nour avait mené une campagne contre le Club Méditerranée de Hourgada, qualifié « de village du démon où les touristes se livrent

en public au stupre et à la fornication ».

Au moment même où avait lieu l'attentat à Hourgada, deux islamistes étaient tués et sept autres blessés par la police à Dayrout, près d'Assiout (400 km au sud du Caire). Selon la version officielle, les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser une manifestation de près de cinq cents maximalistes musulmans ; les intégristes ont tiré sur la police, qui a répliqué. Les islamistes protestaient contre l'arrestation, une semaine auparavant, de vingt-six des leurs qui avaient perturbé une cérémonie de mariage où se produisait une danseuse du ventre. Les assaillants avaient blessé plusieurs des convives et saccagé les instruments des musiciens.

A. B.

EN BREF

Des exportations américaines interdites vers l'Irak. - Le Pentagone, selon le New York Times, a demandé au département d'Etat d'interdire l'exportation en Irak de trois fours industriels susceptibles de fabriquer des éléments en titane et autres métaux stratégiques pour l'armement. La compagnie Consarc Corporation avait initialement reçu l'approbation du département du commerce pour la vente à l'Irak de ces fours qui devaient, selon le gouvernement de Bagdad, servir à la fabrication de prothèses médicales. - (AFP)

IRAK : Libération d'une infirmière britannique. - Le Foreign Office a annoncé, lundi 16 juillet, à Londres, la libération de M^{me} Daphne Parish, infirmière britannique arrêtée en Irak en même temps que le journaliste Faraz Bazofi, exécuté en mars pour espionnage. M^{me} Parish avait été condamnée à quinze ans de prison pour complicité. Cette libération aurait été facilitée par l'intervention du président zambien Kenneth Kaunda auprès du président irakien Saddam Hussein. M^{me} Parish a pris lundi matin un avion à destination de Lusaka. - (AFP)

ISRAËL : plan d'urgence pour loger les immigrants d'URSS. - Pour faire face à l'afflux massif d'immigrants d'Union soviétique, les autorités israéliennes ont débloqué, dimanche 15 juillet, un plan d'urgence pour héberger les nouveaux arrivants dans des hôtels, des auberges de jeunesse, des fermes collectives et des installations militaires. Le ministre du logement, M. Ariel Sharon, a

déclaré que ces mesures devaient permettre de disposer de cinquante mille lits et soulageraient ainsi le marché du logement (le Monde du 12 juillet). Des dizaines d'Israéliens, obligés de vivre dans des tentes à cause de l'inflation des loyers, ont manifesté samedi et dimanche dans les rues de Tel Aviv. - (Reuters)

BULGARIE : M. Petar Dertliev proposé pour l'opposition pour la présidence de la République. - L'Union des forces démocratiques (UFD), principal rassemblement d'opposition, a présenté samedi 14 juillet M. Petar Dertliev comme candidat à la présidence de la République pour succéder à M. Petar Mladenov, qui a démissionné la semaine dernière. M. Dertliev, dirigeant du Parti social-démocrate, qui est uni à l'UFD, est considéré comme le député le plus populaire de l'opposition. - (AFP)

RDA : le terroriste Abou Daoud aurait séjourné à Berlin-Est. - Un des terroristes les plus recherchés du monde, le palestinien Abou Daoud, soupçonné d'avoir participé à l'attentat des Jeux Olympiques de Munich en 1972, aurait séjourné plusieurs fois à Berlin-Est, a écrit dimanche 15 juillet un quotidien de Berlin-Ouest. Par ailleurs, M^{me} Sigrid Sternebeck, la quatrième membre présumée de la Fraction armée rouge (RAF), qui a été arrêtée récemment en RDA, a été remise samedi à la justice ouest-allemande. - (AFP)

PAKISTAN : 38 morts dans le Sind. - Six bombes de fabrication artisanale ont explosé, dimanche 15 juillet, dans la province du Sind, dans le sud du Pakistan, faisant 38 morts et une centaine de blessés. a-t-on appris auprès des hôpitaux. Les attentats, perpétrés en l'espace d'une demi-heure, ont coïncidé avec une journée de protestation organisée par le mouvement nationaliste Jaiy Sind, ont rapporté des témoins. Cinq bombes ont explosé à Hyderabad, la deuxième ville du Sind, faisant 23 morts. Quinze autres personnes ont été tuées dans une sixième explosion, survenue dans un train qui assurait la liaison Karachi-Lahore. - (Reuters)

Violent séisme aux Philippines : au moins 43 morts Un tremblement de terre d'une magnitude de 7,7 sur l'échelle de Richter a secoué l'île de Luzon, la principale île de l'archipel philippin, et Manille, la capitale du pays, lundi 16 juillet dans la matinée. Selon un premier bilan officiel, la secousse sismique aurait fait 43 morts, dont au moins trente étudiants, tués dans l'effondrement d'un bâtiment universitaire à Cabanatuan, à 90 kilomètres au nord de la capitale, où se situait l'épicentre du séisme. - (AFP, AP, Reuters)

CARTES POSTALES

Le carnaval du Cap

Le soir, au Bar du Cap, on regarde le défilé. S'il y avait du soleil, on le regarderait se coucher. Mais il fait gris, toutes sortes de gris et d'éclaircies, et on n'a pas de regrets. C'est un temps parfait pour le carnaval du cap Gris-Nez.

Le soir, au Bar du Cap, le vent secoue le toit de tôle ondulée. On commande des moules et des frites et on encourage les mouettes, elles qui ne désespèrent pas de voler. Ceux qui sont sortis sur la falaise, pour voir l'Angleterre de plus près, sont déjà revenus, assommés. Les bateaux, de toute façon, ne demandent qu'à passer.

Que le cap Gris-Nez ne soit pas gris, on s'en moque. Les noms n'ont pas toujours raison. Qu'il le soit devenu par une erreur de traduction - Craig Ness, cap des rochers, est devenu Gris-Nez - n'a pas plus d'importance. Le cap est noir, il est bordé de rochers coquille-cot, de vert betterave et de vert blé tendre. La mer du Nord et la Manche se marient à ses pieds. Et on est venu, de toute façon, pour le défilé.

Ce sont, paraît-il, des bateaux. Des pétroliers, des minéraliers enrôlés par la sidérurgie allemande, des chalandiers empruntant le détroit du Pas-de-Calais. Il y aurait aussi des car-ferries se risquant à traverser cette auroute, des hydroglisseurs, dans une traînée de poudre, des flibards, pêcheurs boulonnais essayant de rentrer, à bon port, des barques, des voiliers. Quatre cent cinquante navires par jour, siguillés au

radar sur le boulevard marin le plus fréquenté du monde.

Mais le soir, au Bar du Cap, on voit des choses bien plus extraordinaires sous toutes ces ténues de gris. Des objets flottants aux formes étranges surgissant derrière la vitre, et ils sont si nombreux qu'on n'aperçoit plus l'horizon. Des monstres, des nains, tous à la file indienne, tous glissant dans le même sens, tous allant quelque part. Des chars, qui avancent à pas lents. Longs, plats, lourds, gras. Un carnaval des brumes.

Il défile des convois grande largeur, des grues, des boîtes à savon, des cloches à fromage. Des usines de métal rouge, des tourelles lumineuses, une felouque égyptienne. Un radeau, qu'on ne distingue qu'à la jumelle, sur le point d'être mangé par la baleine qui suit. Un paquebot félinien, illuminé malgré les nuages. On jurerait que les mêmes embarcations repassent, après changement de costume, à l'envers du décor. Et le bel masqué ne s'arrête jamais. La nuit, « ça voyage encore », disent ceux qui restent à terre.

Hier soir, au Bar du Cap, quelques-uns ont même vu le vaisseau fantôme. On l'a reconnu. La lune avait réussi à passer au travers des nuages. Elle avait laissé sur la mer une piste toute ronde et argentée. Attré par la lumière, le Hollandais volant, sous sa projecteur, est venu se glisser. Et, cette fois, le Bar du Cap n'a pas rêvé.

CORINE LESNES

NOUVELLE-ZÉLANDE : grave incident dans une synagogue. - Quatre enfants juifs, dont des jumeaux de six ans, ont été blessés à coups de couteau, lundi 16 juillet, à Auckland par une femme criant des slogans antisémites, a-t-on appris de source policière. Les enfants se trouvaient dans des locaux attenants à la principale synagogue d'Auckland quand,

selon un témoin cité par le journal Auckland Star, une femme brandissant un couteau les a agressés. La police a immédiatement installé un dispositif dans le quartier qui a permis l'arrestation d'une suspecte. Selon des responsables de la communauté juive de la ville, la femme souffrirait de troubles psychiques. - (AFP)

SVM Macintosh L'Édition française de MacUser (CS)

SPÉCIAL MACINTOSH PLUS ET MAC SE

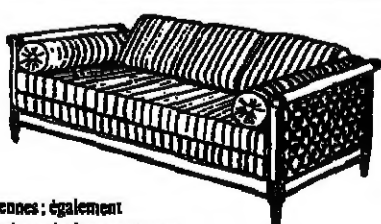
Dans ce N° de SVM Macintosh, vous apprendrez facilement comment tirer le meilleur profit de votre Mac Plus ou SE. Vous saurez comment optimiser vos logiciels et vos périphériques sans déboursier un centime. En lisant SVM Macintosh, vous découvrirez les richesses de votre ordinateur.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Architecture : les logiciels pour un bon plan
- MORE III, MULTI-AD CREATOR, ANIMATION STAND, DOUBLE HELIX... 35 logiciels au banc d'essai

LE N° 12 DE SVM Macintosh VIENT DE PARAÎTRE

Étonnante collection de lits de repos...



En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes ; également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art Nouveau et même l'Art Déco.

Rémy

60-82, ruebourg St-Antoine 75012 PARIS - 43-43-65-68 (réception succursale)